



Asseoir le changement et préparer l'avenir

Rapport annuel 2018-2019

Rapport du directeur général des élections de l'Ontario



L'honorable Ted Arnott
Président de l'Assemblée législative
Bureau 180, Édifice de l'Assemblée législative
Queen's Park
Toronto (Ontario) M7A 1A2

Monsieur le Président,

J'ai le plaisir de vous présenter le rapport annuel portant sur les activités qui ont été menées par mon bureau en application de la *Loi électorale* et de la *Loi sur le financement des élections* au cours de l'exercice financier 2018-2019.

Du 1^{er} avril 2018 au 31 mars 2019, Élections Ontario a mis l'accent sur l'innovation tout au long de la dernière année du cycle électoral de quatre ans, dont le point d'orgue a été la 42^e élection générale de l'Ontario. Premier jalon concret de notre projet de modernisation du processus électoral dans la province, cette élection couronnée de succès donne une assise solide aux futures activités de mon bureau.

Au cours de cet exercice, nous avons accompli plusieurs autres réalisations. Nous avons mené à bien les activités de clôture de l'élection générale de 2018, appuyé l'organisation de l'élection municipale de la Ville de Toronto, mis en œuvre les modifications législatives apportées à la *Loi électorale* et à la *Loi sur le financement des élections*, et entamé les travaux de planification de la prochaine élection générale dans le cadre d'un nouveau cycle quadriennal.

Nous avons également élaboré le *Plan stratégique 2019-2023*, dont les cinq grandes priorités guideront notre action au cours des cinq prochaines années. Pour la première fois, nous avons établi des indicateurs de rendement clés pour faire le point sur notre état d'avancement à l'issue de l'élection générale de 2018 et définir des objectifs précis à atteindre à l'avenir.

Tout au long de l'année qui s'est écoulée, nous avons mis un point d'honneur à respecter nos engagements de longue date et, à la faveur d'une approche mesurée et raisonnée, nous avons modifié le processus électoral pour continuer de répondre à l'évolution des besoins des électeurs et des électrices de l'Ontario.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, mes salutations les plus cordiales.

A handwritten signature in black ink that reads 'Greg Essensa'.

Greg Essensa

Table des matières

1) Bilan de l'année 2018-2019 : asseoir le changement et préparer l'avenir	4
1.1 Le cycle de quatre ans.....	4
1.2 L'élection générale de 2018.....	5
1.3 Après l'élection.....	5
1.4 Préparer l'avenir.....	5
2) La 42^e élection générale de l'Ontario	6
2.1 Les préludes d'une élection d'un nouveau genre.....	6
2.2 Une élection moderne.....	6
2.2.1 Le nouveau modèle.....	7
2.2.2 L'élection aux quatre coins de la province.....	7
2.3 Coût final de l'élection générale de 2018.....	8
3) Après l'élection	10
3.1 Activités de clôture du scrutin.....	10
3.1.1 Compilation officielle des résultats.....	10
3.1.2 Fermeture des bureaux.....	10
3.1.3 Rémunération du personnel électoral.....	11
3.1.4 Inventaire.....	11
3.1.5 Traitement des documents.....	11
3.1.6 Collecte des données et des commentaires.....	12
3.2 Appui apporté à la tenue des élections municipales à Toronto.....	13
3.3 Lancement du Programme de partage des technologies de vote.....	14
4) Préparer l'avenir	15
4.1 Élaboration d'un nouveau plan stratégique.....	15
4.2 Changements immédiats.....	16
4.2.1 Nouvelle application dédiée aux résultats.....	16
4.2.2 Nouvelle fonctionnalité du Service d'inscription en ligne.....	16
4.2.3 Nouvelles mises à jour du Système de gestion des élections.....	16
4.2.4 Nouvel outil d'information sur le financement et les partis.....	16
4.3 Groupes de travail.....	16
4.3.1 Accessibilité.....	17
4.3.2 Communication avec les électeurs.....	17
4.3.3 Processus dans les bureaux de vote.....	18
4.4 Préparation en cas d'élections partielles.....	18
5) Loi sur le financement des élections	19
5.1 L'élection générale de 2018.....	19
5.1.1 Inscription.....	19
5.2 Après l'élection.....	21
5.2.1 Subventions.....	21
5.2.1.1 Subventions à l'égard des dépenses liées à la campagne électorale.....	21
5.2.1.2 Subventions à l'égard des services d'audit.....	21
5.2.1.3 Allocations trimestrielles.....	22

5.2.2 Autres modifications législatives	23
5.2.3 Inscription	23
5.2.4 Gestion des plaintes	23
5.2.5 Affaires renvoyées au ministère du Procureur général de l'Ontario.....	24
6) Recommandations.....	25
6.1 Recommandations principales du directeur général des élections	25
6.1.1 Établir une autorité d'adressage unique	25
6.1.2 Confier la tenue des listes électorales municipales à Élections Ontario.....	26
6.1.3 Prolonger le calendrier électoral.....	27
6.2 Autres recommandations du directeur général des élections en vue de modifications législatives	27
6.2.1 Autoriser le directeur général des élections à appliquer des pénalités administratives.....	27
6.2.2 Planifier le redécoupage des limites des circonscriptions électorales de l'Ontario.....	28
6.2.3 Instaurer des normes d'évaluation communes et un processus de certification des technologies de vote.....	28
6.2.4 Instituer un jour de scrutin qui ne soit pas un jour de classe	29
6.2.5 Fixer un seuil d'audit.....	30
6.2.6 Assujettir les partis politiques aux lois ontariennes sur la protection de la vie privée.....	30
6.2.7 Instaurer une période de vote par anticipation sur dix jours, avec rotation des bureaux de vote	31
6.2.8 Modifier la date limite de dépôt des déclarations de candidature aux élections partielles pour l'aligner sur celle prévue pour les élections générales.....	31
6.2.9 Autoriser l'embauche de jeunes de 16 et 17 ans à certains postes du personnel électoral.....	32
7) Perspectives d'avenir	33
8) États financiers en vertu de la Loi électorale	35
9) États financiers en vertu de la Loi sur le financement des élections.....	51
Annexe A : Présentation de l'organisme.....	66
Annexe B : Recommandations en vue de modifications administratives et techniques concernant la Loi électorale et la Loi sur le financement des élections.....	68
Annexe C : Courses et candidats à l'investiture inscrits, par parti politique, pour l'élection générale de 2018	69
Annexe D : Partis politiques inscrits au 31 mars 2019.....	70
Annexe E : Demandes de réservation du nom d'un nouveau parti politique durant l'exercice 2018-2019.....	72
Annexe F : Modifications concernant les associations de circonscription inscrites, par parti politique, durant l'exercice 2018-2019	76
Annexe G : États financiers des partis politiques inscrits pour la période de campagne de l'élection générale de 2018.....	78
Annexe H : États financiers des candidats et des associations de circonscription pour la période de campagne de l'élection générale de 2018	80
Annexe I : Rapports sur la publicité faite par des tiers lors de l'élection générale de 2018.....	128
Annexe J : États financiers annuels des partis politiques pour 2018.....	130
Annexe K : États financiers annuels des associations de circonscription pour 2018	132
Annexe L : Entités ayant effectué un dépôt tardif ou n'ayant pas effectué de dépôt en 2018-2019	134

1

Bilan de l'année 2018-2019 : asseoir le changement et préparer l'avenir

Élections Ontario est le bureau apolitique de l'Assemblée législative dont la mission consiste à administrer les élections provinciales. Nous sommes résolument déterminés à répondre en priorité aux besoins des électeurs en mettant à leur disposition des services modernes qui maintiennent l'intégrité et l'accessibilité du processus électoral de l'Ontario avec efficacité, équité et impartialité.

L'élection générale de 2018 qui s'est déroulée au début de l'exercice 2018-2019 a marqué une première étape décisive dans la modernisation des élections en Ontario. La mise en place de registres du scrutin électroniques et de tabulatrices dans les bureaux de vote de la province a constitué la plus importante modification du processus électoral de l'Ontario en plus de 100 ans. Ainsi, en plus de recevoir leurs bulletins de vote plus rapidement que jamais, les électeurs ont su qui formerait le nouveau gouvernement à peine quelques minutes après la fermeture des bureaux de vote le soir de l'élection.

Toutefois, à bien des égards, l'élection n'a constitué que le début du travail entrepris cette année pour amorcer la transformation des élections ontariennes et continuer d'expérimenter de nouvelles façons d'exploiter la technologie dans le processus de vote.

1.1 Le cycle de quatre ans

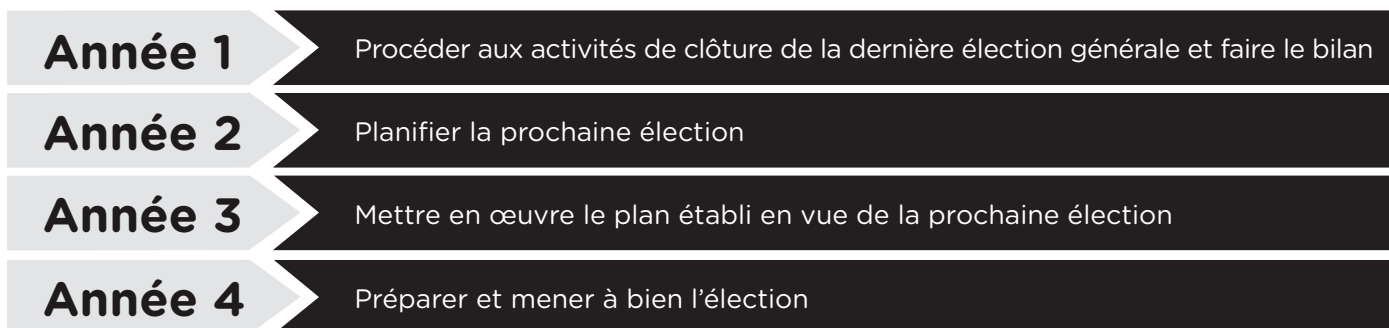
Les travaux d'Élections Ontario s'articulent autour d'un cycle de quatre ans, qui correspond au cycle électoral et dont le point culminant est l'élection générale. Au début de chaque cycle, nous procédons à une évaluation de l'élection précédente, incorporons des changements

découlant des nouvelles technologies et des nouveaux processus, et intégrons des améliorations sur la base des connaissances acquises lors de la tenue d'une élection dans la province. Notre cycle électoral quadriennal s'organise généralement comme indiqué dans le schéma à la page suivante.

L'exercice financier 2018-2019, quatrième année du cycle électoral, a été scandé par l'élection générale de 2018. Une fois l'élection terminée, nous avons entamé la première année d'un nouveau cycle en menant à bien les activités de clôture et en dressant le bilan de l'élection.

Durant l'exercice, nous avons d'abord exécuté l'ensemble des tâches très lourdes associées à la tenue d'une élection pour plus de 10,2 millions d'électeurs, puis amorcé le processus plus long, mais non moins complexe, de fermeture des bureaux des directeurs du scrutin aux quatre coins de la province. Ce travail consistait notamment à réexpédier le matériel au bureau central et à entreprendre un examen approfondi de tous les aspects de l'élection, incluant les documents, les outils, les services, les modèles de dotation en personnel, le matériel et les commentaires des nombreux intervenants. Le résultat de cet examen éclairera

Le cycle électoral de quatre ans



nos travaux pour 2019-2020, deuxième année du cycle électoral, au cours de laquelle nous commencerons à mettre en application les enseignements tirés et définirons notre plan pour la prochaine élection.

1.2 L'élection générale de 2018

La 42^e élection générale de l'Ontario a été marquée par de nombreuses transformations. Dès 2008, Élections Ontario s'est donné le mandat de mettre au point des services modernes et adaptés à l'électorat actuel, alors que le processus électoral était de plus en plus en décalage avec les attentes des électeurs du XXI^e siècle.

1.3 Après l'élection

Durant le restant de l'exercice 2018-2019, nous nous sommes attelés aux activités de clôture de l'élection générale : nous avons procédé à la restitution du matériel utilisé dans les différents bureaux aux quatre coins de la province, ainsi qu'au traitement des rapports et de l'important volume de nouvelles données obtenues grâce aux technologies installées dans les bureaux de vote. Nous avons également commencé à évaluer chaque aspect de l'élection pour définir une feuille de route.

L'élection générale de 2018 a également marqué le point culminant de notre *Plan stratégique 2013-2017*. Ainsi, forts des enseignements tirés, nous avons commencé, en l'espace de quelques mois, à élaborer le *Plan stratégique 2019-2023*, lequel guidera nos travaux de planification de la prochaine élection générale.

Ce nouveau plan stratégique fixera les cinq

grandes priorités que nous devons respecter pour affiner nos processus, mettre à profit les technologies et exploiter les données issues de l'élection générale de 2018. Pour la toute première fois, des indicateurs de rendement clés seront établis pour mesurer le succès de l'action que nous menons sans discontinuer pour faciliter le vote en Ontario.

L'exercice financier 2018-2019, quatrième année du cycle électoral, a été scandé par l'élection générale de 2018.

1.4 Préparer l'avenir

Après avoir inventorié et traité tous les documents récupérés dans notre entrepôt, nous avons pu commencer à faire l'analyse de l'élection générale de 2018. Nous avons ainsi répertorié tout ce que nous avons fait pour préparer et tenir l'élection, afin de recenser nos réussites et les points à améliorer.

L'élection générale de 2018 nous a offert un volume inédit de données qui, associées aux commentaires que nous avons reçus, mettent en avant de nouvelles pistes d'action pour mettre à profit les technologies de vote. Vers la fin de l'exercice 2018-2019, les groupes de travail de notre bureau central ont procédé à un examen de toutes les conclusions relatives à l'élection générale de 2018 afin d'entreprendre les travaux de planification de la prochaine élection.

2

La 42^e élection générale de l'Ontario

Véritable élection de référence pour la province, la 42^e élection générale de l'Ontario a été marquée par de nombreuses modifications du système électoral. Les Ontariennes et les Ontariens qui ont exprimé leur suffrage lors de l'élection générale de 2018 ont non seulement voté plus rapidement que jamais, mais aussi su qui formerait le gouvernement dans les 15 minutes ayant suivi la fermeture des bureaux de vote.

Élections Ontario prépare actuellement un rapport complet sur l'élection générale de 2018, qui sera publié au cours de l'exercice 2019-2020. On trouvera dans les paragraphes qui suivent un résumé des activités que nous avons menées.

2.1 Les préludes d'une élection d'un nouveau genre

L'élection générale de 2018, tenue le 7 juin 2018, a été pour nous la première occasion de concrétiser pleinement les plans de modernisation auxquels nous travaillons depuis dix ans. Nous avons ainsi pu utiliser des technologies et exploiter des innovations pour améliorer sensiblement l'expérience électorale.

Auparavant, le vote se déroulait pratiquement de la même manière depuis les 100 dernières années. Compte tenu de nos processus manuels et gourmands en papier, nous avons besoin de faire appel à un nombre important de fonctionnaires électoraux pour organiser une élection. Au fil du temps, les difficultés liées au recrutement d'un personnel suffisant dans une province à la population croissante sont devenues une grande source de préoccupation pour les directeurs et les directrices du scrutin. Certains électeurs nous ont également dit ne pas comprendre pourquoi

le processus de vote restait le même alors que le monde était en pleine évolution.

Pour moderniser le processus électoral de l'Ontario, nous avons tenu à adopter une approche mesurée et fondée sur des principes clairs. Nous devons continuer d'accorder la priorité absolue au maintien de l'intégrité électorale et de la confiance des électeurs à l'égard des résultats.

Au cours des dix dernières années, nous avons préconisé des modifications législatives propices à la transformation du processus électoral. Ces requêtes reposaient sur des études approfondies et des projets pilotes, car nous tenions à ce que les recommandations formulées et les changements apportés soient fondés sur des données probantes, et à ce que les nouveaux processus et outils soient testés avant d'être mis en service. En 2018, les modifications législatives dont nous avons besoin avaient été adoptées, et nos systèmes étaient prêts.

2.2 Une élection moderne

L'élection générale de 2018 n'a ressemblé à aucune autre en Ontario. Pour la toute première fois, nous avons équipé les bureaux de vote de registres du scrutin électroniques et de tabulatrices.

Les registres du scrutin électroniques contenaient une version numérique de la liste des électeurs de la circonscription électorale. Les électeurs ont ainsi pu faire numériser leur carte d'information de l'électeur et faire rayer leur nom de la liste électorale à une vitesse inédite. Les tabulatrices de vote ont permis d'automatiser le décompte des bulletins de vote au cours de la soirée et de réduire considérablement le temps nécessaire pour connaître les résultats. Les médias ont ainsi pu annoncer le nom du vainqueur dans les 15 minutes qui ont suivi la fermeture des bureaux de vote.

Ces nouvelles technologies ont été utilisées dans les bureaux de vote aux quatre coins de la province pendant toute la période de vote par anticipation. Le jour du scrutin, 50 p. 100 des bureaux de vote, représentant 90 p. 100 des électeurs, étaient équipés de ces technologies.

2.2.1 Le nouveau modèle

Élections Ontario a mis en service des technologies de vote afin de déployer un nouveau modèle de dotation en réponse à une difficulté de taille pour les élections futures : le recrutement de dizaines de milliers d'agents électoraux pour le jour du scrutin.

Grâce à ce nouveau modèle, le nombre d'agents électoraux embauchés a diminué de 32 p. 100. Lors de l'élection générale de 2014, nous avons eu du mal à engager 76 000 personnes en vue du jour du scrutin. Pour l'élection de 2018, en raison de l'installation des technologies de vote, nous avons pu réduire le nombre de membres du personnel électoral à environ 51 000.

Cette baisse drastique du nombre de fonctionnaires électoraux nécessaires nous a permis de doter plus facilement les bureaux de vote le jour du scrutin et, par conséquent, d'offrir aux électeurs une expérience fluide et agréable.

2.2.2 L'élection aux quatre coins de la province

Les semaines précédant l'élection générale ont été particulièrement chargées. Les directeurs et

directrices du scrutin de chacune des 124 circonscriptions électorales de l'Ontario ont dû trouver et louer leur bureau électoral local, appelé « bureau du directeur du scrutin », pour une période de deux mois.

Les directeurs et directrices du scrutin se sont également chargés de louer des lieux de vote dans leurs circonscriptions électorales respectives en fonction des critères prévus dans la *Loi électorale* de l'Ontario. Ils ont notamment dû évaluer tous les lieux à l'aune des Normes d'accessibilité des bureaux de vote, afin de garantir leur conformité avec les normes édictées dans la *Loi électorale* et la *Loi de 2005 sur l'accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario*.

Du fait de la mise en place des technologies dans les bureaux de vote, les directeurs et directrices du scrutin ont dû tenir compte de critères supplémentaires, comme la connectivité Internet et la présence de prises électriques pour les tabulatrices de vote et les registres du scrutin électroniques. En tout, 7 820 lieux de vote ont été loués en vue de l'élection générale de 2018.

Par ailleurs, tous les directeurs et directrices du scrutin avaient loué leurs bureaux au 1^{er} mai 2018. Jamais les bureaux des directeurs du scrutin n'avaient ouvert leurs portes aussi tôt avant une élection. La tenue de l'élection à date fixe a facilité, en effet, la signature des baux avant la parution des décrets de convocation des électeurs. Notre personnel a mis à profit ce temps supplémentaire pour parachever l'aménagement des bureaux et garantir leur ouverture au public et aux candidats dès la publication des décrets.

Nous avons expédié aux quatre coins de la province des fournitures et du matériel depuis notre bureau central de Toronto, en suivant pour la première fois un processus de déploiement intégré qui nous a permis de rationaliser nos activités et de faciliter la mise en place de la technologie dans les bureaux de vote. En seulement dix jours,

plus de 2 500 palettes de matériel ont été livrées dans 157 bureaux des directeurs du scrutin et bureaux satellites en Ontario.

Le 9 mai 2018, le directeur général des élections a rencontré la lieutenant-gouverneure pour signer les décrets de convocation des électeurs, symbole du début officiel de la 42^e élection générale de l'Ontario. Dès la signature des décrets, les directeurs et directrices du scrutin ont dû ouvrir leurs bureaux au public, commencer à traiter les déclarations de candidature, confirmer les lieux de vote, recruter le personnel électoral et procéder à la révision ciblée de la liste électorale.

Le jour du scrutin, le 7 juin 2018, a représenté le point culminant de nos efforts et le parachèvement d'un calendrier électoral de 29 jours, au cours duquel plus de 5,8 millions d'Ontariennes et d'Ontariens, soit 57 p. 100 des électeurs inscrits, ont exprimé leur suffrage grâce aux différentes modalités de vote à leur disposition : soit en personne le jour du scrutin, lors du vote par anticipation ou au bureau du directeur du scrutin, soit par la poste, soit dans le cadre de nos programmes de visites à domicile ou à l'hôpital.

Nous avons de nombreux enseignements à tirer au sujet de l'efficacité de notre organisation en 2018. Dès le lendemain du scrutin, le personnel a entamé les activités de clôture de l'élection et commencé à faire le bilan afin de préparer les quatre prochaines années.

2.3 Coût final de l'élection générale de 2018

Élections Ontario prend très au sérieux son rôle en faveur de la bonne gestion des deniers publics. Pour organiser une élection moderne, il nous fallait acquérir du matériel et des services de soutien technologique, et ainsi prévoir des dépenses encore jamais engagées dans les précédents budgets électoraux. Les investissements technologiques réalisés dans l'élection générale de 2018 nous ont permis de remédier à l'absence

de viabilité du processus existant et d'optimiser l'expérience de vote grâce à la prestation de services plus efficaces aux électeurs. Les technologies utilisées nous ont également donné une quantité inédite de données sur la fréquentation dans les lieux de vote. Nous nous servirons de ces renseignements pour adapter encore davantage les élections à l'avenir.

À la suite des modifications législatives apportées aux limites des circonscriptions électorales de l'Ontario en 2015, le nombre de circonscriptions électorales pour l'élection générale est passé de 107 à 122, ce qui a eu une incidence sur les coûts. En effet, chaque nouvelle circonscription électorale avait besoin de personnel, de bureaux, de lieux de vote et de fournitures. En 2017, la création de deux circonscriptions électorales dans le Nord a présenté d'autres défis en raison de la superficie de ces régions géographiques reculées. Du fait de l'augmentation du nombre de circonscriptions, il a également fallu verser un plus grand nombre de subventions aux candidats et aux associations de circonscription.

Chaque jour du scrutin, nous devenons l'un des plus importants employeurs de la province. Les modifications apportées à la *Loi de 2000 sur les normes d'emploi* ont eu une incidence directe sur nos activités et nos coûts. Les nombreuses modifications de la *Loi sur le financement des élections* de l'Ontario ont également entraîné une hausse des coûts à notre charge. Un plus grand nombre de partis politiques ont eu droit à des subventions en raison de la baisse du seuil de voix obtenues de 15 à 5 p. 100. Ainsi, 394 candidats étaient admissibles en 2018, contre 274 en 2014.

Pour l'élection générale de 2018, nous avons mis au point de nouveaux processus et systèmes pour intégrer la technologie dans nos activités dans un souci de rentabilité optimale, tout en préservant l'accessibilité, la transparence et

l'intégrité du processus électoral. Ces nouveaux outils ont nettement amélioré l'expérience de vote, réduit les erreurs, et accru la rapidité et la commodité du vote.

Nous pensons que la mise en place des technologies de vote continuera d'avoir des effets bénéfiques lors des élections à venir, de rationaliser nos processus et de réduire encore davantage les besoins en personnel.

Budget approuvé pour l'élection générale de 2018

Catégorie	Budget*	Prévisions révisées le 20 juillet 2020**
Bureau central		
Salaires et avantages sociaux	12 368 915 \$	11 554 848 \$
Transports et communication		
Déplacement du personnel	1 510 017 \$	1 343 842 \$
Poste, services de messagerie, télécommunications	11 090 316 \$	9 546 561 \$
Services		
Conseil	15 837 044 \$	17 598 665 \$
Installations	1 852 564 \$	694 644 \$
Fournitures et matériel		
Mobilier et matériel	1 617 494 \$	2 938 095 \$
Fournitures et articles divers	6 556 824 \$	7 141 664 \$
Location	5 062 431 \$	4 887 468 \$
Publicité et communication	4 522 428 \$	4 237 251 \$
Autres services	82 500 \$	84 410 \$
Sous-total - Bureau central	60 500 533 \$	60 027 448 \$
Budget local des circonscriptions électorales		
Administration des bureaux des directeurs du scrutin	24 552 329 \$	24 774 475 \$
Vote par anticipation	7 707 524 \$	7 367 389 \$
Jour du scrutin	20 087 352 \$	19 473 928 \$
Impression	576 000 \$	674 775 \$
Personnel de révision	1 413 130 \$	1 624 279 \$
Vote par bulletin spécial	2 573 916 \$	2 095 462 \$
Tâches préliminaires	480 810 \$	550 278 \$
Sous-total - Budget local des circonscriptions électorales	57 391 061 \$	56 560 586 \$
Financement des élections		
Subventions à l'égard des services d'audit et des dépenses liées à la campagne électorale	8 404 000 \$	7 360 378 \$
Sous-total - Financement des élections	8 404 000 \$	7 360 378 \$
Total	126 295 594 \$	123 948 412 \$

* Budget total approuvé pour l'administration de l'élection générale de 2018.

** Les prévisions actualisées des coûts pour l'administration de l'élection générale de 2018 au 20 juillet 2020.

3

Après l'élection

Comme les médias ont pu annoncer le nom du vainqueur plus vite que par le passé, l'élection générale de 2018 s'est achevée rapidement pour le grand public. Toutefois, en coulisses, le travail était encore loin d'être terminé.

3.1 Activités de clôture du scrutin

Chaque élection ontarienne est suivie d'un processus de clôture qui débute sur le terrain et se termine un an plus tard au bureau central. Ce processus contribue grandement à façonner les futures élections générales et partielles, car il met en lumière de nouvelles possibilités d'amélioration.

À l'instar des élections, inchangées durant des années, les processus de clôture d'Élections Ontario se déroulaient selon un schéma bien établi avant l'élection générale de 2018. La mise en place des technologies dans les bureaux de vote nous a conduits à modifier nos activités de mise hors service des bureaux locaux et nos travaux de traitement et d'examen des formulaires renseignés par le personnel de terrain.

En fin de compte, c'est le volume inégalé de données recueillies lors de l'élection qui aura la plus grande incidence sur nos opérations à l'avenir. Grâce aux nouvelles technologies de vote, nous n'avons jamais disposé d'autant de renseignements pour évaluer nos succès et planifier l'avenir.

3.1.1 Compilation officielle des résultats

Dans les jours qui ont suivi l'élection, les directeurs et directrices du scrutin sont restés à pied d'œuvre. En effet, tandis que les résultats non officiels, qui comprennent le nombre de voix exprimées pour chaque candidat ou candidate, sont mis en ligne

après la fermeture des bureaux de vote le soir de l'élection, les directeurs et directrices du scrutin sont chargés de procéder à la compilation officielle dans les jours suivant l'élection.

La compilation officielle donne lieu à la production d'un rapport final faisant état du nombre total de bulletins de vote marqués, refusés, non marqués et rejetés pour chaque bureau de vote. Une fois que les rapports concernant chacune des 124 circonscriptions électorales sont remis à Élections Ontario, les résultats de l'élection sont déclarés officiels.

Dans les mois qui ont suivi, ces résultats ont été intégrés aux *Résultats du scrutin accompagnés de statistiques documentées*, le compte rendu officiel de l'élection qui est déposé auprès de l'Assemblée législative.

3.1.2 Fermeture des bureaux

Une fois la compilation officielle terminée, les directeurs et directrices du scrutin ont procédé à la mise hors service de leurs bureaux et restitué le matériel et les documents au bureau central. Comme cela avait été le cas pour le déploiement du matériel dans le cadre de la mise en place des technologies de vote, les activités de mise hors service des bureaux des directeurs du scrutin se sont déroulées de façon intégrée pour la toute première fois.

Grâce à l'intégration des activités de déploiement et de mise hors service, nous avons pu réaliser

des gains d'efficacité en réduisant le nombre de livraisons effectuées aux directeurs et directrices du scrutin et, ainsi, en faisant diminuer les coûts globaux. Nous avons notamment incorporé le traitement des nouvelles technologies de vote dans nos activités de déploiement et de mise hors service. À l'avenir, nous ancrerons davantage les technologies dans ce processus intégré pour continuer de rationaliser l'installation et le démontage des bureaux des directeurs du scrutin.

3.1.3 Rémunération du personnel électoral

Le jour du scrutin, Élections Ontario devient l'un des plus importants employeurs de la province. L'une de nos priorités après l'élection est de payer les quelque 51 000 membres du personnel électoral qui nous ont aidés à tenir l'élection. Pour l'élection générale de 2018, nous avons établi un portail des employés, dans le prolongement de la mise en place réussie d'autres applications en libre-service, telles que le Service d'inscription en ligne et le Service d'information aux électeurs.

Grâce au portail des employés, les membres du personnel électoral ont pu consulter des renseignements à jour concernant l'état de leur paie, leurs heures de travail, les retenues à la source et leur relevé de paie. Ils ont ainsi pu obtenir facilement de l'information sur leur rémunération sans avoir à prendre leur téléphone ou à envoyer un courriel.

Ce système de rémunération faisait partie du nouveau Système de gestion des élections, notre progiciel intégré, introduit à l'occasion de l'élection générale de 2018. Le nouveau module RH articulait en un système unique les fonctions de recrutement, de formation et de rémunération des membres du personnel électoral. Les modifications apportées à la législation du travail dans les mois ayant précédé l'élection (notamment en ce qui concerne les taux de rémunération, l'indemnité de vacances, le salaire pour jour férié, l'indemnité de congé d'urgence personnelle, la rémunération

des heures supplémentaires et l'indemnité de formation) ont dû être intégrées à notre système dans un laps de temps limité. Les employés chargés de traiter la paie des membres du personnel électoral ont ainsi dû effectuer des heures supplémentaires pour s'acquitter de cette mission. Nous avons déjà commencé à mettre à jour notre nouveau système pour mieux répondre à ces nouvelles exigences.

3.1.4 Inventaire

Tous les documents électoraux officiels sont conservés dans notre entrepôt pendant une durée d'un an après une élection générale ou partielle, conformément à la législation en vigueur.

Une fois que les documents et le matériel ont été rassemblés dans notre entrepôt, nous avons dressé l'inventaire des différents éléments restitués, afin que les différentes équipes puissent commencer à recueillir les données dont elles avaient besoin pour achever les activités de clôture et d'évaluation de l'élection.

L'inventaire effectué après l'élection générale de 2018 nous a apporté un nouvel éclairage précieux. En nous appuyant sur les technologies de vote, nous avons repéré de nouvelles façons de simplifier les processus de vote et de réduire la quantité de matériel dans chaque bureau de vote.

3.1.5 Traitement des documents

Les documents retournés par le personnel de terrain font l'objet de deux types de traitement différents : un examen des modifications concernant la liste des électeurs, puis une évaluation plus détaillée des documents utilisés pendant l'élection.

Après l'élection générale de 2018, plus de 50 membres du personnel ont participé au processus de vérification postélectorale. Après avoir examiné les formulaires restitués, ils ont actualisé les renseignements figurant sur la liste des électeurs à partir des modifications apportées dans les bureaux de vote au cours de l'élection.

Les technologies installées dans les bureaux de vote ont également eu des répercussions positives sur nos processus de révision. Alors même que seuls 50 p. 100 des bureaux de vote étaient équipés de ces nouvelles technologies, les noms de plus de 90 p. 100 des électeurs ont été biffés de la liste électorale au moyen des registres du scrutin électroniques. Ainsi, les noms de seulement 10 p. 100 des électeurs ont été biffés sur des registres du scrutin sur papier et ont dû faire l'objet d'une saisie manuelle dans nos systèmes. Les données relatives à plus de 90 p. 100 des électeurs ont simplement dû être transférées dans notre Système de gestion des élections, au lieu d'être saisies manuellement à partir de formulaires papier traditionnels.

Le processus de vérification postélectorale aboutit, dans le cadre des résultats officiels, à la détermination du nombre final d'électeurs, qui est le dernier élément d'information qu'Élections Ontario communique à l'Assemblée législative avant la publication des *Résultats du scrutin accompagnés de statistiques documentées*.

Dans le cadre des préparatifs de la prochaine élection générale, nous commençons à examiner les formulaires utilisés lors de l'élection générale de 2018, afin de déterminer les améliorations et modifications qui pourraient être apportées aux prochaines élections.

3.1.6 Collecte des données et des commentaires

Les technologies de vote nous ont offert un éclairage sans précédent sur les activités menées dans les bureaux de vote. Grâce aux nouveaux tableaux de bord liés aux registres du scrutin électroniques, nous avons pu suivre la fréquentation électorale tout au long de la journée et mettre en évidence les différentes tendances entre les bureaux de vote ruraux, suburbains et urbains.

Nous avons intégré ces données dans nos schémas électoraux, afin d'accroître la

personnalisation en fonction des régions et des lieux de vote et d'affecter plus efficacement le personnel et les ressources dans la province.

Ces données, qui viennent compléter les commentaires qualitatifs que nous recevons des parties prenantes, nous permettent d'assurer un suivi des questions mises en avant par les électeurs, les partis, les candidats et notre personnel sur le terrain.

À la suite de l'élection générale de 2018, nous avons mené plusieurs sondages auprès des différents intervenants, à savoir les électeurs, les entités politiques (y compris les partis politiques et les candidats), les directeurs et directrices du scrutin et le personnel sur le terrain. Les résultats ont aidé Élections Ontario à mieux comprendre les tenants et les aboutissants de l'élection du point de vue de nos intervenants.

Nous avons également mené un sondage à l'échelle de la province pour connaître l'avis des électeurs au sujet des processus électoraux, des initiatives et des services fournis pendant l'élection. Nous avons adressé un sondage distinct aux groupes d'électeurs confrontés à des obstacles au vote, afin de comprendre les difficultés auxquelles ils se sont heurtés lors de l'élection générale de 2018 et d'évaluer leur connaissance des nombreuses options de vote à leur disposition.

Enfin, nous avons rencontré les directeurs et directrices du scrutin après l'élection pour connaître leur ressenti à l'égard de leurs circonscriptions électorales respectives, déterminer les points positifs et les lacunes, et entendre de vive voix leur expérience de terrain.

Dans l'ensemble, les intervenants se sont dits satisfaits de l'élection générale de 2018, indiquant notamment que nos activités de modernisation avaient amélioré les processus et les services. Les entités politiques et les électeurs ont affiché, par ailleurs, un niveau élevé de confiance à l'égard des nouvelles technologies.

Les directeurs et directrices du scrutin, qui avaient souligné les problèmes liés à la dotation en personnel, ont affirmé que les technologies avaient eu un impact très positif sur l'élection, dans la mesure où elles avaient réduit les besoins en personnel, offert une meilleure visibilité sur les bureaux de vote individuels et permis à de nombreux électeurs de voter plus rapidement.

En janvier 2019, Élections Ontario a remporté six distinctions lors du Symposium international des affaires électorales, organisé par l'International Centre for Parliamentary Studies et l'International Centre for Electoral Psychology :

- Le **prix du commissaire aux élections de l'année** et le **prix de la gestion électorale** sont décernés aux fonctionnaires électoraux qui ont relevé les défis inhérents à la tenue d'élections sûres et transparentes.
- Le **prix de la commission électorale** de l'année récompense les efforts déployés par un organisme de gestion électorale pour recenser les meilleures pratiques et établir des politiques fondées sur des données probantes afin de s'acquitter de sa mission et d'améliorer ses travaux.
- Le **prix de la participation des minorités** met à l'honneur les organismes de gestion électorale et les fonctionnaires électoraux qui ont consenti des efforts considérables pour garantir, renforcer et faire valoir le droit de vote des minorités.
- Le **prix de mobilisation des nouveaux électeurs** (attribué conjointement au Democratic Engagement Exchange de l'Université Ryerson) vient récompenser le lancement, par Élections Ontario, de l'initiative « Vote éclair » destinée à démystifier le vote pour les nouveaux électeurs.
- Le **prix de l'ergonomie électorale** souligne les initiatives exceptionnelles visant à optimiser les procédures de vote en fonction des caractéristiques particulières de l'électorat.

3.2 Appui apporté à la tenue des élections municipales à Toronto

Élections Ontario a dû apporter des changements supplémentaires à son processus de vérification postélectorale en raison des modifications législatives concernant les limites des quartiers électoraux de la Ville de Toronto.

Sanctionnée le 14 août 2018, la *Loi de 2018 sur l'amélioration des administrations locales* est venue modifier la *Loi de 1996 sur les élections municipales* et la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto* afin de faire correspondre les limites des quartiers électoraux de la ville avec celles des circonscriptions de la province, réduisant ainsi le nombre de quartiers de 47 à 25.

Compte tenu du succès de l'accord d'échange de données conclu avec la Ville de Toronto, le directeur général des élections de l'Ontario recommande à présent qu'il soit confié à Élections Ontario la tâche de gérer les listes électorales municipales.

Aux termes de la Loi électorale, Élections Ontario peut fournir des renseignements provenant de la liste des électeurs à toute municipalité de l'Ontario, à des fins électorales. Compte tenu de la période de révision raccourcie pour l'élection municipale prévue pour le 22 octobre 2018, la ville de Toronto a demandé un soutien supplémentaire pour maintenir la qualité de ses données. En réponse, Élections Ontario et la ville de Toronto ont conclu un accord de fourniture de données sans frais pour la municipalité. Nous avons fourni des produits géographiques pour les 25 circonscriptions électorales qui correspondaient à la géographie des nouveaux quartiers municipaux, y compris des renseignements sur les sections de vote et les lieux de vote, ainsi que des extraits de la liste des électeurs provinciale

pour Toronto.

Élections Ontario était en excellente posture pour aider la Ville de Toronto à dresser sa liste électorale. En effet, le Service d'inscription en ligne, mis en place en 2017, constituait une nouvelle source d'information sur les électeurs. Les retombées ont été positives sur le plan de la qualité de la liste électorale, car les électeurs ont pu directement confirmer et mettre à jour leurs renseignements au moyen de ce nouvel outil à leur disposition.

Soucieux de fournir à la Ville de Toronto les renseignements les plus récents sur la liste électorale, nous avons ajusté notre processus de vérification postélectorale pour donner la priorité à la collecte de renseignements couvrant les circonscriptions électorales de Toronto. Alors que ce travail devait commencer en septembre, nous avons procédé de manière accélérée au traitement des noms biffés et des révisions concernant les circonscriptions électorales de Toronto en juillet et en août. Nous avons ensuite transmis à la Ville les renseignements de la liste électorale au mois d'août. C'est grâce aux technologies installées dans les bureaux de vote qu'un tel travail a pu être réalisé aussi rapidement.

Par ailleurs, les municipalités reçoivent généralement une liste électorale préliminaire de la part de la Société d'évaluation foncière des municipalités (SEFM). Elles doivent ensuite réviser ces données pour établir une liste électorale définitive.

À la suite des élections municipales d'octobre, la Ville de Toronto a indiqué dans son rapport d'élection que « l'accès à la liste électorale provinciale [communiquée par Élections Ontario] avait permis d'ajouter 150 000 électeurs admissibles et de réduire le nombre de révisions de 45 p. 100 par rapport à 2014 » [traduction].

Compte tenu du succès de l'accord d'échange de données conclu avec la Ville de Toronto, le directeur général des élections de l'Ontario

recommande à présent qu'il soit confié à Élections Ontario la tâche de gérer les listes électorales municipales.

3.3 Lancement du Programme de partage des technologies de vote

La mise en place des technologies de vote a eu d'autres répercussions majeures sur nos activités après l'élection. En effet, Élections Ontario peut, en vertu de la *Loi électorale*, louer son matériel de vote à d'autres organismes de gestion électorale au Canada. À l'issue de l'élection générale de 2018, nous avons mis nos registres du scrutin électroniques et nos tabulatrices de vote à la disposition d'autres autorités électorales dans le cadre du Programme de partage des technologies de vote (PPTV).

Élections Ontario a investi substantiellement dans le futur des élections provinciales en faisant l'acquisition de registres du scrutin électroniques et de tabulatrices de vote à l'occasion de l'élection générale de 2018. La mise en location des technologies de vote souligne leur grande valeur aux yeux d'autres autorités électorales et constitue un puissant levier de recouvrement des coûts.

En 2018, 54 municipalités de l'Ontario, du Manitoba, de la Colombie-Britannique et du Yukon ont loué du matériel d'Élections Ontario dans le cadre d'élections municipales. Le matériel a également été utilisé lors d'élections générales et partielles provinciales au Nouveau-Brunswick, au Manitoba et en Alberta.

Ainsi, en l'espace de quelques mois après l'élection générale de 2018, nous avons dû non seulement préparer les technologies en vue de leur utilisation dans d'autres administrations, mais aussi garantir leur entretien continu afin de pouvoir organiser une élection en Ontario à tout moment.

Toutes les recettes tirées du PPTV sont versées au Trésor. En 2018-2019, elles se sont élevées à 1 212 940 dollars.

4

Préparer l'avenir

En plus de mener à bien les activités de clôture, de lancer de nouveaux programmes et de prêter main-forte à d'autres administrations canadiennes, nous avons commencé à dresser le bilan de l'élection en fonction des données nouvellement obtenues, des enseignements tirés de l'expérience acquise et des observations formulées par les différents intervenants, notamment les électeurs, les entités politiques et les partenaires communautaires.

Dans le cadre de cette démarche, qui a lieu après chaque élection générale et partielle, nous examinons les activités que nous avons menées avant et pendant la période électorale, en recensant nos succès et les points à améliorer. Grâce à cette analyse qui sert de base à nos plans pour la prochaine élection générale, nous perfectionnons nos initiatives et modifions nos processus dans un souci d'optimisation.

4.1 Élaboration d'un nouveau plan stratégique

Tous les cinq ans, Élections Ontario met au point un plan stratégique qui fixe les priorités à respecter pour les années à venir. L'élection générale de 2018 a marqué l'aboutissement des ambitions énoncées dans le *Plan stratégique 2013-2017*. En 2018-2019, nous avons commencé à concevoir un nouveau plan qui guidera notre action en vue de l'élection générale de 2022, afin que nous continuions de proposer des services modernes aux électeurs de l'Ontario.

Notre nouveau plan stratégique souligne les résultats obtenus en 2018 et met en avant nos responsabilités envers les parties prenantes, notamment en ce qui concerne la gestion prudente des deniers publics, la satisfaction

des attentes des électeurs et le maintien de l'intégrité du système électoral.

Ce plan est le fruit d'un travail collectif au sein de notre organisme. Début décembre, nous avons organisé une séance de travail pour faire le bilan de l'élection générale de 2018 et définir les domaines sur lesquels nous souhaitons intervenir tout au long de la première année du cycle électoral.

Le *Plan stratégique 2019-2023* s'articule autour de cinq grandes priorités pour prolonger notre dynamique de succès :

- Préserver l'intégrité et renforcer la confiance du public en améliorant continuellement l'efficacité organisationnelle
- Constituer une équipe réactive de professionnels et de partenaires électoraux
- Se tenir prêts en permanence à organiser des élections justes et efficaces
- Promouvoir des élections modernes avec mesure et dans le respect de principes clairs
- Mobiliser les électeurs et les électrices par une communication continue

En plus de ces cinq priorités, notre plan stratégique est assorti pour la toute première fois d'une série d'indicateurs de rendement

clés. Ces indicateurs établissent la position d'Élections Ontario à l'issue de l'élection générale de 2018 et définissent des objectifs concrets à atteindre. En mettant l'accent sur cinq grandes priorités et en instituant des indicateurs de rendement clés mesurables, nous aborderons la phase de planification de la prochaine élection générale en fonction d'objectifs clairs et précis.

Notre nouveau plan stratégique sera publié au cours de l'exercice 2019-2020.

4.2 Changements immédiats

Dans certains cas, les données que nous avons recueillies et l'expérience que nous avons acquise tout au long de la période électorale nous ont incités à apporter des changements immédiats qui ont pu être mis en œuvre quelques mois seulement après l'élection. Forts du succès de nos portails en ligne, comme le Service d'inscription en ligne et le Service d'information aux électeurs, nous avons intégré à ces outils des améliorations supplémentaires pour permettre aux électeurs de s'inscrire plus rapidement et de consulter des renseignements détaillés sur les activités électorales dans leur circonscription. Nous avons continué de modifier notre Système de gestion des élections pour donner suite aux modifications législatives et simplifier les processus en lien avec le personnel.

4.2.1 Nouvelle application dédiée aux résultats

Vers la fin de l'exercice 2018-2019, nous avons commencé à mettre au point une nouvelle application Web pour simplifier la communication des résultats électoraux officiels. Les utilisateurs auront ainsi la possibilité de rechercher des résultats selon différents filtres : élection, parti politique, candidat, circonscription électorale et plus encore. Des représentations visuelles des résultats seront disponibles sous forme de graphiques et de tableaux, tandis que les fichiers existants pourront toujours être téléchargés par quiconque souhaitant accéder aux résultats.

4.2.2 Nouvelle fonctionnalité du Service d'inscription en ligne

L'un des premiers chantiers que nous ayons entrepris a été d'améliorer le Service d'inscription en ligne compte tenu des données d'expérience relatives à l'élection générale de 2018. Nous avons élargi la liste d'options dont disposaient les jeunes de 16 et 17 ans pour gérer leur inscription sur le Registre ontarien des futurs votants, afin qu'ils puissent actualiser encore plus facilement leurs renseignements. Les noms des jeunes de 16 et 17 ans inscrits au Registre ontarien des futurs votants sont automatiquement transférés sur la liste des électeurs à leur 18^e anniversaire.

4.2.3 Nouvelles mises à jour du Système de gestion des élections

Nous avons commencé à mettre en œuvre une série d'améliorations dans notre Système de gestion des élections, compte tenu des nouveautés découlant de la *Loi de 2017 pour l'équité en milieu de travail et de meilleurs emplois*. Nous avons également effectué d'autres mises à jour de l'interface utilisateur pour rationaliser le système et en accroître l'efficacité d'utilisation pour le personnel lors d'une élection.

4.2.4 Nouvel outil d'information sur le financement et les partis

À l'été 2018, nous avons commencé à mettre au point une application permettant de rechercher facilement, depuis notre site Web, des états financiers, des renseignements sur les contributions et des données d'inscription de partis politiques, de candidats et de tiers. L'application Renseignements sur le financement et les partis politiques a été mise en service en décembre 2018.

4.3 Groupes de travail

Élections Ontario planifie les élections générales et partielles selon une démarche axée sur la collaboration. Les chefs et les membres du

personnel en poste au bureau central mettent au point de nouvelles idées en s'appuyant sur les évaluations des élections précédentes, les commentaires des intervenants et l'expérience acquise. Nous consultons également les députés provinciaux, le Comité consultatif politique et d'autres intervenants, tels que les conseillers du Plan d'accessibilité pluriannuel, afin de recueillir des commentaires supplémentaires.

Au cours de l'exercice 2018-2019, nous avons mis sur pied des groupes de travail au sein de notre organisme pour déterminer, à partir des enseignements tirés, quelles nouvelles démarches nous pouvions adopter en vue de la prochaine élection. Chaque groupe de travail était composé de membres du personnel de différentes divisions et avait pour mission de proposer de nouvelles idées et de renforcer les synergies dans nos activités.

Les groupes de travail se sont réunis régulièrement pour passer en revue les commentaires reçus pendant et après l'élection, examiner les données issues des bureaux de vote et tirer des enseignements en conséquence. Vers la fin de l'exercice, les groupes de travail ont commencé à élaborer leurs recommandations afin que les travaux de planification puissent commencer en vue de la prochaine élection générale. Les réunions organisées ont fait ressortir trois grands domaines d'intérêt : l'accessibilité, la communication avec les électeurs et les processus dans les bureaux de vote.

4.3.1 Accessibilité

Pendant l'élection, nous avons reçu des commentaires sur l'accessibilité de certains lieux de vote, et notamment sur la distance entre les arrêts de transport en commun et les bureaux de vote. D'après les sondages que nous avons menés, le manque d'efficacité ou de formation du personnel a été cité par les électeurs handicapés comme le principal obstacle de l'élection générale de 2018. Nous avons aussi

noté qu'il nous fallait élargir nos activités de communication concernant les différentes options de vote en Ontario et les services d'accessibilité proposés aux électeurs.

De nombreux commentaires nous ont également été adressés par nos partenaires du secteur de l'accessibilité, notamment les organismes communautaires qui alimentent notre travail de réflexion concernant le Plan d'accessibilité pluriannuel et les rapports d'étape correspondants. Leurs commentaires, attentivement étudiés par nos groupes de travail, nous ont aidés à évaluer nos processus et nos documents dans une perspective d'accessibilité et à formuler de nouvelles recommandations pour éliminer les obstacles au vote. Nous sommes résolument déterminés à poursuivre notre collaboration avec les intervenants afin d'améliorer et de mieux faire connaître les options de vote, les outils et les services à la disposition de tous les électeurs, et notamment des personnes handicapées.

4.3.2 Communication avec les électeurs

Du fait de processus établis de longue date, nous avons tendance à recourir à des méthodes et à des médias traditionnels pour informer les électeurs de la date du scrutin et de l'emplacement des lieux de vote. Toutefois, plus récemment, et notamment lors de l'élection générale de 2018, nous avons commencé à exploiter les plateformes de médias sociaux pour atteindre de nouveaux publics.

À la suite de l'élection, nous avons confié à l'un de nos groupes de travail la mission d'examiner de nouvelles façons de communiquer directement avec les électeurs.

À l'heure actuelle, Élections Ontario ne dispose d'aucun moyen efficace pour vérifier la bonne réception des annonces ou des messages envoyés en masse. Soucieux de bien faire parvenir aux électeurs nos communications sur la tenue des élections, nous avons entamé une

réflexion en vue de déterminer comment nous pourrions utiliser les outils et les applications numériques pour leur transmettre directement des renseignements et des ressources électorales et favoriser une interaction personnalisée avec eux.

4.3.3 Processus dans les bureaux de vote

D'après les commentaires que nous avons reçus, les technologies dans les bureaux de vote ont grandement amélioré le déroulement des élections en Ontario pour les électeurs, les entités politiques et notre personnel.

L'un de nos groupes de travail, chargé d'examiner les processus de vote, a analysé comment nous pourrions exploiter les outils technologiques et les données obtenues pour améliorer l'expérience de vote.

D'après les commentaires que nous avons reçus, les technologies dans les bureaux de vote ont grandement amélioré le déroulement des élections en Ontario pour les électeurs, les entités politiques et notre personnel.

Les connaissances plus fines acquises au sujet des bureaux de vote individuels et de la manière dont les fonctionnaires électoraux ont utilisé les données émanant des registres du scrutin électroniques ont montré qu'il nous était possible de rationaliser encore la dotation en personnel en ajustant les rôles et les responsabilités.

Dans le cadre de notre examen, nous avons également cherché à déterminer comment réduire davantage les quantités de matériel acheminées dans les lieux comportant plusieurs bureaux de vote en concevant des trousseaux axés sur les lieux de vote, et non plus sur les bureaux de vote individuels.

La facilité de mise en œuvre de la technologie dans un système traditionnellement fondé sur des processus papier ouvre de nouvelles

perspectives pour la poursuite de la numérisation de nos publications et formulaires de demande. Parmi les autres changements qui pourraient être apportés, on pourrait, d'une part, réduire les délais d'attente pour les électeurs en proposant un plus grand nombre de formulaires de demande sur Internet et, d'autre part, diminuer le temps de traitement des données en permettant au personnel de saisir directement les renseignements dans nos systèmes au lieu d'utiliser des formulaires papier.

4.4 Préparation en cas d'élections partielles

Dans le cadre du mandat qui lui incombe, Élections Ontario a l'obligation de planifier des élections générales à date fixe plusieurs années à l'avance, tout en se tenant prêt à organiser une élection partielle chaque fois que cela est nécessaire.

Ainsi, même pendant nos travaux d'examen approfondi de l'élection générale de 2018, nous avons dû maintenir notre état de préparation pour pouvoir tenir une élection partielle à tout moment. À cet égard, les données recueillies lors de l'élection générale de 2018 nous ont permis d'affiner non seulement notre approche pour la prochaine élection générale, mais aussi nos préparatifs en vue des élections partielles à venir. Nous avons ainsi réaffirmé notre attachement à prendre des décisions étayées par des données probantes, d'autant que les élections partielles jouent un rôle essentiel dans la mise en œuvre et l'évaluation de nouveaux processus et systèmes.

À l'appui de notre disponibilité permanente, nous avons établi un calendrier pour commencer à prévoir les tâches à accomplir selon les spécificités des élections partielles. En adoptant une telle démarche, nous demeurons prêts à organiser une élection partielle à tout moment, tout en amorçant la mise en œuvre des élections de demain selon un modèle évolutif qui nous permettra de monter en charge dans l'optique des prochaines élections générales.

5

Loi sur le financement des élections

Conformément à la *Loi sur le financement des élections*, le directeur général des élections supervise l'inscription des partis politiques, des associations de circonscription, des candidats à une élection, des candidats à l'investiture, des candidats à la direction d'un parti et des tiers annonceurs de l'Ontario. Il a ainsi notamment le devoir d'enquêter sur les contraventions apparentes à la *Loi électorale* et à la *Loi sur le financement des élections* et de les signaler au procureur général de l'Ontario.

En outre, Élections Ontario est également chargé de verser des subventions à l'égard des services d'audit, de procéder au remboursement d'une partie des dépenses liées à la campagne électorale et d'octroyer des allocations trimestrielles aux partis politiques et aux associations de circonscription admissibles.

Nous examinons tous les états financiers que les différentes entités politiques doivent nous transmettre en application de la *Loi sur le financement des élections* et nous en vérifions la conformité aux exigences législatives régissant le financement électoral dans la province. Les entités politiques ont l'obligation de déposer leurs états financiers dans les délais impartis afin que nous puissions mener notre examen. Tout dépôt tardif retarde le versement des subventions liées aux dépenses de campagne électorale. Lors de l'élection générale de 2018, 514 entités ont soumis leurs rapports tardivement et 23 ont omis de déposer leurs états. Pour la période annuelle 2018, 223 retardataires et quatre non-déclarants ont été recensés. L'annexe K renferme de plus amples renseignements sur les entités ayant

produit leurs déclarations en retard et celles n'ayant soumis aucun rapport.

5.1 L'élection générale de 2018

Pendant une élection, nous fournissons un soutien continu aux partis politiques, aux associations de circonscription, aux candidats, aux candidats à l'investiture et aux tiers inscrits en mettant des guides et des manuels à leur disposition, en diffusant des bulletins d'information et en proposant une assistance téléphonique. Les renseignements que nous communiquons à ces différentes entités politiques visent à les aider à se conformer aux exigences prévues par les lois régissant le financement électoral en Ontario. Pour l'élection générale de 2018, nous avons offert un appui supplémentaire afin que les entités politiques soient bien informées des nouvelles règles instaurées au fil des modifications législatives adoptées au cours des dernières années.

5.1.1 Inscription

Élections Ontario a géré l'inscription et la radiation des partis politiques et des associations de circonscription, ainsi que

l'inscription des candidats à l'investiture, des candidats à la direction d'un parti et des tiers annonceurs avant l'élection générale de 2018.

À la suite des modifications apportées à la *Loi sur le financement des élections*, introduites par la *Loi de 2016 modifiant des lois en ce qui concerne les élections*, Élections Ontario a eu la charge de superviser les courses à l'investiture pour la toute première fois lors de l'élection générale de 2018. En tout, 221 courses à l'investiture ont été organisées entre le 1^{er} juillet 2017, date de l'adoption de la loi, et le 9 mai 2018, jour de la publication des décrets de convocation des électeurs.

En vertu des nouvelles dispositions législatives, les partis politiques ou leurs associations de circonscription doivent déposer un rapport auprès d'Élections Ontario dans les 30 jours qui suivent la sélection d'un candidat ou d'une candidate. Ce rapport doit comprendre les renseignements suivants :

- ▶ le nom de la circonscription électorale, de l'association de circonscription inscrite et du parti inscrit concernés par la désignation
- ▶ la date de début de la course à l'investiture et la date de sélection du candidat ou de la candidate
- ▶ les nom et adresse de tous les candidats à l'investiture à la date de la désignation du candidat ou de la candidate, et les nom et adresse de leur directeur ou directrice des finances

Quatorze de ces rapports ont été déposés en retard et sept n'ont pas été déposés.

En plus du rapport de 30 jours, tous les candidats à l'investiture sont tenus de déposer des états financiers relatifs à la période de course à l'investiture dans les trois mois après qu'elle s'est terminée. Des états financiers audités doivent être déposés par les candidats à l'investiture ayant reçu des contributions d'au moins 10 000 dollars ou engagé des dépenses

d'au moins 10 000 dollars à l'égard de la course à l'investiture.

Les 221 courses à l'investiture organisées ont mis en lice 313 candidats inscrits aux termes des nouvelles dispositions législatives. Parmi eux, 189 candidats à l'investiture (soit 60 p. 100) n'ont eu aucune activité financière. Seuls 12 candidats à l'investiture ont dû déposer des états financiers audités. Enfin, 116 candidats à l'investiture ont déposé leurs états financiers en retard et un seul n'a effectué aucun dépôt.

Compte tenu des nouvelles exigences législatives, nous avons embauché du personnel supplémentaire, élaboré un guide et des formulaires à l'intention des candidats à l'investiture, et actualisé les guides destinés aux partis politiques et aux associations de circonscription à la lumière des modifications apportées. Entre les mois de juillet 2017 et de mai 2018, c'est-à-dire de l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions jusqu'à la clôture du dépôt des déclarations de candidature pour l'élection générale de 2018, Élections Ontario a mené à bien toutes les activités relatives aux courses et aux candidats à l'investiture inscrits en application des nouvelles obligations prévues par la *Loi sur le financement des élections*. Nous avons également actualisé nos systèmes de rapports et notre site Web pour y intégrer le processus d'inscription et les rapports propres à ce type d'entités.

Par ailleurs, durant la période de campagne électorale, nous avons procédé à l'inscription de huit nouveaux partis politiques et à la radiation d'un parti politique existant, tandis que 20 autres partis ont maintenu leur inscription. En tout, 28 partis politiques étaient inscrits le jour du scrutin.

Nous avons également procédé à l'inscription de 59 tiers annonceurs au cours de la période de six mois précédant l'élection.

5.2 Après l'élection

Après une élection générale, notre équipe préposée à la conformité examine les états financiers de la période électorale, verse des subventions à l'égard des services d'audit, procède au remboursement de dépenses liées à la campagne électorale, et octroie des allocations trimestrielles aux partis politiques et aux associations de circonscription admissibles.

La date limite de présentation des états financiers relatifs à l'élection générale de 2018 était fixée au 7 décembre 2018. En tout, notre équipe dédiée a examiné 1 556 états financiers pour en vérifier la conformité aux dispositions de la *Loi sur le financement des élections*. Tous les états financiers déposés avant la date limite ont été publiés sur le site Web d'Élections Ontario au plus tard le 7 janvier 2019.

5.2.1 Subventions

En vertu de la *Loi sur le financement des élections*, Élections Ontario accorde des subventions à l'égard des dépenses électorales aux partis admissibles et à leurs candidats après une élection. Nous versons également des allocations trimestrielles aux partis politiques et aux associations de circonscription admissibles. Nous allouons, par ailleurs, des subventions pour les services d'audit des états financiers.

5.2.1.1 Subventions à l'égard des dépenses liées à la campagne électorale

En vertu de la *Loi sur le financement des élections* de l'Ontario, Élections Ontario est tenu de rembourser 20 p. 100 de certaines dépenses de campagne à chaque candidat ou candidate ayant obtenu au moins 5 p. 100 des suffrages exprimés. Des subventions sont également attribuées aux partis politiques dont les candidats ont obtenu au moins 15 p. 100 des suffrages exprimés. Le montant de la subvention destinée à un parti correspond au produit de 0,05 dollar et du nombre d'électeurs dans chaque circonscription électorale où le parti a obtenu au moins 15 p. 100 des suffrages exprimés.

Les subventions versées au cours de l'exercice 2018-2019 à l'égard des dépenses liées à la campagne électorale s'élèvent à 846 522 dollars pour les candidats admissibles et à 1 133 789 dollars pour les partis politiques admissibles. Ces subventions ne sont pas entièrement liées aux scrutins tenus au cours de cet exercice, car elles comprennent des subventions d'exercices précédents qui ont été versées au cours de cet exercice.

5.2.1.2 Subventions à l'égard des services d'audit

En vertu de la *Loi sur le financement des*

Plafonds des subventions à l'égard des services d'audit en 2018 et 2019	2018	2019 (montant de base x facteur d'indexation de 1,036)
	\$	\$
Subvention pour les services d'audit fournis à un parti politique inscrit	1 625	1 653
Subvention pour les services d'audit fournis à une association de circonscription inscrite	812	827
Subvention pour les services d'audit fournis à une candidate ou un candidat inscrit	1 354	1 378
Subvention pour les services d'audit fournis à une candidate ou un candidat à la direction inscrit	1 083	1 102
Subvention pour les services d'audit fournis à une candidate ou un candidat à l'investiture inscrit	1 083	1 102

élections de l'Ontario, les entités politiques ont l'obligation de faire auditer les états financiers qu'elles soumettent. Élections Ontario est tenu de subventionner le coût des services d'audit en versant à l'auditeur ou à l'auditrice soit le montant total des honoraires exigés, soit un montant indexé, selon le moindre des deux. À compter du 1^{er} janvier 2017, le montant a été indexé annuellement. Les subventions versées aux auditeurs au cours de l'exercice 2018-2019 se chiffrent en tout à 2 110 386 dollars.

Pour les audits effectués entre le 1^{er} janvier 2018 et le 31 décembre 2019, les plafonds des subventions à l'égard des services d'audit sont présentés dans le tableau ci-dessus.

5.2.1.3 Allocations trimestrielles

Élections Ontario verse également des allocations trimestrielles aux partis politiques et

aux associations de circonscription admissibles¹. Quatre partis politiques ont eu droit à des allocations trimestrielles au cours de l'exercice 2018-2019 :

- › le Parti progressiste-conservateur de l'Ontario
- › le Nouveau parti démocratique de l'Ontario
- › le Parti libéral de l'Ontario
- › le Parti Vert de l'Ontario

Le montant des allocations trimestrielles versées aux partis politiques admissibles au cours de l'exercice 2018-2019 s'élève à 13 553 198 dollars.

En tout, 496 associations de circonscription rattachées à huit partis politiques ont bénéficié d'allocations trimestrielles au cours de l'exercice 2018-2019. Le montant des allocations trimestrielles versées aux associations de circonscription admissibles au cours de l'exercice 2018-2019 se chiffre à 2 890 253 dollars.

Plafonds des contributions de particuliers du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2018

	À un parti politique	À des associations de circonscription et à des candidats à l'investiture (montant cumulé)	À un candidat ou une candidate	À un candidat ou une candidate à la direction d'un parti
Plafond annuel	1 222 \$	Aux associations et aux candidats à l'investiture d'un parti 1 222 \$	Interdites	1 222 \$
Période de campagne électorale	Aucune somme au-delà du plafond annuel		Aux candidats d'un parti/ candidats indépendants 1 222 \$	Sans objet

Plafonds des contributions de particuliers du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019

	À un parti politique	À des associations de circonscription et à des candidats à l'investiture (montant cumulé)	À un candidat ou une candidate	À un candidat ou une candidate à la direction d'un parti
Plafond annuel	1 600 \$	Aux associations et aux candidats à l'investiture d'un parti 1 600 \$	Interdites	1 600 \$
Période de campagne électorale	Aucune somme au-delà du plafond annuel		Aux candidats d'un parti/ candidats indépendants 1 600 \$	Sans objet

¹ Adoptée en décembre 2018, la *Loi de 2018 visant à rétablir la confiance, la transparence et la responsabilité* prévoit l'augmentation des plafonds de contributions en 2019 et la suppression progressive de l'allocation trimestrielle d'ici à 2022.

5.2.2 Autres modifications législatives

Sanctionnée en décembre 2018, la *Loi de 2018 visant à rétablir la confiance, la transparence et la responsabilité* apporte de nouvelles modifications à la *Loi sur le financement des élections*. Le plafond des contributions annuelles à un parti politique, à une association de circonscription, à un candidat ou une candidate à l'investiture, à un candidat ou une candidate à une élection ou à un candidat ou une candidate à la direction d'un parti a été relevé à 1 600 dollars en 2019, montant auquel il faut ajouter chaque année 25 dollars à compter du 1^{er} janvier 2020.

Parmi les modifications apportées, il a été mis fin à l'interdiction pour les candidats, les députés provinciaux et leur personnel de participer à des activités de financement, et le plafond des contributions faites lors des activités de financement a été supprimé.

Par ailleurs, l'allocation trimestrielle destinée aux partis politiques et aux associations de circonscription sera progressivement supprimée d'ici le 1^{er} janvier 2022.

Enfin, les donateurs ne sont plus tenus d'attester que leur contribution provient uniquement de leurs fonds particuliers, même si la *Loi sur le financement des élections* leur interdit toujours de donner des fonds qui ne sont pas les leurs.

5.2.3 Inscription

Au cours de l'exercice 2018-2019, six nouvelles associations de circonscription se sont inscrites auprès d'Élections Ontario et 30 ont été radiées. Huit nouveaux partis politiques se sont inscrits auprès d'Élections Ontario et six ont été radiés. Nous avons également tenu à jour les données d'inscription de 23 partis politiques et de 666 associations de circonscription.

5.2.4 Gestion des plaintes

Entre le 1^{er} avril 2018 et le 31 mars 2019, Élections Ontario a reçu 586 plaintes. Sur ce chiffre, 585 plaintes ont été classées une fois qu'il a été déterminé qu'il n'y avait pas eu infraction à la loi. Deux plaintes, dont l'une datait d'avant le 1^{er} avril 2018, ont été renvoyées, après enquête, au ministère du Procureur général par le directeur général des élections. Pour sept

Nombre et type de plaintes reçues

Nombre de plaintes reçues	Type de plaintes reçues (article et loi)	Dossier* ouvert	Dossier* fermé
84	Violation de la période d'interdiction (art. 37 de la <i>Loi sur le financement des élections</i>)	-	84
35	Violation des exigences d'inscription concernant la publicité faite par des tiers (art. 37.5 de la <i>Loi sur le financement des élections</i>)	-	35
33	Violation des exigences d'identification concernant la publicité (par. 22 (5) de la <i>Loi sur le financement des élections</i>)	-	33
194	Articles divers de la <i>Loi sur le financement des élections</i>	7**	187
14	Violation du droit d'accès des candidats à des immeubles à logements multiples à des fins de sollicitation (art. 89.1 de la <i>Loi électorale</i>)	-	14
30	Articles divers de la <i>Loi électorale</i>	-	30
196	Sans rapport avec la <i>Loi électorale</i> ou la <i>Loi sur le financement des élections</i>	-	196

* Au 31 mars 2019

** Les sept plaintes fermées par la suite

plaintes, des enquêtes restaient en cours au 31 mars 2019. Toutes ces plaintes ont été ensuite classées sans qu'Élections Ontario prenne aucune autre mesure.

Les plaintes les plus courantes avaient trait à l'article 37 de la *Loi sur le financement des élections*, qui régit la publicité politique pendant la période d'interdiction. Le directeur général des élections a recommandé précédemment que les dispositions relatives à la période d'interdiction soient modifiées pour tenir compte des réalités de la campagne électorale contemporaine.

Les autres plaintes les plus fréquentes concernaient des tiers menant des activités de publicité politique. Là encore, le directeur général des élections a recommandé, par le passé, qu'il soit créé un organisme indépendant chargé de rechercher des moyens de renforcer les règles visant la publicité faite par des tiers en Ontario. Ce travail a donné lieu à des modifications législatives sur le plafonnement des dépenses de tiers et des contributions, sur les rapports à produire et sur l'interdiction de la collusion.

5.2.5 Affaires renvoyées au ministère du Procureur général de l'Ontario

En vertu de l'article 4.0.2 de la *Loi électorale* et de l'alinéa 2 (1) g) de la *Loi sur le financement des élections*, le directeur général des élections est tenu de signaler au ministère du Procureur général toute contravention apparente auxdites lois. Le ministère peut ensuite confier l'affaire à la police afin qu'elle mène l'enquête et entame des poursuites. Après que les enquêtes d'Élections Ontario sont achevées, avec ou sans renvoi au ministère, le directeur général des élections en rend compte dans le prochain rapport qu'il dépose auprès de l'Assemblée législative.

Entre le 1^{er} avril 2018 et le 31 mars 2019, le directeur général des élections a renvoyé une seule affaire au ministère du Procureur général à la suite d'une plainte relative à la *Loi électorale*. Il y était allégué qu'un parti politique avait utilisé à mauvais escient des données de la liste électorale, en contravention apparente avec le paragraphe 17.4 (1) de la *Loi électorale*.

Entre le 1^{er} avril 2018 et le 31 mars 2019, le directeur général des élections a renvoyé une seule affaire au ministère du Procureur général à la suite d'une plainte relative à la *Loi sur le financement des élections*. Elle avait été déposée au motif que des documents falsifiés avaient été soumis à Élections Ontario, en contravention apparente avec l'article 50 de la *Loi sur le financement des élections*.

Élections Ontario n'a pas le pouvoir d'engager des poursuites. Une fois saisi de ces affaires, le ministère du Procureur général a la possibilité de les confier à la police aux fins d'enquêtes et de poursuites. Le directeur général des élections doit donner son consentement à toute mise en accusation pour une infraction à l'une ou l'autre des lois électorales. Il n'a reçu aucune demande de consentement entre le 1^{er} avril 2018 et le 31 mars 2019.

6

Recommandations

Élections Ontario continue de formuler des recommandations pour améliorer les processus électoraux dans le but de proposer des services modernes et résolument axés sur les besoins des électeurs.

On trouvera dans cette section des recommandations visant à améliorer les processus électoraux de l'Ontario. D'autres recommandations en vue de modifications administratives et techniques sont formulées à l'annexe B.

6.1 Recommandations principales du directeur général des élections

Les trois grandes recommandations ci-après portent sur des domaines pour lesquels les dispositions législatives actuelles entravent considérablement l'organisation des élections. Ces chantiers essentiels doivent être lancés en priorité afin qu'Élections Ontario puisse s'acquitter plus efficacement de son mandat.

6.1.1 Établir une autorité d'adressage unique

Le directeur général des élections recommande qu'Élections Ontario ou un autre organisme gouvernemental établissent une autorité d'adressage unique en Ontario.

Le système d'adressage de l'Ontario est extrêmement complexe du fait de l'absence de centralisation. Seulement quatre provinces et territoires ne disposent pas d'une autorité d'adressage unique, et l'Ontario en fait partie.

Ainsi, chaque municipalité est susceptible d'avoir sa propre convention d'adressage et

les dénominations peuvent même varier au sein d'une même municipalité qui n'aurait pas instauré ses propres règles. En effet, les municipalités soumettent leurs données aux fournisseurs de services de première ligne, comme Postes Canada, la Société d'évaluation foncière des municipalités (SEFM), les opérateurs de téléphonie, les services d'utilité publique et les services d'urgence, et certains d'entre eux modifient les adresses aux fins de l'usage qu'ils en font. De plus, les particuliers communiquent leurs adresses aux fournisseurs de services sans uniformité, selon leur propre compréhension des règles d'adressage. De manière générale, ce système produit des résultats sans grande fiabilité pour tous les fournisseurs de services.

Pour administrer la liste des électeurs comme il lui incombe, Élections Ontario doit se fier aux renseignements d'adressage provenant d'une multitude de fournisseurs de services et de sources.

Élections Ontario recommande de centraliser les décisions de normalisation des adresses au sein d'une autorité d'adressage unique, chargée d'établir les conventions et d'en assurer l'application uniforme à l'échelle provinciale. Il incomberait également à elle seule de communiquer les renseignements d'adressage dont tout organisme aurait besoin. Surtout, les

citoyennes et les citoyens recevraient ainsi des renseignements clairs et cohérents de la part de l'autorité d'adressage.

L'autorité exercerait les fonctions d'assurance de la qualité de l'adressage à l'échelle de l'Ontario. La création d'une adresse harmonisée pour chaque lieu, la résolution des doublons au sein d'une même municipalité et l'attribution de codes de géolocalisation associés aux adresses faciliteraient la tâche de toutes les organisations gérant l'adressage dans la province.

La mise en place d'un processus d'assurance de la qualité performant s'accompagne de nombreux avantages :

› **Optimisation de la liste et des élections.**

La création d'une autorité d'adressage et l'adoption d'une norme provinciale se traduiront par une baisse du nombre d'adresses difficiles à localiser sur une carte.

› **Uniformité des adresses en Ontario.** Élections Ontario n'est pas la seule organisation à pâtir des disparités en matière d'adressage. Les ministères et services gouvernementaux, les entreprises privées et les fournisseurs de services de première ligne sont eux aussi confrontés à ce problème. Avec la mondialisation de notre économie, les échanges sont entravés par le manque d'uniformité des adresses à l'échelon local.

› **Réduction des dépenses gouvernementales consacrées à la gestion des données d'adressage.** Actuellement, plusieurs organismes au sein du gouvernement exécutent leurs propres processus de collecte, de gestion, de mise à jour et d'analyse des données d'adressage. La création d'une autorité d'adressage unique pourrait éliminer ces coûts redondants.

6.1.2 Confier la tenue des listes électorales municipales à Élections Ontario

Le directeur général des élections recommande que le gouvernement de l'Ontario confie à Élections Ontario la responsabilité de créer et de gérer un registre unique des électeurs pour l'Ontario, et de dresser les listes d'électeurs provinciales et municipales.

À l'heure actuelle, les listes des électeurs sont gérées par deux organes différents : Élections Ontario au niveau provincial et la Société d'évaluation foncière des municipalités (MPAC) au niveau municipal. La MPAC fournit aux municipalités une liste des électeurs préliminaire. Les municipalités révisent ensuite les données qu'elles reçoivent de la MPAC. Élections Ontario reçoit des mises à jour de diverses sources, notamment d'Élections Canada et d'autres organismes gouvernementaux et entités du secteur privé. L'introduction d'un outil d'inscription des électeurs en ligne en 2017 a ajouté une autre source fiable.

Les municipalités et l'Association des secrétaires et trésoriers municipaux de l'Ontario (ASTMO) ont souligné la nécessité d'accroître la fiabilité des listes électorales municipales, de manière à dégager des gains d'efficacité et à éviter aux municipalités d'avoir à supporter les coûts supplémentaires engendrés par la révision de la liste préliminaire des électeurs. D'après les résultats d'une enquête menée en 2015 par l'ASTMO, Élections Ontario apparaît comme le meilleur candidat pour assurer la gestion des listes des électeurs municipales.

Par ailleurs, compte tenu de la modernisation du processus électoral, le fait de disposer d'une liste des électeurs fiable et à jour garantit la bonne mise en œuvre de la technologie de vote. Les municipalités étant de plus en plus nombreuses à adopter le vote électronique (elles étaient 144 en 2018, contre 97 en 2014), la nécessité de tenir

à jour et de garantir la fiabilité des listes des électeurs revêt une importance croissante dans une optique d'intégrité.

La consolidation des listes des électeurs au sein d'Élections Ontario permettrait d'uniformiser l'organisation des élections, d'optimiser l'efficacité opérationnelle, d'améliorer l'accessibilité pour l'ensemble des électeurs et électrices, et de renforcer l'intégrité du processus électoral.

6.1.3 Prolonger le calendrier électoral

Le directeur général des élections recommande de prolonger le calendrier électoral pour garantir un meilleur fonctionnement du processus électoral.

Le directeur général des élections estime qu'un calendrier électoral de 29 jours est insuffisant pour assurer une élection réussie et conforme aux attentes des électeurs et des électrices de l'Ontario.

La plupart des provinces canadiennes ont des calendriers plus longs que l'Ontario, la moyenne se situant entre 29 et 36 jours. À l'échelon fédéral, le calendrier électoral s'étale sur au moins 36 jours.

En 2018, Élections Ontario a rencontré d'importants problèmes logistiques pour fournir aux Ontariennes et Ontariens plus de jours et plus d'options pour voter, en raison de la durée plus courte de ce calendrier. Le nombre accru de circonscriptions électorales, et donc de candidats déclarés lors de l'élection générale de 2018, a ainsi nécessité la préparation et la distribution de plus grandes quantités de documents et le déploiement de matériel supplémentaire sur le terrain. Face à ces difficultés, les délais déjà très serrés se sont avérés encore plus compliqués à gérer.

Par ailleurs, les directeurs et directrices du

scrutin ont du mal à administrer l'élection dans le temps imparti. Un calendrier prolongé leur donnerait le temps nécessaire pour garantir une expérience de vote sans heurts à tous les électeurs.

6.2 Autres recommandations du directeur général des élections en vue de modifications législatives

6.2.1 Autoriser le directeur général des élections à appliquer des pénalités administratives

Le directeur général des élections recommande de modifier la Loi électorale et la Loi sur le financement des élections de sorte qu'il ait le pouvoir d'imposer des pénalités administratives.

Lorsqu'il est porté à son attention qu'un particulier ou un groupement de personnes a enfreint délibérément la *Loi électorale* ou la *Loi sur le financement des élections*, le directeur général des élections a seulement le pouvoir de signaler l'activité en question au procureur général afin que des poursuites judiciaires soient entamées aux termes de la *Loi de 1990 sur les infractions provinciales*. Outre la radiation, les seules pénalités qui peuvent être imposées exigent une déclaration de culpabilité par un tribunal. D'autres organismes de réglementation, dont Élections Canada, peuvent appliquer un plus vaste éventail de pénalités administratives en cas de non-conformité.

Par exemple, lors de l'élection générale de 2018, Élections Ontario a reçu plusieurs plaintes alléguant que certaines publicités politiques n'avaient pas l'autorisation adéquate ou que les documents de campagne de certains candidats contenaient des renseignements erronés. Le directeur général des élections est convaincu qu'il est important de pénaliser les transgressions mineures de ce type, sans qu'il soit pour autant nécessaire d'en référer à la

justice. L'élargissement des pouvoirs conférés au directeur général des élections, à l'image de ceux exercés par d'autres organismes de réglementation, comme la possibilité d'appliquer des amendes administratives, d'imposer des suspensions temporaires ou d'adresser des réprimandes publiques, contribuerait à favoriser la conformité et à garantir la confiance du public à l'égard du processus électoral.

6.2.2 Planifier le redécoupage des limites des circonscriptions électorales de l'Ontario

Le directeur général des élections recommande de modifier la Loi de 2015 sur les limites des circonscriptions électorales afin de prévoir un processus d'examen régulier des circonscriptions électorales et de leurs limites.

L'Ontario est la seule province au Canada qui ne prévoit pas la tenue régulière d'un processus d'examen des circonscriptions électorales et de leurs limites. Or, la mise à jour régulière de la carte électorale, à l'issue d'un processus d'examen planifié, revêt un caractère essentiel pour refléter l'accroissement de la population et les changements démographiques, et donc pour assurer notre processus démocratique. La *Charte canadienne des droits et libertés* garantit en effet le droit à une représentation effective des électeurs. L'Ontario étant la seule province canadienne à ne pas s'être dotée d'un tel processus d'examen, les Ontariennes et les Ontariens courent un risque accru de représentation non effective dans notre processus démocratique.

Selon les prévisions, la population ontarienne devrait enregistrer une croissance de 30,2 p. 100 (soit près de 4,3 millions d'habitants supplémentaires) au cours des 24 prochaines années, avec d'importantes disparités régionales.

La mise en place d'un processus d'examen régulier visant à redécouper les circonscriptions électorales permettra d'améliorer le processus

électoral, de le rendre plus prévisible et transparent, et de l'harmoniser avec les pratiques normalisées en vigueur dans les autres organismes de gestion électorale au Canada. Une telle façon de procéder contribuera également à mieux préserver la représentation effective des Ontariennes et des Ontariens à l'avenir.

Le directeur général des élections est convaincu que le redécoupage des circonscriptions électorales de l'Ontario doit être le fruit d'un processus régulier de manière à refléter l'évolution démographique de la province à l'avenir.

6.2.3 Instaurer des normes d'évaluation communes et un processus de certification des technologies de vote

Le directeur général des élections recommande que l'Ontario instaure des normes d'évaluation communes ainsi qu'un processus de certification des technologies employées dans le cadre du processus électoral de la province.

La technologie est porteuse de nombreuses promesses pour les élections à venir. De plus en plus, les Ontariens et les Ontariennes comptent sur l'usage de la technologie pour faciliter le vote, pour offrir aux électeurs davantage de dates, de lieux et de méthodes de vote, et pour améliorer l'efficacité du processus électoral. Les organismes de gestion des élections, comme Élections Ontario, s'en remettent de plus en plus souvent à la technologie pour résoudre les problèmes logistiques.

En Ontario, l'intégration de la technologie dans le processus électoral s'est faite au cas par cas à partir de la fin des années 1980, sous l'impulsion des municipalités. Cette démarche se justifiait lorsque les technologies de vote étaient nouvelles et qu'il n'existait aucune pratique exemplaire sur laquelle s'appuyer. Elle a également permis aux municipalités d'expérimenter des technologies et de découvrir

celles qui répondaient à leurs besoins locaux.

Grâce à plus de 20 années d'expérience pratique, nous sommes arrivés au stade où les enseignements tirés doivent servir à établir les meilleures pratiques et à définir des lignes directrices. Cette normalisation peut fournir aux municipalités ainsi qu'à la province une orientation cohérente en vue de l'adoption de technologies éprouvées selon une démarche raisonnée et mesurée.

Il est essentiel que notre approche technologique soit voulue et fondée sur des données probantes. Le public s'attend certes à ce que les organismes électoraux gagnent en efficacité grâce aux technologies, mais il est également de plus en plus conscient de leurs défaillances potentielles. Malgré les nombreux avantages offerts par les technologies, divers risques sont bel et bien présents, comme l'illustrent les récentes pannes de système qui ont frappé de grandes organisations.

De mieux en mieux renseigné sur les logiciels, notamment malveillants, et sur la manipulation des systèmes de données, le public s'intéresse également davantage aux moyens spécifiques qu'intègrent les technologies utilisées lors des élections pour préserver l'intégrité du processus électoral et la confidentialité des renseignements personnels. Pour que le public ait confiance dans l'intégrité du processus électoral, il convient de lui offrir le gage que :

- les technologies employées pour déposer les bulletins de vote comptabiliseront correctement le suffrage exprimé
- les technologies employées pour déposer les bulletins de vote préserveront le secret du vote
- les technologies employées pour compiler les bulletins de vote seront vérifiables et protégées contre les manœuvres abusives
- les technologies employées pour transmettre

les résultats d'une élection seront vérifiables et protégées contre les manœuvres abusives

- les technologies n'occasionneront aucune atteinte à la confidentialité des renseignements personnels

Pour préserver la confiance du public à l'égard de notre processus électoral tout en recourant à la technologie, le directeur général des élections recommande d'instaurer un ensemble de normes d'évaluation et de lignes directrices communes visant à guider les administrateurs d'élection au moment de réfléchir aux technologies à adopter, d'évaluer leur efficacité et de déterminer les caractéristiques techniques à respecter.

6.2.4 Instituer un jour de scrutin qui ne soit pas un jour de classe

Le directeur général des élections recommande de modifier la Loi électorale pour que le jour du scrutin tombe une journée où les écoles sont fermées (par exemple, la fin de semaine ou pendant les vacances scolaires).

Les écoles sont essentielles dans l'organisation des élections. En effet, elles comptent parmi les lieux de vote les plus connus et les plus pratiques, parce qu'elles sont implantées dans la plupart des quartiers résidentiels en Ontario et qu'elles répondent habituellement aux normes d'accessibilité. L'institution d'un jour de scrutin hors période de classe faciliterait l'accès aux écoles pour les électeurs et contribuerait à garantir la sécurité des enfants. Même si Élections Ontario finance des mesures de sécurité dans les écoles, le déplacement du jour du scrutin à un moment où les écoles sont fermées renforcerait la sûreté et la sécurité des élèves.

Le fait de fixer le jour de scrutin durant la fin de semaine ou les vacances scolaires serait également l'occasion d'inviter les jeunes à œuvrer et à prendre part à l'élection.

6.2.5 Fixer un seuil d'audit

Le directeur général des élections recommande que la Loi sur le financement des élections fixe un seuil minimum de contributions à partir duquel la réalisation d'un audit serait obligatoire, afin d'assurer la gestion rentable des subventions à l'égard des services d'audit.

Bon nombre d'entités politiques en Ontario sont tenues de déposer des états financiers audités auprès d'Élections Ontario. Les partis politiques et les associations de circonscription doivent satisfaire à cette exigence chaque année et pour les périodes de campagne électorale. Les candidats sont uniquement concernés pour les périodes de campagne électorale, tandis que les candidats à la direction d'un parti doivent déposer leurs états financiers audités pour chaque période de course à la direction. En application du paragraphe 40 (7) de la *Loi sur le financement des élections*, Élections Ontario subventionne le coût des services que les auditeurs fournissent à ces entités. Au cours de l'exercice 2018-2019, le directeur général des élections a versé 2 110 386 dollars en subventions à l'égard des services d'audit.

La *Loi de 2016 modifiant des lois en ce qui concerne le financement électoral* a élargi le rôle d'Élections Ontario en matière de réglementation des activités financières des candidats à l'investiture. En vertu des nouvelles dispositions, les candidats à l'investiture bénéficient d'un statut différent, car ils doivent déposer des états financiers audités seulement lorsqu'ils perçoivent 10 000 dollars de contributions ou engagent 10 000 dollars au titre de leur course à l'investiture. Aucun seuil n'est fixé pour les autres entités politiques.

En l'absence d'un tel seuil, Élections Ontario reçoit chaque année des centaines d'états financiers déposés par des entités politiques ayant une activité financière mineure, voire nulle,

et dont les frais d'audit sont subventionnés. Ces dernières années, notre Comité consultatif politique a suggéré la possibilité de réaliser des économies en établissant un seuil minimum d'audit, comme celui prévu pour les candidats à l'investiture. Pour garantir une gestion rentable des exigences de la *Loi sur le financement des élections*, nous recommandons d'établir, comme c'est le cas pour les candidats à l'investiture, des seuils de dépenses et de contributions qui détermineraient la nécessité de faire auditer les états financiers des partis politiques, des associations de circonscription, des candidats et des candidats à la direction d'un parti.

6.2.6 Assujettir les partis politiques aux lois ontariennes sur la protection de la vie privée

Le directeur général des élections recommande d'assujettir les partis politiques aux lois sur la protection de la vie privée.

Les partis politiques constituent des bases de données sophistiquées recensant des renseignements sur les électeurs, ce qui suscite des inquiétudes croissantes quant au respect de la vie privée. Les commissaires à la protection de la vie privée et les ombudsmans au Canada appellent de plus en plus les partis politiques à se soumettre aux lois sur la protection de la vie privée de façon à permettre la surveillance de ces pratiques.

Dans son rapport annuel de 2017, le commissaire à l'information et à la protection de la vie privée de l'Ontario demandait des mesures législatives ainsi que la surveillance des partis politiques de la province en matière de protection de la vie privée. Ce rapport mettait en lumière les problèmes de respect de la vie privée, d'éthique et de sécurité associés aux mégadonnées et aux outils numériques dont font usage les partis politiques.

Le directeur général des élections recommande de suivre l'avis du commissaire à l'information

et à la protection de la vie privée de l'Ontario préconisant d'inclure les partis politiques dans ses prérogatives de surveillance.

6.2.7 Instaurer une période de vote par anticipation sur dix jours, avec rotation des bureaux de vote

Le directeur général des élections recommande que le vote par anticipation ait lieu pendant dix jours, avec rotation des bureaux de vote.

Aux termes de la législation actuelle, le vote par anticipation doit se dérouler sur cinq jours, dans des lieux de vote fixes, au cours de la période qui commence le 12^e jour et se termine le 8^e jour précédant le jour du scrutin. L'élection générale de 2018 a été la première à être organisée selon ces exigences relatives, et le processus de vote par anticipation n'a pas répondu aux attentes du public.

D'après le sondage d'opinion publique organisé pour le compte d'Élections Ontario, les Ontariens et les Ontariennes souhaitent bénéficier d'un plus grand nombre d'options de vote avant le jour du scrutin et se montrent notamment de plus en plus enclins à exprimer leur suffrage durant la période de vote par anticipation.

Pour lever les obstacles au vote et répondre en priorité aux besoins des électeurs, le directeur général des élections recommande d'étendre à dix jours la période de vote par anticipation dans les lieux de vote autres que les bureaux des directeurs du scrutin, et d'offrir davantage de souplesse pour la rotation des lieux de vote, de façon à s'adapter aux besoins et aux comportements des électeurs. Cette conclusion se fonde sur les données recueillies durant l'élection générale de 2018. Elle va dans le sens de la législation précédente et du mode d'organisation adopté lors des élections générales de 2011 et de 2014.

6.2.8 Modifier la date limite de dépôt des déclarations de candidature aux élections partielles pour l'aligner sur celle prévue pour les élections générales

Le directeur général des élections recommande que la date limite de dépôt des déclarations de candidature soit déterminée de la même façon pour les élections partielles que pour les élections générales.

Les candidats qui se présentent à une élection générale ou partielle en Ontario ont l'obligation de s'inscrire auprès d'Élections Ontario avant la fin de la période de dépôt des déclarations de candidature. La liste des candidats à une élection générale ou partielle ne peut être considérée comme définitive tant que cette période n'a pas pris fin. Toutefois, la date de clôture du dépôt des déclarations de candidature est différente selon que le scrutin est une élection partielle ou une élection générale.

Actuellement, dans le cas d'une élection partielle, les déclarations de candidature doivent être déposées au plus tard le troisième jeudi qui suit le déclenchement de l'élection et, dans le cas d'une élection générale, le deuxième jeudi qui suit la publication des décrets de convocation des électeurs. La durée de la période électorale est identique pour les élections partielles et générales.

Ce calendrier est source de confusion parmi les partis politiques et les candidats qui doivent s'inscrire auprès d'Élections Ontario dans les délais impartis. De plus, les électeurs reçoivent la version définitive de la liste des candidats à différents moments du calendrier électoral en fonction du type de scrutin organisé.

La *Loi de 2016 modifiant des lois en ce qui concerne les élections* a institué un processus de candidature permanente, qui permet aux candidats de s'inscrire auprès du directeur

général des élections à tout moment avant la publication des décrets de convocation des électeurs. Étant donné que les candidatures permanentes laissent aux candidats beaucoup plus de temps pour s'inscrire, le délai prolongé pour les élections partielles n'a plus lieu d'être.

Le directeur général des élections recommande que, pour les élections partielles comme pour les élections générales, la date de clôture du dépôt des déclarations de candidature soit fixée au deuxième jeudi qui suit la publication des décrets de convocation des électeurs, dans le but de simplifier le calendrier électoral et de dissiper la confusion chez les candidats et les électeurs.

6.2.9 Autoriser l'embauche de jeunes de 16 et 17 ans à certains postes du personnel électoral

Le directeur général des élections recommande que les jeunes de 16 et 17 ans puissent être embauchés comme membres du personnel pour occuper certains postes.

Le jour du scrutin, Élections Ontario devient l'un des plus importants employeurs de la province, avec des dizaines de milliers d'agents embauchés pour une seule journée. La mise en place des technologies de vote a permis de réduire le nombre de fonctionnaires électoraux nécessaires, mais il faut tout de même trouver suffisamment de membres du personnel de scrutin pour garantir le bon déroulement d'une élection.

Aux termes de la *Loi électorale*, seule une personne habilitée à voter lors d'une élection ontarienne peut être membre du personnel électoral. Il faut donc avoir la citoyenneté canadienne, résider en Ontario et avoir au moins 18 ans. D'autres organismes de gestion des élections au Canada autorisent les jeunes de 16 et 17 ans à participer au processus électoral

comme membres du personnel de scrutin.

Le directeur général des élections recommande d'autoriser l'embauche de jeunes de 16 et 17 ans à certains postes où les tâches n'incluent pas la remise des bulletins de vote. Une telle disposition permettrait aux jeunes de prendre part au processus électoral à un âge plus jeune et apporterait une certaine souplesse au niveau des effectifs.

7

Perspectives d'avenir

En 2018, Élections Ontario a mis en œuvre des changements colossaux pour les électeurs et les électrices de l'Ontario. Nous avons modernisé un système électoral qui n'avait guère changé depuis plus d'un siècle, afin d'atténuer la pression exercée de longue date sur nos opérations et d'optimiser l'expérience de vote.

Nous avons ainsi pu offrir aux électeurs une élection moderne, adaptée aux attentes du XXI^e siècle et, comme nous nous y étions engagés, résolument axée sur les besoins de l'électorat, et ce, sans compromettre l'intégrité, la transparence et la sécurité du système électoral.

Grâce à notre action, nous disposons à présent d'un volume inédit de données sur lesquelles nous nous appuierons pour continuer d'améliorer le processus électoral dans la province selon une démarche mesurée et fondée sur des principes clairs.

Dans le cadre de nos travaux de réexamen des processus de vote et d'intégration plus étroite des technologies, nous restons déterminés à éliminer les obstacles nuisant à la participation des électeurs. Nous poursuivrons notre collaboration avec nos partenaires communautaires pour mieux comprendre les besoins des électeurs handicapés et mettre en application leurs commentaires afin de rehausser le confort de vote pour tous les électeurs de la province.

Nous nous réjouissons à la perspective d'examiner plus avant comment exploiter au mieux la technologie pour mobiliser les électeurs, notamment en leur fournissant de plus amples renseignements via nos applications en ligne et en continuant d'interagir avec l'électorat de manière numérique et personnalisée.

Dans le droit fil du cap fixé dans notre nouveau plan stratégique, nous envisageons à présent les scrutins à venir en nous inspirant de cinq grandes priorités, à savoir l'intégrité, la collaboration, la préparation, l'innovation et la mobilisation. Comme toujours, nous demeurons animés par la ferme volonté de faciliter le vote dans l'intérêt de l'ensemble des électeurs et des électrices de l'Ontario.

Bureau du directeur général des élections

Loi électorale

États financiers

Pour l'exercice clos le 31 mars 2019

Responsabilité relative à la présentation de l'information financière

Les états financiers ci-joints, présentés en vertu de la *Loi électorale*, ont été dressés selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public et sous la responsabilité de la direction. Ils ont été établis comme il se doit suivant un seuil de signification raisonnable, sur la base des renseignements disponibles au 1 juin 2020.

La direction est responsable de l'intégrité des états financiers et dispose d'un système de contrôle interne conçu pour fournir l'assurance raisonnable que l'actif est protégé et qu'une information financière fiable est disponible en temps opportun. Ce système comprend des politiques et des procédés formels, ainsi qu'une structure organisationnelle prévoyant une délégation appropriée des pouvoirs et une séparation adéquate des responsabilités.

Les états financiers ont été audités par la vérificatrice générale, qui a la responsabilité d'indiquer si, à son avis, ces états donnent une image fidèle de l'information financière conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public. Dans son rapport présenté à la page suivante, la vérificatrice précise l'étendue de son examen et exprime son opinion.

Le directeur général des élections,

**Greg Essensa**

Le directeur général des élections

Le 1 juin 2020



Office of the Auditor General of Ontario
Bureau de la vérificatrice générale de l'Ontario

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Au directeur général des élections et
au président de l'Assemblée législative de l'Ontario

Opinion

J'ai effectué l'audit des états financiers du Bureau du directeur général des élections (le « Bureau ») en vertu de la *Loi électorale*, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2019, et les états des résultats et de l'excédent accumulé, de l'évolution de l'actif financier net, et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À mon avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Bureau au 31 mars 2019, ainsi que de ses résultats, de l'évolution de son actif financier net, et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

J'ai effectué mon audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Je suis indépendante du Bureau conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et je me suis acquittée des autres responsabilités déontologiques qui m'incombent selon ces règles. J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

20 Dundas Street West
Suite 1530
Toronto, Ontario
M5G 2C2
416-327-2381
fax 416-327-9862
tty 416-327-6123

20, rue Dundas Ouest
Bureau 1530
Toronto (Ontario)
M5G 2C2
416 327-2381
télécopieur 416 327-9862
ats 416 327-6123

www.auditor.on.ca

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Bureau à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si le Bureau a l'intention de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Bureau.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Mes objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant mon opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, j'exerce mon jugement professionnel et fais preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- j'identifie et évalue les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, conçois et mets en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunis des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder mon opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- j'acquies une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Bureau;
- j'apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- je tire une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Bureau à poursuivre son exploitation. Si je conclus à l'existence d'une incertitude significative, je suis tenue d'attirer

l'attention des lecteurs de mon rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Mes conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de mon rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le Bureau à cesser son exploitation;

- j'évalue la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécie si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Je communique aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et mes constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que j'aurais relevée au cours de mon audit.

La vérificatrice générale,



Bonnie Lysyk, MBA, FCPA, FCA, ECA

Toronto (Ontario)
Le 1 juin 2020

État de la situation financière

Au 31 mars 2019

	2019	2018 (note 13)
	\$	\$
Actif financier		
Trésorerie	10 000 000	17 000 000
Comptes débiteurs (note 4)	466 865	1 213 893
	10 466 865	18 213 893
Passif		
Comptes créditeurs et charges à payer (note 5)	2 018 542	8 935 633
Obligation au titre des avantages sociaux accumulés (note 6B)	1 052 404	967 160
Montant dû à la province de l'Ontario (note 3)	7 395 919	8 311 100
	10 466 865	18 213 893
Actif financier net	-	-
Actif non financier		
Immobilisations corporelles (note 7)	34 523 745	43 506 684
Charges payées d'avance	462 337	706 679
	34 986 082	44 213 363
Excédent accumulé	34 986 082	44 213 363

Engagements (note 10)

Voir les notes complémentaires aux états financiers.

Approuvé par :



Le directeur général des élections

État des résultats et de l'excédent accumulé

Pour l'exercice clos le 31 mars 2019

	Budget 2019 (note 11)	Chiffres réels 2019	Chiffres réels 2018 (note 13)
	\$	\$	\$
Dépenses			
Honoraires			
Directeurs du scrutin	24 635 600	22 152 474	1 661 282
Secrétaires du scrutin	4 222 900	4 670 467	466 825
Personnel de soutien	4 545 500	4 309 668	302 485
Scrutateurs principaux	3 636 400	3 690 400	10 981
Autres adjoints	2 796 200	2 824 426	14 700
Agents de recrutement	1 892 000	2 311 170	148 579
Autres agents électoraux	2 018 000	2 219 438	363 419
Coordonnateurs de l'informatisation	1 203 300	1 284 578	76 648
Agents de formation	671 600	863 229	153 304
Chefs de secteur	541 700	442 222	7 524
Agents réviseurs	199 700	278 168	2 271
Réviseurs adjoints des bureaux de vote	247 600	103 031	11 610
Liaison	-	-	4 208
Recherche	-	-	12 938
	46 610 500	45 149 271	3 236 774
Dépenses de fonctionnement			
Systèmes d'information et services de conseil	25 557 200	19 682 457	14 841 576
Salaires et avantages sociaux (note 6)	14 572 100	11 763 862	9 405 718
Matériel de bureau et locations	14 598 500	11 678 516	6 198 883
Location des bureaux de vote et des bureaux des directeurs du scrutin	7 801 300	8 851 938	36 745
Cartes d'avis de recensement	8 760 000	8 146 157	252 585
Employés contractuels et temporaires	8 897 700	7 852 992	9 155 671
Téléphone, affranchissement et expédition	5 897 900	3 569 184	916 452
Publicité	4 312 700	3 217 067	1 608 229
Fournitures et formulaires électoraux	6 710 300	3 052 053	5 651 900
Loyer, entretien et sécurité du bureau central	1 852 300	1 641 962	1 500 348
Déplacements	2 168 600	1 000 879	678 423
Services de conseil en gestion	1 066 500	842 428	337 231
Frais de formation et autres dépenses	2 026 200	800 341	1 550 271
Liste des électeurs	522 700	564 661	4 233
Frais juridiques	450 000	537 189	639 803
	105 194 000	83 201 686	52 778 068
Charges d'amortissement et de dépréciation			
Charges d'amortissement - immobilisations corporelles	-	11 806 595	8 008 143
Dépréciation/perte lors de la cession d'immobilisations	-	211 511	-
Total des dépenses	151 804 500	140 369 063	64 022 985
Recettes			
Trésor (note 3)	151 804 500	130 929 183	98 444 357
Recettes de location	-	1 425 539	-
Autres recettes	-	351 041	-
Moins : recettes de location et autres recettes reversées au Trésor	-	(1 563 981)	-
Total des recettes	151 804 500	131 141 782	98 444 357
(Déficit)/excédent annuel	-	(9 227 281)	34 421 372
Excédent accumulé au début de l'exercice		44 213 363	9 791 991
Excédent accumulé à la fin de l'exercice		34 986 082	44 213 363

Voir les notes complémentaires aux états financiers.

État de l'évolution de l'actif financier net

Pour l'exercice clos le 31 mars 2019

	Budget 2019 (note 11)	Chiffres réels 2019	Chiffres réels 2018
	\$	\$	\$
(Déficit)/excédent annuel	-	(9 227 281)	34 421 372
Acquisition d'immobilisations corporelles	-	(3 049 666)	(42 310 501)
Amortissement des immobilisations corporelles	-	11 806 595	8 008 143
Cession et dépréciation des immobilisations corporelles	-	226 010	-
Acquisition de charges payées d'avance	-	(462 337)	(706 679)
Utilisation des charges payées d'avance	-	706 679	587 665
Augmentation/(diminution) de l'actif financier net	-	-	-
Actif financier net au début de l'exercice	-	-	-
Actif financier net à la fin de l'exercice	-	-	-

Voir les notes complémentaires aux états financiers.

État des flux de trésorerie

Pour l'exercice clos le 31 mars 2019

	2019	2018
	\$	\$
Opérations de fonctionnement		
(Déficit)/excédent accumulé	(9 227 281)	34 421 372
Dépréciation/perte lors de la cession d'immobilisations	211 511	-
Amortissement des immobilisations corporelles	11 806 595	8 008 143
Obligation au titre des avantages sociaux accumulés	85 244	43 538
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement		
(Augmentation)/diminution des comptes débiteurs	747 028	(675 676)
(Augmentation)/diminution des charges payées d'avance	244 342	(119 014)
Augmentation/(diminution) des comptes créditeurs	(6 917 091)	6 241 913
Augmentation/(diminution) du montant dû à la province de l'Ontario	(915 181)	6 390 225
Trésorerie (utilisée)/générée par les opérations de fonctionnement	(3 964 833)	54 310 501
Opérations en capital		
Achat d'immobilisations corporelles	(3 049 666)	(42 310 501)
Produit de la cession des immobilisations corporelles	14 499	-
Trésorerie utilisée pour les opérations en capital	(3 035 167)	(42 310 501)
(Diminution)/augmentation de la trésorerie	(7 000 000)	12 000 000
Trésorerie au début de l'exercice	17 000 000	5 000 000
Trésorerie à la fin de l'exercice	10 000 000	17 000 000

Voir les notes complémentaires aux états financiers.

Notes afférentes aux états financiers

Pour l'exercice clos le 31 mars 2019

1. Nature des activités

Le Bureau du directeur général des élections (Élections Ontario) a été établi en vertu de la *Loi électorale* pour organiser l'élection des députés de l'Assemblée législative. Élections Ontario coordonne la formation et la rémunération de tous les membres du personnel électoral, ainsi que la mise à disposition de l'ensemble des lieux de vote, du matériel et des fournitures. Par ailleurs, Élections Ontario dirige et supervise le directeur ou la directrice du scrutin de chaque circonscription électorale.

Une élection générale s'est tenue le 7 juin 2018. Aucune élection partielle n'a eu lieu au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019.

Bien que la rémunération et les avantages sociaux du directeur général des élections et du personnel permanent d'Élections Ontario ne soient pas considérés comme des « dépenses d'élection, indemnités et honoraires » aux termes de la *Loi électorale*, ils ont été inclus dans les présents états financiers pour donner au lecteur une image complète des dépenses d'Élections Ontario.

Élections Ontario administre également la *Loi sur le financement des élections*, pour laquelle des états financiers distincts sont produits.

2. Conventions comptables importantes

A) Référentiel comptable

La direction a dressé les présents états financiers conformément aux normes comptables pour le secteur public. Les principales conventions comptables utilisées pour préparer ces états financiers sont résumées ci-dessous.

B) Comptabilisation des recettes

Les recettes provenant du Trésor sont comptabilisées pour la même période que les dépenses admissibles engagées et les actifs ainsi acquis.

Les recettes provenant de la location de tabulatrices et de registres du scrutin électroniques sont comptabilisées à mesure qu'elles sont engrangées en vertu des accords contractuels correspondants. Ces recettes sont reversées au Trésor au cours de l'exercice où les paiements sont reçus.

C) Comptabilisation des dépenses

Les dépenses sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Le coût de tous les biens utilisés et de tous les services reçus pendant l'exercice est porté aux dépenses.

D) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût historique moins l'amortissement cumulé. L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de vie utile estimative des immobilisations, avec application de la règle de la demi-année durant l'exercice où l'actif est acquis et disponible, comme il est indiqué ci-après :

Matériel et logiciels informatiques	3 ans
Ameublement et matériel	5 ans
Matériel électoral	5 et 10 ans
Améliorations locatives	Pendant la durée de la location

Les actifs en développement ne sont pas amortis avant d'être disponibles à des fins productives.

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité d'Élections Ontario de fournir des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, ladite immobilisation corporelle est dépréciée. Le montant de la

dépréciation est comptabilisé comme dépense dans l'état des résultats et de l'excédent accumulé.

E) Instruments financiers

Les éléments d'actif et de passif financier d'Élections Ontario sont comptabilisés comme suit :

- La trésorerie, les comptes débiteurs, les comptes créditeurs et charges à payer, et le montant dû à la province de l'Ontario sont comptabilisés au coût.
- L'obligation au titre des avantages sociaux accumulés est comptabilisée au coût en fonction des droits acquis par les employés au 31 mars 2019. Une estimation de la juste valeur fondée sur des hypothèses actuarielles concernant la date de versement de ces avantages n'a pas été réalisée, car il ne devrait pas y avoir d'écart significatif par rapport au montant comptabilisé.

Élections Ontario n'utilise pas d'instruments financiers dérivés.

F) Charges payées d'avance

Les charges payées d'avance, correspondant par exemple aux licences de logiciels, sont imputées aux charges pendant les périodes d'utilisation prévues.

G) Incertitude d'évaluation

La préparation des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public exige que la direction effectue des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants de l'actif et du passif déclarés à la date des états financiers et sur les montants des honoraires, dépenses et recettes déclarés pour la période de référence. La durée de vie utile des immobilisations corporelles et l'obligation au titre des avantages sociaux accumulés sont des éléments qui nécessitent de recourir à d'importantes estimations.

Les estimations reposent sur la meilleure information existante lors de la préparation des états financiers et sont réexaminées

chaque année afin de tenir compte des nouvelles données à mesure qu'elles deviennent disponibles. Il existe une incertitude d'évaluation dans les présents états financiers. Les montants réels pourraient différer de ces estimations.

3. Provenance des fonds

En vertu de la *Loi électorale*, les dépenses d'élection, les indemnités et les honoraires sont prélevés sur le Trésor de la province de l'Ontario. Un mandat à justifier, sous forme d'avances en espèces, a été accordé à Élections Ontario pour le paiement des dépenses au moment où elles sont engagées. Élections Ontario demande périodiquement à la province de lui verser des fonds pour compenser les montants dépensés et prélevés sur le solde du mandat à justifier. Au 31 mars 2019, le solde du mandat à justifier s'élevait à 10 000 000 \$ (17 000 000 \$ en 2018). Le solde du montant dû à la province figurant sur l'état de la situation financière représente le solde du mandat à justifier non dépensé à la fin de l'exercice.

Les salaires et avantages sociaux sont approuvés chaque année par la Commission de régie interne, prélevés sur les crédits affectés par la province de l'Ontario et, par conséquent, exclus du mandat à justifier.

4. Comptes débiteurs

	2019	2018
	\$	\$
Comptes débiteurs - Programme de location	223 628	-
TVH à recevoir	206 729	1 163 565
Autres créances	36 508	50 328
	466 865	1 213 893

Les comptes débiteurs correspondent en grande partie au programme de location et à la TVH à percevoir. Comme ces montants ont été reçus après la clôture de l'exercice, il est inutile de constituer des provisions pour créances douteuses.

5. Comptes créditeurs et charges à payer

	2019	2018
	\$	\$
Dépenses de fonctionnement et charges à payer	1 311 759	7 147 113
Honoraires à payer	2 044	1 142 974
Avantages sociaux accumulés	693 052	645 546
Taxes provinciales à payer	11 687	-
	2 018 542	8 935 633

Les dépenses de fonctionnement et charges à payer correspondent en grande partie à des transactions opérationnelles ordinaires avec des fournisseurs tiers et sont assujetties aux conditions commerciales habituelles.

Les honoraires à payer correspondent aux honoraires versés, entre autres, aux directeurs du scrutin au titre des services rendus en vertu de la *Loi électorale*. Les avantages sociaux accumulés sont comptabilisés en fonction des dispositions en matière d'emploi et des droits prévus par la loi.

Les taxes provinciales à payer découlent du programme de location.

6. Avantages sociaux futurs

A) Prestations de retraite

Les employés à temps plein d'Élections Ontario cotisent à la Caisse de retraite des fonctionnaires (CRF), régime de retraite à prestations déterminées ouvert aux employés de la province et de nombreux organismes provinciaux. La province, qui est le seul commanditaire de la CRF, détermine le montant des paiements annuels qu'Élections Ontario doit verser à la caisse. Comme le commanditaire doit s'assurer que la caisse de retraite est financièrement viable, les excédents ou éléments de passif non capitalisés découlant des évaluations actuarielles requises par la loi ne sont pas des actifs ou des obligations d'Élections Ontario.

Les 945 400 \$ versés cette année par Élections Ontario (830 000 \$ en 2018) sont déclarés dans les dépenses liées aux salaires et aux avantages sociaux dans l'état des résultats et de l'excédent accumulé.

B) Obligation au titre des avantages sociaux accumulés

Les coûts relatifs aux indemnités de départ prescrites par la loi et aux congés accumulés inutilisés par les employés sont comptabilisés dans les présents états financiers. Pour l'exercice écoulé, ces coûts totalisent 196 100 \$ (256 000 \$ en 2018) et sont déclarés dans les dépenses liées aux salaires et aux avantages sociaux dans l'état des résultats et de l'excédent accumulé. L'obligation totale au titre de ces coûts est comptabilisée dans l'obligation au titre des avantages sociaux accumulés, moins les montants payables dans un délai d'un an, qui sont inclus dans les comptes créditeurs et charges à payer, comme suit :

	2019	2018
	\$	\$
Obligation totale au titre des indemnités de départ et des congés	1 745 456	1 612 706
Moins : montants dus dans un délai d'un an et inclus dans les comptes créditeurs et charges à payer	693 052	645 546
Obligation au titre des avantages sociaux accumulés	1 052 404	967 160

C) Avantages postérieurs à l'emploi autres que les prestations de retraite

Le coût des avantages postérieurs à l'emploi autres que les prestations de retraite est déterminé et financé par le ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs de l'Ontario, et n'est donc pas traité dans les présents états financiers.

7. Immobilisations corporelles

	Matériel et logiciels informatiques	Logiciels en développement	Ameublement et matériel	Matériel électoral	Améliorations locatives	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Coût						
Solde d'ouverture (1 ^{er} avril 2018)	35 154 346	662 033	1 030 156	33 266 945	1 128 722	71 242 202
Acquisitions	1 922 413	-	82 471	1 016 772	28 010	3 049 666
Dépréciation	-	(185 319)	-	-	-	(185 319)
Cessions	(125 861)	-	(114 713)	-	-	(240 574)
Transfert à partir des logiciels en développement	476 714	(476 714)	-	-	-	-
Solde de clôture (31 mars 2019)	37 427 612	-	997 914	34 283 717	1 156 732	73 865 975
Amortissement cumulé						
Solde d'ouverture (1 ^{er} avril 2018)	23 127 539	-	899 327	2 770 573	938 079	27 735 518
Amortissement	6 034 650	-	69 442	5 594 154	108 349	11 806 595
Cessions	(125 861)	-	(74 022)	-	-	(199 883)
Solde de clôture (31 mars 2019)	29 036 328	-	894 747	8 364 727	1 046 428	39 342 230
Valeur comptable nette (31 mars 2019)	8 391 284	-	103 167	25 918 990	110 304	34 523 745

	Matériel et logiciels informatiques	Logiciels en développement	Ameublement et matériel	Matériel électoral	Améliorations locatives	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Coût						
Solde d'ouverture (1 ^{er} avril 2017)	23 316 433	3 945 034	1 064 625	-	1 091 794	29 417 886
Acquisitions	8 957 478	-	49 150	33 266 945	36 928	42 310 501
Cessions	(402 566)	-	(83 619)	-	-	(486 185)
Transfert à partir des logiciels en développement	3 283 001	(3 283 001)	-	-	-	-
Solde de clôture (31 mars 2018)	35 154 346	662 033	1 030 156	33 266 945	1 128 722	71 242 202
Amortissement cumulé						
Solde d'ouverture (1 ^{er} avril 2017)	18 500 246	-	918 595	-	794 719	20 213 560
Amortissement	5 029 859	-	64 351	2 770 573	143 360	8 008 143
Cessions	(402 566)	-	(83 619)	-	-	(486 185)
Solde de clôture (31 mars 2018)	23 127 539	-	899 327	2 770 573	938 079	27 735 518
Valeur comptable nette (31 mars 2018)	12 026 807	662 033	130 829	30 496 372	190 643	43 506 684

La plupart des immobilisations corporelles se rapportent au Système de gestion des élections (SGE). Au 31 mars 2019, le coût total des immobilisations pour le SGE était de 35 275 000 \$ (33 778 000 \$ en 2018), dont 4 708 000 \$ (3 976 000 \$ en 2018) ont été affectés aux immobilisations corporelles nécessaires à l'administration de la *Loi sur le financement des élections*.

Au 31 mars 2019, la valeur comptable nette des immobilisations pour le SGE s'élevait au total à 6 400 000 \$ (9 678 000 \$ en 2018), dont 1 229 000 \$ (1 176 000 \$ en 2018) ont été affectés aux immobilisations corporelles nécessaires à l'administration de la *Loi sur le financement des élections*. Ce montant s'entend après déduction d'une dépréciation de 199 000 \$, dont 23 000 \$ ont été affectés à la *Loi sur le financement des élections*. La direction a utilisé ce système pour administrer l'élection générale de 2018.

8. Opérations entre apparentés

Élections Ontario fournit gratuitement certains services administratifs, notamment en matière de comptabilité, de ressources humaines et de soutien en technologie de l'information, pour l'administration de la *Loi sur le financement des élections*. Au 31 mars 2019, Élections Ontario avait un solde total de 31 700 \$ payable aux termes de la *Loi sur le financement des élections*.

Élections Ontario a versé à Infrastructure Ontario 1 192 000 \$ (1 192 000 \$ en 2018) pour l'utilisation d'espaces de bureau, dont 52 000 \$ (52 000 \$ en 2018) ont été affectés à l'espace nécessaire à l'administration de la *Loi sur le financement des élections*.

En outre, Élections Ontario a versé au ministère des Finances la somme de 2 521 000 \$ (3 109 000 \$ en 2018) pour des services de technologie de l'information et d'autres services fournis par le Centre des données de Guelph, dont 9 100 \$ (7 800 \$ en 2018) ont été affectés à la *Loi sur le financement des élections*.

Tous les services relatifs à l'administration de la paie ont été gratuitement fournis par l'Assemblée législative de l'Ontario.

9. Instruments financiers

A) Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque qu'Élections Ontario se révèle incapable d'honorer ses obligations en temps voulu ou à un coût raisonnable. Élections Ontario gère son risque de liquidité en surveillant ses besoins d'exploitation. Élections Ontario demande à recevoir des fonds pour compenser les montants dépensés et prélevés sur le solde du mandat à justifier, afin de disposer de fonds suffisants pour honorer ses obligations. Les comptes créditeurs et les charges à payer sont généralement exigibles dans les 30 jours suivant la réception d'une facture.

B) Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène, de ce fait, l'autre partie à subir une perte financière. Élections Ontario est exposé à un risque de crédit minime découlant de ses comptes débiteurs.

Selon la direction, Élections Ontario n'est exposé à aucun risque important lié aux taux d'intérêt, aux devises, à la liquidité ou au crédit découlant de ses instruments financiers en raison de leur nature.

10. Engagements en matière de location

Élections Ontario a conclu des baux de location pour deux bureaux à Scarborough (situés au 51 Rolark Drive et au 44 Rolark Drive, jusqu'au 31 mai 2020 dans les deux cas) et un local à Toronto (jusqu'au 31 août 2020). Élections Ontario partage son bureau principal avec le Bureau qui administre la *Loi sur le financement des élections*, et les coûts de location sont partagés en fonction de la superficie en pieds carrés occupée par les bureaux respectifs.

Les paiements minimaux exigibles au titre de la location pour Élections Ontario, à

l'exclusion du montant alloué à la *Loi sur le financement des élections*, pour le reste du bail, se présentent comme suit :

	\$
Exercice clos le 31 mars 2020	1 281 600
Exercice clos le 31 mars 2021	229 200
	1 510 800

Après la fin de l'exercice, le Bureau a prolongé chacun de ces baux de cinq années supplémentaires.

11. Budget

La partie du budget relative aux salaires et aux avantages sociaux est approuvée par la Commission de régie interne, le reste étant approuvé par le directeur général des élections. Le budget, tel qu'il est présenté, est préparé selon la méthode de la comptabilité de caisse, tandis que les résultats réels sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les ajustements ci-dessous sont nécessaires pour retraiter les chiffres du budget selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public.

	2019
	\$
Dépenses	
Approuvées par la Commission de régie interne	14 572 100
Approuvées par le directeur général des élections	137 232 400
Budget initial approuvé	151 804 500
Moins : dépenses immobilisées	(3 608 300)
Plus : amortissement des immobilisations corporelles	11 806 595
Moins : variation des charges constatées	(6 581 200)
Dépenses retraitées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public	153 421 595

12. Rapprochement avec le mode de présentation du volume 1 des Comptes publics

L'état des dépenses du Bureau du directeur général des élections – *Loi électorale*, figurant dans le volume 1 des Comptes publics de l'Ontario, a été établi selon la méthode de la comptabilité de caisse modifiée, de telle sorte que les achats d'immobilisations corporelles sont passés en charges durant l'année d'acquisition au lieu d'être capitalisés et amortis sur la durée de vie utile. Sont exclues par ailleurs du volume 1 les charges à payer après fin avril 2019. Le rapprochement du total des charges déclaré dans le volume 1 avec le total des dépenses déclaré dans les présents états financiers se présente comme suit :

	2019	2018
	\$	\$
Administration des élections	11 485 365	9 230 342
Crédit législatif	125 193 725	84 227 513
Total des dépenses législatives selon le volume 1	136 679 090	93 457 855
Achat d'immobilisations corporelles	(3 049 666)	(42 310 501)
Amortissement des immobilisations corporelles	11 806 595	8 008 143
Dépréciation des immobilisations corporelles	185 319	-
Variation des charges constatées	(5 252 275)	4 867 488
	3 689 973	(29 434 870)
Total des dépenses selon l'état des résultats et de l'excédent accumulé	140 369 063	64 022 985

13. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à l'actuel mode de présentation des états financiers.

Bureau du directeur général des élections

Loi sur le financement des élections

États financiers

Pour l'exercice clos le 31 mars 2019

Responsabilité relative à la présentation de l'information financière

Les états financiers ci-joints, présentés en vertu de la *Loi sur le financement des élections*, ont été dressés selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public et sous la responsabilité de la direction. Ils ont été établis comme il se doit suivant un seuil de signification raisonnable, sur la base des renseignements disponibles au 1 juin 2020.

La direction est responsable de l'intégrité des états financiers et dispose d'un système de contrôle interne conçu pour fournir l'assurance raisonnable que l'actif est protégé et qu'une information financière fiable est disponible en temps opportun. Ce système comprend des politiques et des procédés formels, ainsi qu'une structure organisationnelle prévoyant une délégation appropriée des pouvoirs et une séparation adéquate des responsabilités.

Les états financiers ont été audités par la vérificatrice générale, qui a la responsabilité d'indiquer si, à son avis, ces états donnent une image fidèle de l'information financière conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public. Dans son rapport présenté à la page suivante, la vérificatrice précise l'étendue de son examen et exprime son opinion.

Le directeur général des élections,

**Greg Essensa**

Le directeur général des élections

Le 1 juin 2020



Office of the Auditor General of Ontario
Bureau de la vérificatrice générale de l'Ontario

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Au directeur général des élections et
au président de l'Assemblée législative de l'Ontario

Opinion

J'ai effectué l'audit des états financiers du Bureau du directeur général des élections (le « Bureau ») en vertu de la *Loi sur le financement des élections*, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2019, et les états des résultats et de l'excédent accumulé, de l'évolution de l'actif financier net, et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À mon avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Bureau au 31 mars 2019, ainsi que de ses résultats, de l'évolution de son actif financier net, et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

J'ai effectué mon audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Je suis indépendante du Bureau conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et je me suis acquittée des autres responsabilités déontologiques qui m'incombent selon ces règles. J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts

20 Dundas Street West
Suite 1530
Toronto, Ontario
M5G 2C2
416-327-2381
fax 416-327-9862
tty 416-327-6123

20, rue Dundas Ouest
Bureau 1530
Toronto (Ontario)
M5G 2C2
416 327-2381
télécopieur 416 327-9862
ats 416 327-6123

www.auditor.on.ca

d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Bureau à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si le Bureau a l'intention de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Bureau.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Mes objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant mon opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, j'exerce mon jugement professionnel et fais preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- j'identifie et évalue les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, conçois et mets en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunis des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder mon opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- j'acquies une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Bureau;
- j'apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

- je tire une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Bureau à poursuivre son exploitation. Si je conclus à l'existence d'une incertitude significative, je suis tenue d'attirer l'attention des lecteurs de mon rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Mes conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de mon rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le Bureau à cesser son exploitation;
- j'évalue la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécie si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Je communique aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et mes constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que j'aurais relevée au cours de mon audit.

La vérificatrice générale,



Bonnie Lysyk, MBA, FCPA, FCA, ECA

Toronto (Ontario)
Le 1 juin 2020

État de la situation financière

Au 31 mars 2019

	2019	2018 (note 12)
	\$	\$
Actif financier		
Comptes débiteurs - Trésor	4 566 953	821 138
Comptes débiteurs - Montant dû par Élections Ontario (note 7)	31 705	-
	4 598 658	821 138
Passif		
Comptes créditeurs et charges à payer (note 3)	4 384 966	626 391
Obligation au titre des avantages sociaux accumulés (note 4B)	213 692	194 747
	4 598 658	821 138
Actif financier net	-	-
Actif non financier		
Immobilisations corporelles (note 5)	1 232 666	1 195 378
Charges payées d'avance	6 761	-
Excédent accumulé	1 239 427	1 195 378

Engagements (note 9)

Voir les notes complémentaires aux états financiers.

Approuvé par :



Le directeur général des élections

État des résultats et de l'excédent accumulé

Pour l'exercice clos le 31 mars 2019

	Budget 2019 (note 10)	Chiffres réels 2019	Chiffres réels 2018 (note 12)
	\$	\$	\$
Dépenses			
Administration et fonctionnement			
Salaires et avantages sociaux (note 4)	2 020 700	1 642 370	1 322 266
Honoraires	1 285 200	182 202	212 532
Charges et fournitures liées aux bureaux	305 400	153 979	209 359
Location des bureaux	58 800	51 942	51 969
Téléphone, affranchissement et expédition	19 500	24 606	13 910
Autres	12 000	4 900	2 880
Dépréciation des immobilisations corporelles	-	22 725	-
Amortissement	-	694 246	604 349
	3 701 600	2 776 970	2 417 265
Subventions (note 6)			
Dépenses liées à la campagne électorale			
- candidats	4 361 500	4 166 973	21 677
- partis	2 929 700	1 329 840	(2 993)
Frais d'audit			
Rapports annuels			
- associations de circonscription	526 200	563 557	527 441
- partis	32 500	41 818	25 806
- déclarations de candidature	54 200	7 578	-
Rapports de campagne électorale			
- candidats	1 061 500	1 073 780	(2 432)
- partis	178 800	42 875	9 274
- associations de circonscription	550 500	550 293	247
Candidats à la direction d'un parti	10 800	190	9 576
Allocations trimestrielles			
- associations de circonscription	3 177 500	2 927 477	3 015 736
- partis	11 892 900	13 553 198	12 682 882
	24 776 100	24 257 579	16 287 214
Total des dépenses	28 477 700	27 034 549	18 704 479
Moins : contributions anonymes et contributions en trop reçues (note 2B)	1 000	56 068	44 710
Dépenses nettes	28 476 700	26 978 481	18 659 769
Recettes			
Trésor - crédits votés (note 2B)	28 476 700	27 022 530	19 139 883
Excédent annuel	-	44 049	480 114
Excédent accumulé au début de l'exercice		1 195 378	715 264
Excédent accumulé à la fin de l'exercice		1 239 427	1 195 378

Voir les notes complémentaires aux états financiers.

État de l'évolution de l'actif financier net

Pour l'exercice clos le 31 mars 2019

	Budget 2019 (note 10)	Chiffres réels 2019	Chiffres réels 2018
	\$	\$	\$
Excédent annuel	-	44 049	480 114
Acquisition d'immobilisations corporelles	-	(754 259)	(1 084 463)
Dépréciation des immobilisations corporelles	-	22 725	-
Amortissement des immobilisations corporelles	-	694 246	604 349
Acquisition de charges payées d'avance	-	(6 761)	-
Augmentation/(diminution) de l'actif financier net	-	-	-
Actif financier net au début de l'exercice	-	-	-
Actif financier net à la fin de l'exercice	-	-	-

Voir les notes complémentaires aux états financiers.

État des flux de trésorerie

Pour l'exercice clos le 31 mars 2019

	2019	2018 (note 12)
	\$	\$
Opérations de fonctionnement		
Excédent annuel	44 049	480 114
Amortissement des immobilisations corporelles	694 246	604 349
Dépréciation des immobilisations corporelles	22 725	-
Obligation au titre des avantages sociaux accumulés	(18 945)	(22 525)
	742 075	1 061 938
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement		
Diminution/(augmentation) des comptes débiteurs - Trésor	3 745 815	(302 233)
Diminution/(augmentation) des comptes débiteurs - Montant dû par Élections Ontario	31 705	-
(Diminution)/augmentation des comptes créditeurs et charges à payer	(3 758 575)	324 758
(Augmentation) des charges payées d'avance	(6 761)	-
	12 184	22 525
Trésorerie générée par les opérations de fonctionnement	754 259	1 084 463
Opérations en capital		
Achat d'immobilisations corporelles	(754 259)	(1 084 463)
Trésorerie utilisée pour les opérations en capital	(754 259)	(1 084 463)
(Augmentation)/diminution de la trésorerie	-	-
Trésorerie au début de l'exercice	-	-
Trésorerie à la fin de l'exercice	-	-

Voir les notes complémentaires aux états financiers.

Notes afférentes aux états financiers

Pour l'exercice clos le 31 mars 2019

1. Nature des activités

Le Bureau du directeur général des élections (le Bureau) est chargé de faire appliquer la *Loi électorale* et la *Loi sur le financement des élections*. Les présents états financiers reflètent les activités exercées en vertu de la *Loi sur le financement des élections* (la Loi). Conformément à cette Loi, le directeur général des élections enregistre et examine les documents déposés par les partis politiques, les associations de circonscription, les candidats aux élections, les candidats à la direction d'un parti et les candidats à l'investiture en Ontario, afin de surveiller qu'ils respectent les plafonds des dépenses et des contributions établis par la Loi. Le directeur général des élections verse également des subventions et des allocations aux bénéficiaires admissibles aux termes de la Loi.

Une élection générale, tenue le 7 juin 2018, une campagne de désignation du chef d'un parti et 211 courses à l'investiture ont été organisées au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019; aucune élection partielle n'a eu lieu durant cet exercice.

2. Conventions comptables importantes

A) Référentiel comptable

La direction a dressé les présents états financiers conformément aux normes comptables pour le secteur public. Les principales conventions comptables utilisées pour préparer ces états financiers sont résumées ci-dessous.

B) Comptabilisation des recettes

Financement provincial

Le Bureau est financé au moyen de crédits votés chaque année par la province de l'Ontario (la province). Les dépenses et les acquisitions d'actifs admissibles au sens de la Loi sont payées par le Bureau du directeur général des élections et remboursées à même le Trésor jusqu'à concurrence du plafond des crédits votés.

Les recettes issues des crédits votés sont comptabilisées pour la même période que les dépenses admissibles engagées et les actifs ainsi acquis.

Contributions anonymes et contributions en trop

Aux termes de la Loi, les contributions anonymes reçues par un parti politique, une association de circonscription, un candidat ou une candidate à une élection ou encore un candidat ou une candidate à la direction d'un parti inscrits doivent être remises au directeur général des élections. Il convient également de remettre au directeur général des élections les contributions en trop, c'est-à-dire celles qui dépassent le plafond précisé dans la Loi, à moins que le bénéficiaire soit en mesure de rembourser ces contributions en trop au donateur. Du fait de leur nature imprévisible, ces contributions sont comptabilisées au moment de leur réception.

C) Comptabilisation des dépenses

Les dépenses sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Le coût de tous les biens utilisés et de tous les services reçus pendant l'exercice est porté aux dépenses.

D) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût historique moins l'amortissement cumulé. L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de vie utile estimative des immobilisations, avec application de la règle de la demi-année durant l'exercice où l'actif est acquis et disponible, comme il est indiqué ci-après :

Matériel et logiciels informatiques	3 ans
Ameublement et matériel	5 ans
Améliorations locatives	Pendant la durée de la location

Les actifs en développement ne sont pas amortis avant d'être disponibles à des fins productives.

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité du Bureau de fournir des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, ladite immobilisation corporelle est dépréciée. Le montant de la dépréciation est comptabilisé comme dépense dans l'état des résultats et de l'excédent accumulé.

E) Instruments financiers

Les éléments d'actif et de passif financier du Bureau sont comptabilisés comme suit :

- › Les comptes débiteurs sont comptabilisés au coût.
- › Les comptes créditeurs et les charges à payer sont comptabilisés au coût.
- › L'obligation au titre des avantages sociaux accumulés est comptabilisée au coût en fonction des droits acquis par les employés au 31 mars 2019. Une estimation de la juste valeur fondée sur des hypothèses actuarielles concernant la date de versement de ces avantages n'a pas été réalisée, car il ne devrait pas y avoir d'écart significatif par rapport au montant comptabilisé.

Le Bureau n'utilise pas d'instruments financiers dérivés.

F) Subventions et allocations

Subventions

Les subventions pour les dépenses liées à la campagne électorale et les subventions à l'égard des frais d'audit des rapports de campagne sont comptabilisées pour l'exercice durant lequel l'élection a eu lieu. Les subventions octroyées aux candidats à l'investiture à l'égard des frais d'audit sont comptabilisées pour l'exercice au cours duquel les rapports correspondants sont déposés. Les subventions octroyées aux candidats à la direction d'un parti à l'égard des frais d'audit

sont comptabilisées pour l'exercice au cours duquel le scrutin correspondant s'est déroulé. Les subventions à l'égard des frais d'audit des rapports annuels sont comptabilisées pour l'exercice relatif à ces rapports.

Les subventions à l'égard des frais d'audit destinées aux partis politiques, aux associations de circonscription, aux candidats à une élection et aux candidats à la direction d'un parti sont radiées des comptes si le rapport correspondant à la charge à payer au titre des subventions est antérieur de plus de trois ans à la date de publication des états financiers. Les subventions à l'égard des dépenses liées à la campagne électorale sont examinées au cas par cas en vue de leur radiation et sont effectivement radiées des comptes dès lors que la probabilité de versement est faible.

Allocations

Des allocations sont dues aux partis politiques et aux associations de circonscription admissibles pour chaque trimestre de l'exercice financier. Ces allocations sont comptabilisées pour l'exercice correspondant aux trimestres visés.

G) Incertitude d'évaluation

La préparation des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public exige que la direction effectue des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants de l'actif et du passif déclarés à la date des états financiers et sur les montants des recettes et des dépenses déclarés pour la période de référence. La durée de vie utile des immobilisations corporelles, les charges au titre des subventions à l'égard de la campagne électorale et des frais d'audit, et l'obligation au titre des avantages sociaux accumulés sont des éléments qui nécessitent de recourir à d'importantes estimations.

Les estimations reposent sur la meilleure information existante lors de la préparation des états financiers et sont réexaminées

chaque année afin de tenir compte des nouvelles données à mesure qu'elles deviennent disponibles. Il existe une incertitude d'évaluation dans les présents états financiers. Les montants réels pourraient différer de ces estimations.

3. Comptes créditeurs et charges à payer

	2019	2018
	\$	\$
Subventions et allocations à payer	4 291 803	568 372
Passif - administration et fonctionnement	24 250	15 847
Avantages sociaux accumulés	68 913	42 172
	4 384 966	626 391

Dans les subventions et allocations à payer sont déclarés les montants dus aux partis, aux associations de circonscription et aux candidats inscrits. Le passif lié à l'administration et au fonctionnement correspond à des transactions opérationnelles ordinaires avec des fournisseurs tiers et est assujéti aux conditions commerciales habituelles. Les avantages sociaux accumulés sont comptabilisés en fonction des dispositions en matière d'emploi et des droits prévus par la loi.

4. Avantages sociaux futurs

A) Prestations de retraite

Les employés à temps plein du Bureau cotisent à la Caisse de retraite des fonctionnaires (CRF), régime de retraite à prestations déterminées ouvert aux employés de la province et de nombreux organismes provinciaux. La province, qui est le seul commanditaire de la CRF, détermine le montant des paiements annuels que le Bureau doit verser à la caisse. Comme le commanditaire doit s'assurer que la caisse de retraite est financièrement viable, les excédents ou éléments de passif non capitalisés découlant des évaluations actuarielles requises par la loi ne sont pas des actifs ou des obligations du Bureau.

Les 94 600 \$ versés cette année par le Bureau (70 000 \$ en 2018) sont déclarés dans les dépenses liées aux salaires et aux avantages sociaux dans l'état des résultats et de l'excédent accumulé.

B) Obligation au titre des avantages sociaux accumulés

Les coûts relatifs aux indemnités de départ prescrites par la loi et aux congés accumulés inutilisés par les employés sont comptabilisés dans les présents états financiers. Pour l'exercice écoulé, ces coûts totalisent 76 400 \$ (13 300 \$ en 2018) et sont déclarés dans les dépenses liées aux salaires et aux avantages sociaux dans l'état des résultats et de l'excédent accumulé. L'obligation totale au titre de ces coûts est comptabilisée dans l'obligation au titre des avantages sociaux accumulés, moins les montants payables dans un délai d'un an, qui sont inclus dans les comptes créditeurs et charges à payer, comme suit :

	2019	2018
	\$	\$
Obligation totale au titre des indemnités de départ et des congés	282 605	236 919
Moins : montants dus dans un délai d'un an et inclus dans les comptes créditeurs et charges à payer	68 913	42 172
Obligation au titre des avantages sociaux accumulés	213 692	194 747

C) Avantages postérieurs à l'emploi autres que les prestations de retraite

Le coût des avantages postérieurs à l'emploi autres que les prestations de retraite est déterminé et financé par le ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs de l'Ontario, et n'est donc pas traité dans les présents états financiers.

5. Immobilisations corporelles

	Matériel et logiciels informatiques	Logiciels en développement	Ameublement et matériel	Améliorations locatives	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Coût					
Solde d'ouverture (1 ^{er} avril 2018)	3 977 094	84 166	58 828	46 511	4 166 599
Acquisitions	754 259	—	—	—	754 259
Cessions	—	—	—	—	—
Dépréciation	—	(22 725)	—	—	(22 725)
Transfert à partir des logiciels en développement	61 441	(61 441)	—	—	—
Solde de clôture (31 mars 2019)	4 792 794	—	58 828	46 511	4 898 133
Amortissement cumulé					
Solde d'ouverture (1 ^{er} avril 2018)	2 865 882	—	58 828	46 511	2 971 221
Amortissement	694 246	—	—	—	694 246
Cessions	—	—	—	—	—
Solde de clôture (31 mars 2019)	3 560 128	—	58 828	46 511	3 665 467
Valeur comptable nette (31 mars 2019)	1 232 666	—	—	—	1 232 666

	Matériel et logiciels informatiques	Logiciels en développement	Ameublement et matériel	Améliorations locatives	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Coût					
Solde d'ouverture (1 ^{er} avril 2017)	2 892 631	84 166	58 828	46 511	3 082 136
Acquisitions	1 084 463	—	—	—	1 084 463
Cessions	—	—	—	—	—
Solde de clôture (31 mars 2018)	3 977 094	84 166	58 828	46 511	4 166 599
Amortissement cumulé					
Solde d'ouverture (1 ^{er} avril 2017)	2 261 533	—	58 828	46 511	2 366 872
Amortissement	604 349	—	—	—	604 349
Cessions	—	—	—	—	—
Solde de clôture (31 mars 2018)	2 865 882	—	58 828	46 511	2 971 221
Valeur comptable nette (31 mars 2018)	1 111 212	84 166	—	—	1 195 378

La plupart des immobilisations corporelles correspondent aux améliorations internes apportées au Système de gestion des élections (SGE). Au 31 mars 2019, le coût total des immobilisations pour le SGE était de 35 275 000 \$ (33 778 000 \$ en 2018), dont 4 708 000 \$ (3 976 000 \$ en 2018) ont été affectés aux immobilisations corporelles nécessaires à l'administration de la *Loi sur le financement des élections*.

Au 31 mars 2019, la valeur comptable nette des immobilisations pour le SGE s'élevait au total à 6 400 000 \$ (9 678 000 \$ en 2018), dont 1 229 000 \$ (1 176 000 \$ en 2018) ont été affectés aux immobilisations corporelles nécessaires à l'administration de la *Loi sur le financement des élections*. Ce montant s'entend après déduction d'une dépréciation de 199 000 \$, dont 23 000 \$ ont été affectés à la *Loi sur le financement des élections*. La direction a utilisé ce système pour administrer l'élection générale de 2018.

6. Subventions et allocations

A) Subventions

Les montants des subventions indiqués ci-après sont en vigueur pour la période allant du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019. La date de l'indexation annuelle est fixée au 1^{er} janvier 2020.

- Dépenses liées à la campagne électorale engagées par chaque candidate ou candidat inscrit recueillant au moins 5 p. 100 des suffrages exprimés dans une circonscription électorale. Sera remboursé le montant le plus faible des deux calculs suivants : 20 p. 100 des dépenses de campagne du candidat ou de la candidate, ou 20 p. 100 du plafond autorisé des dépenses de campagne, soit 1,33 \$ (1,30 \$ en 2018) par électeur admissible. Les candidats de certaines circonscriptions du Nord peuvent recevoir 9 645 \$ supplémentaires (9 478 \$ en 2018).
- Dépenses liées à la campagne électorale engagées par chaque parti inscrit recueillant au moins 15 p. 100 des suffrages exprimés

dans une circonscription électorale. Le montant remboursé correspond à 0,05 \$ par électeur admissible dans chaque circonscription électorale.

- Les frais d'audit des rapports de campagne et des rapports annuels d'une association de circonscription inscrite sont remboursés à hauteur d'un maximum de 827 \$ (812 \$ en 2018) par rapport.
- Les frais d'audit des rapports de campagne et des rapports annuels d'un parti inscrit sont remboursés à hauteur d'un maximum de 1 653 \$ (1 625 \$ en 2018) par rapport.
- Les frais d'audit des rapports de campagne d'un candidat ou d'une candidate à une élection sont remboursés à hauteur d'un maximum de 1 378 \$ (1 354 \$ en 2018) par rapport.
- Les frais d'audit des rapports de campagne d'un candidat ou d'une candidate à la direction d'un parti sont remboursés à hauteur d'un maximum de 1 102 \$ (1 083 \$ en 2018) par rapport.
- Les frais d'audit des rapports de campagne d'un candidat ou d'une candidate à l'investiture qui a accepté des contributions d'au moins 10 000 \$ ou engagé des dépenses d'au moins 10 000 \$ sont remboursés à hauteur d'un maximum de 1 102 \$ (1 083 \$ en 2018) par rapport.

B) Allocations

Les taux et montants des allocations trimestrielles figurant ci-après sont en vigueur pour la période allant du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019. L'indexation annuelle du montant des allocations trimestrielles versées aux associations de circonscription est fixée au 1^{er} janvier 2020. Le taux des allocations trimestrielles diminuera chaque année civile entre 2020 et 2021; le versement des allocations prendra fin le 31 décembre 2021.

- Une allocation trimestrielle est versée à tous les partis inscrits dont les candidats ont obtenu, lors de la dernière élection générale, soit au moins 2 p. 100 du nombre de votes

validement exprimés à l'échelle de la province, soit au moins 5 p. 100 du nombre de votes validement exprimés dans les circonscriptions électorales où le parti a parrainé un candidat ou une candidate. L'allocation trimestrielle correspond à 0,594 \$ (0,636 \$ en 2018) multiplié par le nombre de votes validement exprimés en faveur des candidats du parti à la dernière élection générale.

- › Une allocation trimestrielle est versée à toutes les associations de circonscription inscrites dont la candidate ou le candidat inscrit associé au parti inscrit de cette association a obtenu au moins 2 p. 100 du nombre de votes validement exprimés lors de la dernière élection. Par ailleurs, les documents que l'association de circonscription est tenue de déposer au cours des quatre années qui précèdent doivent être complets. Toute association en situation de non-conformité n'a pas droit à l'allocation. Un montant trimestriel de 6 475 \$ (6 363 \$ en 2018) est attribué à chaque circonscription électorale. Ce montant est partagé de manière proportionnelle en fonction du pourcentage de votes en faveur du candidat ou de la candidate de chaque parti, puis versé à l'association de circonscription.

7. Opérations entre apparentés

Certains des services administratifs nécessaires à l'administration de la Loi, notamment en matière de comptabilité, de ressources humaines et de soutien en technologie de l'information, sont fournis gratuitement par le Bureau du directeur général des élections. Au 31 mars 2019, le Bureau avait une créance de 31 700 \$ auprès d'Élections Ontario.

Le Bureau du directeur général des élections a affecté 52 000 \$ (52 000 \$ en 2018) à l'utilisation d'espaces de bureau nécessaires à l'administration de la Loi.

Le Bureau du directeur général des élections a affecté 9 100 \$ (7 800 \$ en 2018) à des services de technologie de l'information et à d'autres services fournis par le ministère des Finances, nécessaires à l'administration de la Loi.

Tous les services relatifs à l'administration de la paie ont été gratuitement fournis par l'Assemblée législative de l'Ontario.

8. Instruments financiers

A) Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que le Bureau se révèle incapable d'honorer ses obligations en temps voulu ou à un coût raisonnable. Le Bureau gère son risque de liquidité en surveillant ses besoins d'exploitation. Il se finance au moyen de crédits votés chaque année, afin de disposer de fonds suffisants pour honorer ses obligations. Les comptes créditeurs et les charges à payer sont généralement exigibles dans les 30 jours suivant la réception d'une facture.

B) Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène, de ce fait, l'autre partie à subir une perte financière. Le Bureau est exposé au risque de crédit notamment du fait de soldes à recevoir de la province.

Selon la direction, le Bureau n'est exposé à aucun risque important de liquidité ou de crédit découlant de ses instruments financiers en raison de leur nature.

9. Engagements en matière de location

Le Bureau a conclu un bail de location pour ses locaux actuels jusqu'au 31 mai 2020. Les charges annuelles du Bureau du directeur général des élections à l'égard de la location des bureaux sont établies en fonction de la superficie en pieds carrés occupée. Les montants des futurs engagements en matière de location associés aux espaces nécessaires à l'administration de la Loi sont les suivants :

	\$
Exercice clos le 31 mars 2020	47 400
Exercice clos le 31 mars 2021	7 900
	55 300

Après la fin de l'exercice, le Bureau a prolongé le bail de cinq années supplémentaires.

10. Budget

Le budget, qui est approuvé par la Commission de régie interne, est préparé selon la méthode de la comptabilité de caisse, tandis que les résultats réels sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les ajustements ci-dessous sont nécessaires pour retraiter les chiffres du budget selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public.

	2019
Expenditure	\$
Budget initial approuvé	28 476 700
Moins : dépenses immobilisées	(722 600)
Plus : amortissement des immobilisations corporelles	694 246
Plus : variation des charges constatées	3 739 100
Dépenses retraitées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public	32 187 446

11. Rapprochement avec le mode de présentation du volume 1 des Comptes publics

L'état des dépenses du Bureau, présenté dans le volume 1 des Comptes publics de l'Ontario, a été établi conformément aux conventions comptables observées pour préparer les estimations soumises à des fins d'approbation à la Commission de régie interne, selon lesquelles les achats d'immobilisations corporelles sont passés en charges durant l'année d'acquisition au lieu d'être capitalisés et amortis sur la durée de vie utile. Sont exclus par ailleurs du volume 1 les subventions à payer, les coûts relatifs aux

futurs avantages sociaux et les autres dépenses administratives payées après fin avril 2019. Le rapprochement du total des charges déclaré dans le volume 1 avec le montant net des dépenses déclaré dans les présents états financiers se présente comme suit :

	2019	2018
	\$	\$
Total des charges selon le volume 1	23 268 932	19 480 319
Variation des subventions et allocations à payer	3 723 432	(356 031)
Variation des charges administratives constatées	23 405	15 595
Achat d'immobilisations corporelles	(754 259)	(1 084 463)
Dépréciation des immobilisations corporelles	22 725	-
Amortissement des immobilisations corporelles	694 246	604 349
	3 709 549	(820 550)
Dépenses nettes selon l'état des résultats et de l'excédent accumulé	26 978 481	18 659 769

12. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à l'actuel mode de présentation des états financiers.

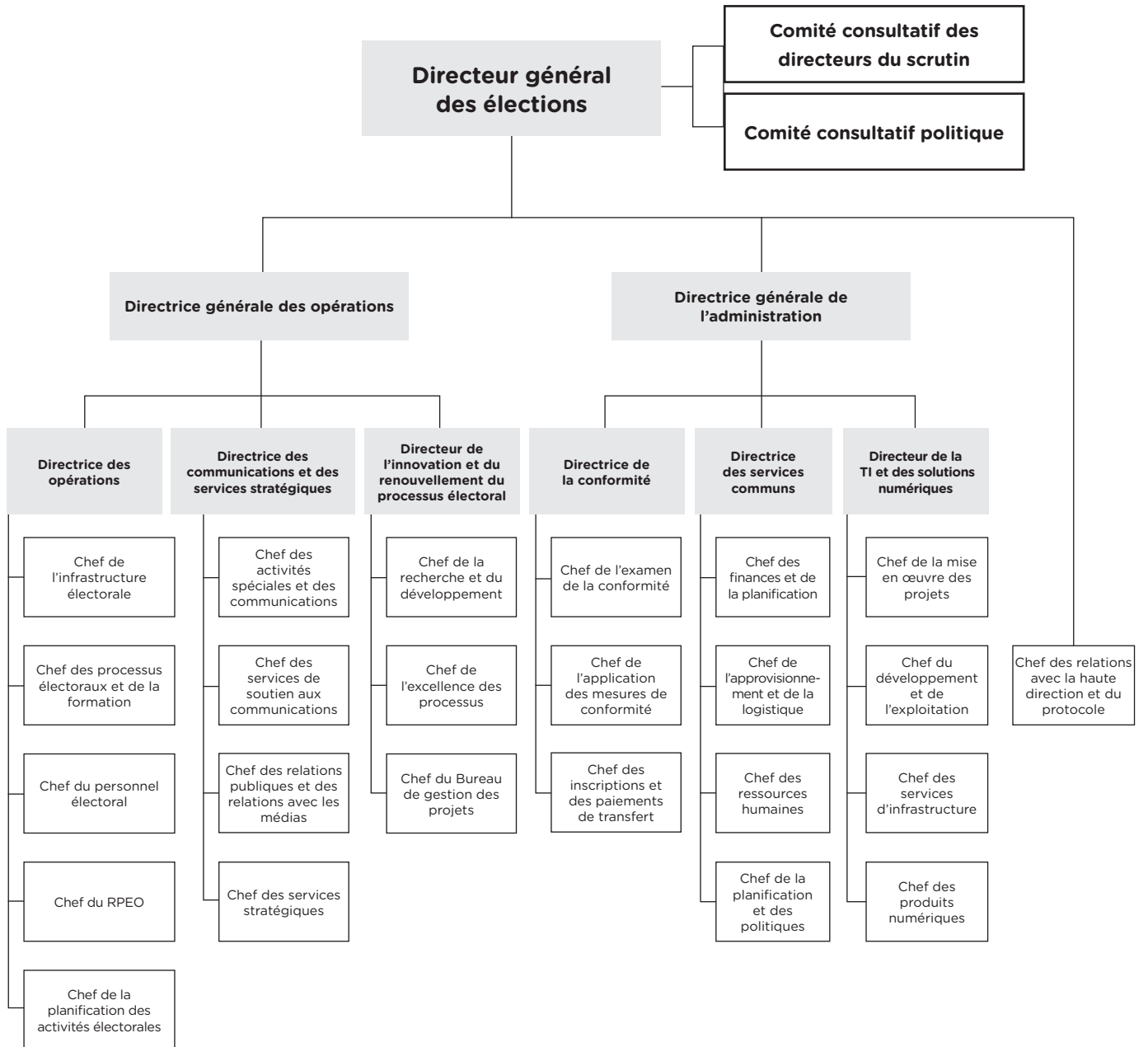
Annexe A : Présentation de l'organisme

Le directeur général des élections de l'Ontario est un fonctionnaire de l'Assemblée législative de l'Ontario nommé aux termes de la *Loi électorale* de la province. Le Bureau du directeur général des élections, qui exerce ses activités sous le nom d'« Élections Ontario », est un organisme apolitique de l'Assemblée législative de l'Ontario chargé de la tenue des élections générales, des élections partielles et des référendums. Élections Ontario supervise également l'inscription et la réglementation de l'activité financière des partis politiques, des associations de circonscription, des candidats, des candidats à la direction d'un parti et des tiers annonceurs de la province.

Les activités du bureau sont régies par la *Loi électorale*, la *Loi sur le financement des élections* et plusieurs autres lois.

1	2	3
VISION	MISSION	MANDAT
La vision d'Élections Ontario consiste à mettre en place des services modernes qui donnent la priorité aux besoins des électeurs et des électrices de la province. Pour y parvenir, Élections Ontario continuera à jouer un rôle d'innovateur et de chef de file en définissant des points de référence clés aux fins de l'administration des élections.	La mission d'Élections Ontario est de préserver l'intégrité et l'accessibilité du processus électoral et d'administrer les élections de façon efficace, équitable et impartiale.	Élections Ontario a pour mandat d'administrer le processus électoral en Ontario conformément à la législation provinciale.

Structure de gestion d'Élections Ontario



Annexe B : Recommandations en vue de modifications administratives et techniques concernant la *Loi électorale* et la *Loi sur le financement des élections*

Le directeur général des élections recommande que plusieurs modifications administratives et techniques soient apportées à la législation électorale afin de garantir la convergence des processus, des exigences et des dispositions avec les besoins des intervenants et d'Élections Ontario.

- **Adopter une démarche de communication concrète.** Les exigences à respecter en matière de communication ne cadrent pas avec l'univers actuel des médias numériques. Il convient de modifier la législation afin de donner au directeur général des élections une plus grande latitude pour choisir les canaux de communication propices à l'interaction avec les électeurs.
- **Simplifier le calendrier électoral.** La législation devrait être modifiée afin que le directeur général des élections dispose d'une plus grande latitude pour fixer le calendrier électoral.
- **Définir clairement le processus de retrait d'une candidature par les partis politiques pendant la période électorale.** La législation précédente prévoyait un processus permettant au chef d'un parti de retirer son parrainage à un candidat ou à une candidate. La situation actuelle semble résulter d'un vide législatif introduit par la rationalisation du processus de candidature.
- **Aligner la fin de la période de révision dans les bureaux des directeurs du scrutin sur la fin du vote par bulletin spécial** afin que les électeurs qui font modifier leurs renseignements puissent encore voter. Actuellement, la période de vote par bulletin spécial se termine deux heures avant la fin de la période de révision.
- **Exiger des propriétaires d'immeubles comprenant au moins 100 logements qu'ils permettent aux non-locataires d'accéder** au bureau de vote situé dans leur immeuble le jour du scrutin pour pouvoir voter.
- **Modifier les dates et les heures de vote par anticipation dans les bureaux des directeurs du scrutin et les bureaux satellites** de sorte que les électeurs puissent voter par anticipation pendant les dix derniers jours de la période électorale, de 10 h à 20 h, dans une optique de simplification des processus de vote par anticipation.
- **Éliminer l'obligation de recueillir des renseignements sur le sexe d'un électeur** dans le Registre ontarien des électeurs absents. Cette information n'est pas obligatoire dans les registres permanents ou provisoires, ne fait pas partie des critères pour pouvoir voter et ne cadre pas avec les politiques provinciales.
- **Renforcer les pouvoirs d'inspection conférés au directeur général des élections à l'égard des entités non inscrites** afin qu'il puisse mener des enquêtes sur les contraventions apparentes à la *Loi sur le financement des élections*.
- **Donner des orientations sur le traitement des déficits** accumulés par les candidats à la direction d'un parti, les candidats à l'investiture et les candidats indépendants.
- **Autoriser les candidats à l'investiture et les candidats à la direction d'un parti à retirer** leur inscription.

Annexe C : Courses et candidats à l'investiture inscrits, par parti politique, pour l'élection générale de 2018

Nom du parti	Nombre de courses à l'investiture inscrites	Nombre de candidats à l'investiture inscrits	Nombre de courses à l'investiture annulées
	Élection générale de 2018	Élection générale de 2018	Élection générale de 2018
Parti Économique Canadien			
Le Parti du choix des Canadiens et Canadiennes			
Parti communiste du Canada (Ontario)			
Parti de la Liberté - Ontario			
Go Vegan			
Parti Vert de l'Ontario	30	33	1
Parti Multiculturel de l'Ontario			
Nouveau parti démocratique de l'Ontario	108	143	1
Aucune de ces Réponses Démocratie Directe Parti			
Nord de l'Ontario Parti			
Alliance de l'Ontario			
Parti libéral de l'Ontario	31	58	1
Parti libertarien de l'Ontario			
Ontario Moderate Party			
Parti Ontario			
Ontario Provincial Confederation of Regions Party			
Parti pour les gens qui ont des besoins spéciaux			
Parti Pauvre de l'Ontario			
Parti progressiste-conservateur de l'Ontario	52	79	4
Arrêtons le Changement Climatique			
Stop the New Sex-Ed Agenda			
Le Parti Politique du Peuple			
Parti Trillium de l'Ontario			
TOTAL	221	313	7

Annexe D : Partis politiques inscrits au 31 mars 2019

Nom du parti	Nom ou abréviation du parti figurant sur les documents électoraux
Nouveau parti démocratique de l'Ontario	NPD de l'Ontario
Parti libéral de l'Ontario	Parti libéral de l'Ontario
Parti progressiste-conservateur de l'Ontario	Parti PC de l'Ontario
Parti communiste du Canada (Ontario)	Communiste
Parti libertarien de l'Ontario	Libertarien
Parti de la Liberté - Ontario	Parti de la Liberté - Ontario
Parti Vert de l'Ontario	Parti Vert de l'Ontario
Ontario Provincial Confederation of Regions Party	Ontario Provincial Confederation of Regions Party
Parti pour les gens qui ont des besoins spéciaux	Parti pour les gens qui ont des besoins spéciaux
Nord de l'Ontario Parti	N O P
Le Parti du choix des Canadiens et Canadiennes	PCCC
Le Parti Politique du Peuple	Le Peuple
Parti Pauvre de l'Ontario	Pauvres
Go Vegan	Go Vegan
Aucune de ces Réponses Démocratie Directe Parti	Aucune de ces Réponses Démocratie Directe Parti
Ontario Moderate Party	Ontario Moderate Party
Parti Trillium de l'Ontario	Parti Trillium PTO
Stop the New Sex-Ed Agenda	Stop the New Sex-Ed Agenda
Alliance de l'Ontario	Alliance
Parti Multiculturel de l'Ontario	Parti Multiculturel de l'Ontario
Parti Économique Canadien	PEC
Arrêtons le Changement Climatique	Arrêtons le Changement Climatique
Parti Ontario	Parti Ontario

Date d'inscription	Méthode d'inscription
13 février 1975	Dès la promulgation de la <i>Loi portant réforme du financement des élections</i>
13 février 1975	Dès la promulgation de la <i>Loi portant réforme du financement des élections</i>
13 février 1975	Dès la promulgation de la <i>Loi portant réforme du financement des élections</i>
3 septembre 1975	Pétition présentée aux termes de la <i>Loi portant réforme du financement des élections</i>
18 août 1976	Pétition présentée aux termes de la <i>Loi portant réforme du financement des élections</i>
Inscrit sous le nom « Unparty Party (Ontario) » le 26 novembre 1980. Renommé le 19 octobre 1983.	Pétition présentée aux termes de la <i>Loi portant réforme du financement des élections</i>
4 juillet 1984	Pétition présentée aux termes de la <i>Loi portant réforme du financement des élections</i>
30 mai 1990	Pétition présentée aux termes de la <i>Loi sur le financement des élections</i>
18 septembre 2007	Processus de nomination d'un candidat aux termes de la <i>Loi sur le financement des élections</i>
Inscrit sous le nom « Northern Ontario Heritage Party » le 5 août 2010. Renommé le 29 juin 2016.	Pétition présentée aux termes de la <i>Loi sur le financement des élections</i>
12 septembre 2011	Processus de nomination d'un candidat aux termes de la <i>Loi sur le financement des élections</i>
13 septembre 2011	Processus de nomination d'un candidat aux termes de la <i>Loi sur le financement des élections</i>
14 septembre 2011	Processus de nomination d'un candidat aux termes de la <i>Loi sur le financement des élections</i>
Inscrit sous le nom « Parti écologique végétarien » le 14 septembre 2011. Renommé le 9 mai 2018.	Processus de nomination d'un candidat aux termes de la <i>Loi sur le financement des élections</i>
Inscrit sous le nom « Aucune de ces Réponses Parti de l'Ontario » le 15 mai 2014. Renommé sous l'appellation « Aucune de ces Réponses Parti » le 10 mars 2016. Renommé le 19 décembre 2017.	Processus de nomination d'un candidat aux termes de la <i>Loi sur le financement des élections</i>
22 mai 2014	Processus de nomination d'un candidat aux termes de la <i>Loi sur le financement des élections</i>
22 mai 2014	Processus de nomination d'un candidat aux termes de la <i>Loi sur le financement des élections</i>
2 novembre 2016	Processus de nomination d'un candidat aux termes de la <i>Loi sur le financement des élections</i>
Inscrit sous le nom « Parti de l'Alliance de l'Ontario » le 23 novembre 2017. Renommé le 28 février 2018.	Pétition présentée aux termes de la <i>Loi sur le financement des élections</i>
9 mai 2018	Processus de nomination d'un candidat aux termes de la <i>Loi sur le financement des élections</i>
11 mai 2018	Processus de nomination d'un candidat aux termes de la <i>Loi sur le financement des élections</i>
16 mai 2018	Processus de nomination d'un candidat aux termes de la <i>Loi sur le financement des élections</i>
17 mai 2018	Processus de nomination d'un candidat aux termes de la <i>Loi sur le financement des élections</i>

Annexe E : Demandes de réservation du nom d'un nouveau parti politique durant l'exercice 2018-2019

Date de la décision du directeur général des élections	Nom demandé	Abréviation demandée
6 avril 2018	Roman Empire (<i>nom français non demandé</i>)	Roman Empire (<i>abréviation française non demandée</i>)
6 avril 2018	Parti du budget équilibré	Parti du budget équilibré
20 avril 2018	Partie de la Vérité Objective	P.V.O.
20 avril 2018	Abolir l'Ontario - Un parti politique au Canada	Abolir l'Ontario
5 mai 2018	M-Path	M-Path
5 mai 2018	Fundamentalists United (<i>nom français non demandé</i>)	KRA (<i>abréviation française non demandée</i>)
9 mai 2018	Insaaf Party of Canada (<i>nom français non demandé</i>)	Insaaf Party of Canada (<i>abréviation française non demandée</i>)
14 mai 2018	The 1st National Negro/Israelite/Black Community Political Leadership Group for Human Rights Restoration/Slavery Reparations/Social Justice & Economic Equality Rights Reinforcement (<i>nom français non demandé</i>)	The 1st National Negro/Israelite/Black Community Political Leadership Party for Racial Social Justice & Economic Equality Reinforcement (<i>abréviation française non demandée</i>)
14 mai 2018	Secular Coalition of Canada (<i>nom français non demandé</i>)	Secular Coalition of Canada (<i>abréviation française non demandée</i>)
16 mai 2018	Parti Ontario	Parti Ontario
16 mai 2018	The National Populations Political Party For Human Rights and Freedoms Restoration Racial Equality and Social Justice Reinforcement (<i>nom français non demandé</i>)	Party for Human Rights/Freedoms/Equality & Justice (<i>abréviation française non demandée</i>)
14 juin 2018	Parité de Change	PdC

Nom du demandeur	Décision du directeur général des élections
Belousov Roman	« Nom : Acceptable Abréviation : Acceptable »
Muzychka Anton	« Nom : Acceptable Abréviation : Acceptable »
Matthews Derrick Lionel	« Nom : Acceptable Abréviation : Acceptable »
Shaw Ronald	« Nom : Inacceptable Abréviation : Inacceptable »
Miller Jamie	« Nom : Acceptable Abréviation : Acceptable »
Chartrand Christopher	« Nom : Acceptable Abréviation : Inacceptable »
Asager Shahid	« Nom : Inacceptable Abréviation : Inacceptable »
Miller Symon	« Nom : Inacceptable Abréviation : Inacceptable »
Asager Shahid	« Nom : Acceptable Abréviation : Acceptable »
Charbonneau Joël	« Nom : Acceptable Abréviation : Acceptable »
Miller Symon	« Nom : Acceptable Abréviation : Acceptable »
Landry Gerald	« Nom : Acceptable Abréviation : Acceptable »

Date de la décision du directeur général des élections	Nom demandé	Abréviation demandée
14 juin 2018	United Conservative Party of Ontario (<i>nom français non demandé</i>)	UPC (<i>abréviation française non demandée</i>)
14 juin 2018	The Ontario Tory Party (<i>nom français non demandé</i>)	TORY (<i>abréviation française non demandée</i>)
14 juin 2018	Parti Conservateur de l'Ontario	PCO
27 juin 2018	Parlementaire Liberté Parti	PL-p
27 juin 2018	The Confederation Party of Ontario (<i>nom français non demandé</i>)	Confederation (<i>abréviation française non demandée</i>)
9 août 2018	Parti de Gardienne de l'Ontario	Parti de Gardienne de l'Ontario
9 août 2018	The Toronto Party (<i>nom français non demandé</i>)	TTP (<i>abréviation française non demandée</i>)
9 octobre 2018	Islamique Parti de Ontario	Islamique Ontario
25 octobre 2018	Parti de la réforme unifiée Ontario	pruo
7 décembre 2018	Parti réformiste de l'Ontario Liberty	P.R.O.L.
14 février 2019	National Democratic Party of Ontario (<i>nom français non demandé</i>)	National Democratic (<i>abréviation française non demandée</i>)
8 mars 2019	Ontario Democratic Reform Party (<i>nom français non demandé</i>)	ODRP (<i>abréviation française non demandée</i>)
8 mars 2019	People-United (<i>nom français non demandé</i>)	People-United (<i>abréviation française non demandée</i>)

Nom du demandeur	Décision du directeur général des élections
Herrington Lonnie	« Nom : Inacceptable Abréviation : Inacceptable »
Pullano Anthony	« Nom : Inacceptable Abréviation : Inacceptable »
Calder Sean	« Nom : Inacceptable Abréviation : Inacceptable »
McMenemy Robert	« Nom : Acceptable Abréviation : Acceptable »
Pullano Anthony	« Nom : Inacceptable Abréviation : Inacceptable »
Thal Michael	« Nom : Acceptable Abréviation : Acceptable »
Hamm Peter	« Nom : Inacceptable Abréviation : Inacceptable »
Anwar Jawed	« Nom : Acceptable Abréviation : Acceptable »
Poizner Lionel	« Nom : Acceptable Abréviation : Acceptable »
Pickett Richard	« Nom : Acceptable Abréviation : Acceptable »
Enns Jacob	« Nom : Inacceptable Abréviation : Inacceptable »
Enns Jacob	« Nom : Inacceptable Abréviation : Inacceptable »
Joubarne Grace	« Nom : Acceptable Abréviation : Acceptable »

Annexe F : Modifications concernant les associations de circonscription inscrites, par parti politique, durant l'exercice 2018-2019

Nom du parti	Nombre d'associations de circonscription inscrites	
	au 1 ^{er} avril 2018	au 31 mars 2019
Parti Économique Canadien	0	0
Le Parti du choix des Canadiens et Canadiennes	11	0
Parti communiste du Canada (Ontario)	1	1
Parti de la Liberté - Ontario	12	12
Go Vegan	0	0
Parti Vert de l'Ontario	120	121
Parti Multiculturel de l'Ontario	0	0
Nouveau parti démocratique de l'Ontario	123	123
Aucune de ces Réponses Démocratie Directe Parti	124	124
Nord de l'Ontario Parti	8	9
Alliance de l'Ontario	14	1
Parti libéral de l'Ontario	124	123
Parti libertarien de l'Ontario	3	3
Ontario Moderate Party	0	0
Parti Ontario	0	0
Ontario Provincial Confederation of Regions Party	2	3
Parti pour les gens qui ont des besoins spéciaux	3	3
Parti Pauvre de l'Ontario	3	2
Parti progressiste-conservateur de l'Ontario	124	123
Arrêtons le Changement Climatique	0	0
Stop the New Sex-Ed Agenda	4	4
Le Parti Politique du Peuple	3	3
Parti Trillium de l'Ontario	11	11
TOTAL	690	666

Annexe G : États financiers des partis politiques inscrits pour la période de campagne de l'élection générale de 2018

	Parti Économique Canadien	Le Parti du choix des Canadiens et Canadiennes	Parti communiste du Canada (Ontario)	Consensus Ontario	Cultural Action Party of Ontario	Parti de la Liberté - Ontario	Go Vegan	Parti Vert de l'Ontario	Parti Multiculturel de l'Ontario	Nouveau parti démocratique de l'Ontario	Aucune de ces Réponses Démocratique Directe Parti	Nord de l'Ontario Parti
État des recettes et des dépenses	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Recettes												
Contributions nettes			13 428	474		7 696		278 324		1 168 956	6 509	800
Transferts				27				9 939		152 791	1 200	
Autres recettes				0				5 275		83 055		45
Total des recettes			13 428	501		7 696		293 538		1 404 802	7 709	845
Dépenses												
Transferts			789					71 877		320 346	2 462	
Dépenses assujetties au plafond			9 602			5 896		291 264		6 146 711	24 928	847
Autres dépenses			928	498		7 951		29 459		917 718	66	
Total des dépenses			11 320	498		13 847		392 600		7 384 775	27 456	847
Excédent des recettes sur les dépenses			2 108	3		(6 151)		(99 062)		(5 979 973)	(19 747)	(2)
Subvention du directeur général des élections								9 333		508 432		
Excédent (déficit) de la période de campagne électorale			2 108	3		(6 151)		(89 729)		(5 471 541)	(19 747)	(2)
Plafond des dépenses liées à la campagne électorale	127 522	378 049	880 840	674 733	205 911	988 889	144 638	8 299 313	129 807	8 299 313	2 935 624	385 633
Provenance des contributions												
Particuliers			13 428	474		7 696		278 324		1 168 956	6 509	825
Total			13 428	474		7 696		278 324		1 168 956	6 509	825
Contribution moyenne												
Particuliers			156	237		171		96		122	171	206

Alliance de l'Ontario	Parti libéral de l'Ontario	Parti libertarien de l'Ontario	Ontario Moderate Party	Parti Ontario	Ontario Provincial Confederation of Regions Party	Partie de la réforme Social de l'Ontario	Parti pour les gens qui ont des besoins spéciaux	Partie de la Vérité Objective	Parti Pauvre de l'Ontario	Parti progressiste-conservateur de l'Ontario	Arrêtons le Changement Climatique	Stop the New Sex-Ed Agenda	The New People's Choice Party of Ontario	Le Parti Politique du Peuple	Parti Trillium de l'Ontario
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
4 988		12 168		50						2 570 462	1 970	26 059		6 227	3 720
	53 744									580 546					
725	27 100	30	3 164												180
5 713	80 844	12 198	3 164	50						3 151 008	1 970	26 059		6 227	3 900
9 192	57 100	4 041			727					1 122 140					
9 062	6 416 119	18 007	3 164	10	8					5 817 127	277	74 950		6 849	486
608	885 430	945			0					1 573 348	1 051	1 238		10	
18 861	7 358 649	22 993	3 164	10	734					8 512 615	1 328	76 188		6 859	486
(13 148)	(7 277 805)	(10 794)		40	(734)					(5 361 606)	642	(50 129)		(632)	3 414
	303 874									508 201					
(13 148)	(6 973 931)	(10 794)		40	(734)					(4 853 405)	642	(50 129)		(632)	3 414
200 831	8 299 313	7 895 445	1 135 689	380 599	80 178	130 202	323 610	146 305	153 254	8 299 313	155 985	214 187	205 925	386 257	1 651 721
4 988		12 168		27 750						2 570 462	1 970	26 059		6 227	3 720
4 988		12 168		27 750						2 570 462	1 970	26 059		6 227	3 720
998		91		1 110						106	394	136		692	372

Annexe H : États financiers des candidats et des associations de circonscription pour la période de campagne de l'élection générale de 2018

Circonscription électorale	Nom du candidat ou de la candidate	Parti	Recettes incluant les transferts	Recettes hors transferts
001 Ajax	Brackley Kevin	IND		
	Dickson Louis	LIB	41 418	14 179
	Haynes Marsha	LTN		
	Hughes Monique	NDP	10 238	4 485
	Leahy Stephen	GPO		
	Lopez Frank	NAP		
	Phillips Rodney	PCP	240 466	187 180
	AUCUN CANDIDAT	CCP		
002 Algoma—Manitoulin	Fox Charles	LIB	39 441	20 089
	Lee Thomas	NRT	1 021	1 021
	Mallon-Ferguson Kalena	LTN		
	Mantha Michael	NDP	124 567	40 746
	Tilson Justin	GPO	1 128	502
	Turner Byron	PCP	36 346	4 256
	AUCUN CANDIDAT	NAP		
	003 Aurora—Oak Ridges—Richmond Hill	Alam Abu	SRP	2 563
Barsky Margarita		MOD		
Butylkin Janusz		FRE		
Desilva Santiago		NAP		
Duncan Stephanie		GPO		
Korovitsyn Sergei		LTN	793	
Parsa Michael		PCP	95 196	36 481
Sale Katrina		NDP	3 695	1 945
Yaqubian Naheed		LIB	85 313	28 917
AUCUN CANDIDAT		OAL		
004 Barrie—Innisfil		Dorion Brett	LTN	
	Hoggarth Elizabeth	LIB	32 839	17 839
	Khanjin Andrea	PCP	110 473	62 104
	North Bonnie	GPO	1 885	1 735
	Reinio Pekka	NDP	19 069	6 362
	Ryzhykh Alexander	MOD		
	Surkova Anastasia	TRI		
	Tucker Jake	CCP		
	AUCUN CANDIDAT	NAP		

Dépenses incluant les transferts	Dépenses hors transferts	Dépenses assujetties au plafond	Plafond des dépenses	Subvention versée au candidat ou à la candidate	Subvention versée à l'auditeur ou à l'auditrice
			117 268		339
143 545	116 306	76 577	117 268	15 315	2 166
			117 268		1 354
15 704	9 678	6 924	117 268	1 385	2 166
178	79		117 268		2 166
			117 268		2 091
222 432	172 953	90 905	117 268	18 181	2 166
			117 268		
47 366	28 014	24 349	81 685	14 348	2 166
1 792	1 792		81 685		1 441
			81 685		1 354
169 225	78 862	49 754	81 685	19 429	2 166
920	294	3	81 685	1	2 166
66 187	34 097	28 141	81 685	15 106	2 166
			81 685		
2 563	2 563		106 573		1 354
			106 573		1 354
			106 573		277
			106 573		2 091
197	81		106 573		2 166
793	793		106 573		1 354
151 777	113 291	83 983	106 573	16 797	2 166
2 535	2 448	1 751	106 573	350	2 166
120 804	68 608	61 475	106 573	12 295	2 166
			106 573		
			107 324		2 166
62 967	47 967	41 868	107 324	8 374	2 166
136 899	89 916	72 830	107 324	14 566	2 166
2 282	2 282	2 236	107 324	447	2 166
32 250	19 628	15 653	107 324	3 131	2 205
			107 324		1 354
			107 324		1 354
			107 324		
			107 324		

Circonscription électorale	Nom du candidat ou de la candidate	Parti	Recettes incluant les transferts	Recettes hors transferts
005 Barrie—Springwater—Oro-Medonte	Aylwin Keenan	GPO	22 052	3 635
	Downey Douglas	PCP	99 425	47 137
	Faerber Ramharrack	IND	881	881
	Janssen Daniel	NDP	24 768	11 919
	Kerk Jeffrey	LIB	42 402	23 836
	Mitchell Mark	LTN		
	Roskam Darren	NAP		
006 Baie de Quinte	Belanger Joanne	NDP	33 946	18 958
	Bordonaro Paul	IND	4 557	4 557
	Davidson Cindy	LTN	654	538
	Daye Mark	GPO		
	Engelsman James	TRI		
	Quaiff Robert	LIB	47 852	13 876
	Smith Todd	PCP	126 555	50 788
	AUCUN CANDIDAT	NAP		
007 Beaches—East York	Armstrong Thomas	LTN		
	Balodis Andrew	IND		
	Berns-McGown Rima	NDP	130 033	67 458
	Brazau Eric	CAP		
	Chipman Tony	PEO		
	Mallo Sarah	PCP	41 111	34 282
	Mundrugo-Itudria Regina	PSN		
	Potts Arthur	LIB	117 780	37 606
	Ring Joseph	NAP		
	Scott Debra	GPO	15 620	11 011
	Yazdanfar Bahman	CCP		
008 Brampton-Centre	Hosie Andrew	LTN		
	Hussain Safdar	LIB	45 165	27 946
	Jaswal Harjit	PCP	109 806	72 296
	Oprel William	TRI	983	983
	Pakzad Mehdi	NAP		
	Singh Binder	NDP	75 947	34 283
	Zarrabi Yan Laila	GPO	100	100
009 Brampton-Est	Cerasoli Daniele	LTN		
	Dhothar Gurdeep	TRI		
	Fronte Raquel	GPO		
	Sandhu Simmer	PCP	17 652	
	Singh Gurratan	NDP	146 026	93 406
	Singh Parminder	LIB	24 928	23 428
	Verma Sudeepkumar	PCP	80 754	6 695
	AUCUN CANDIDAT	NAP		

Dépenses incluant les transferts	Dépenses hors transferts	Dépenses assujetties au plafond	Plafond des dépenses	Subvention versée au candidat ou à la candidate	Subvention versée à l'auditeur ou à l'auditrice
34 247	15 905	14 086	105 236	2 817	2 166
133 802	81 514	46 729	105 236	9 346	2 166
881	881		105 236		1 130
34 482	20 884	14 982	105 236	2 996	2 166
67 751	44 087	40 259	105 236	8 052	2 166
			105 236		1 354
			105 236		2 091
47 065	32 629	26 479	117 421	5 296	2 166
4 557	4 557		117 421		1 300
654	654	249	117 421		1 354
231	81		117 421		2 166
			117 421		1 354
74 734	40 758	39 148	117 421	7 830	2 166
154 433	69 028	64 001	117 421	12 800	2 166
			117 421		
					1 354
					1 378
172 259	104 711	82 930	107 102	16 586	2 166
			107 102		
			107 102		1 354
46 005	39 176	33 830	107 102	6 766	2 205
			107 102		791
201 670	121 495	106 629	107 102	21 326	2 205
			107 102		2 091
19 795	15 187		107 102		2 166
					2 166
					1 354
61 524	44 805	34 124	87 662	6 825	2 166
109 437	67 742	55 936	87 662	11 187	2 166
983	983		87 662		2 166
			87 662		2 091
121 716	78 679	54 736	87 662	10 947	2 166
5	5		87 662		2 166
					1 354
			97 503		1 354
201	81		97 503		2 190
154 734	29 903	19 664	97 503		2 205
180 179	122 433	89 862	97 503	17 972	2 181
113 888	112 388	72 462	97 503	14 492	2 205
228 126	103 145	90 352	97 503	18 209	2 205
			97 503		

Circonscription électorale	Nom du candidat ou de la candidate	Parti	Recettes incluant les transferts	Recettes hors transferts
010 Brampton-Nord	Argue Gregory	LTN		
	Dhillon Ripudaman	PCP	62 360	15 911
	Malhi Harinder	LIB	78 807	26 196
	Thornham Pauline	GPO	1 250	1 250
	Yarde Kevin	NDP	36 189	11 098
	AUCUN CANDIDAT	NAP		
011 Brampton-Sud	Falt lindsay	GPO		
	Gill paramjit	NDP	52 067	26 140
	Grant john	TRI		
	Harlson ted	FRE		
	Sarkaria prabmeet	PCP	113 270	57 541
	Thethi sukhwant	LIB	136 133	31 703
	Watson brian	LTN		
	AUCUN CANDIDAT	NAP		
012 Brampton-Ouest	Dhillon Sukhjrit	LIB	73 404	53 374
	Guillemet-Ackerman Julie	GPO		
	Pangli Jagroop	NDP	62 673	30 907
	Sahota Surjit	COM	367	
	Sandhu Amarjot	PCP	76 853	11 177
	Shaw David	LTN		
	AUCUN CANDIDAT	NAP		
013 Brantford—Brant	Archer Nicholas	NAP	507	
	Bory Leslie	CCP		
	Bouma Willem	PCP	171 534	85 019
	Burns Ken	GPO	19 962	11 962
	Felsky Alexandra	NDP	98 361	46 580
	Ferguson Rob	LTN	23	
	Toor Ravinder	LIB	27 085	15 599
	Turmel John	PAU		
	Wrobel John-David	ONP		
014 Bruce—Grey—Owen Sound	Dobbyn Francesca	LIB	59 742	23 742
	Gventer Karen	NDP	25 530	10 253
	Kaikkonen Janice	CNS		
	Marshall Donald	GPO		
	Marshall Elizabeth	TRI	15 839	3 035
	Martin Enos	OAL	17 658	8 444
	Miller Jay	LTN		
	Walker William	PCP	76 913	50 723
	AUCUN CANDIDAT	CCP		
	AUCUN CANDIDAT	NAP		

Dépenses incluant les transferts	Dépenses hors transferts	Dépenses assujetties au plafond	Plafond des dépenses	Subvention versée au candidat ou à la candidate	Subvention versée à l'auditeur ou à l'auditrice
					1 354
114 806	76 706	71 040	100 892	14 208	2 166
145 905	93 294	83 649	100 892	16 730	2 166
1 138	1 028	839	100 892	168	2 166
40 511	28 636	21 325	100 892	4 265	2 166
			100 892		
176	81				2 166
63 529	59 084	46 534	100 463	9 307	2 205
			100 463		1 354
			100 463		554
149 976	109 015	91 554	100 463	18 311	2 166
217 017	107 087	96 561	100 463	19 312	2 166
			100 463		1 354
			100 463		
61 381	46 351	39 659	104 255	7 932	2 166
262	81		104 255		2 166
100 058	70 499	53 392	104 255	10 678	2 205
367	367		104 255		1 354
141 795	78 671	70 897	104 255	14 179	2 166
			104 255		1 354
			104 255		
507	507	507	133 719		2 091
			133 719		1 354
213 172	124 691	115 029	133 719	22 987	2 166
25 679	17 679		133 719		2 166
123 082	80 821	59 781	133 719	11 956	2 205
23	23		133 719		1 354
40 684	29 197	19 764	133 719	3 953	2 166
			133 719		1 130
			133 719		
97 960	61 960	59 446	110 557	11 889	2 166
29 510	13 836	10 481	110 557	2 096	2 205
			110 557		
			110 557		2 181
20 082	7 260	5 749	110 557	1 150	2 166
17 658	17 658		110 557		2 166
			110 557		1 354
99 826	73 636	62 371	110 557	12 474	2 166
			110 557		
			110 557		

Circonscription électorale	Nom du candidat ou de la candidate	Parti	Recettes incluant les transferts	Recettes hors transferts
015 Burlington	Bentham Nadine	NAP		
	Drummond Andrew	NDP	45 609	30 026
	Fiorito Vincent	GPO	2 019	1 805
	Gilchrist James	LTN	93	70
	McKenna Jane	PCP	204 300	70 295
	McMahon Eleanor	LIB	110 606	52 404
	Rusin Peter	CNS		
016 Cambridge	Braniff Michele	GPO	1 050	1 050
	Dettweiler Allan	LTN		
	Karahalios Belinda	PCP	143 771	42 481
	Knight Marjorie	NDP	40 223	10 411
	McGarry Kathryn	LIB	100 993	28 884
	AUCUN CANDIDAT	NAP		
017 Carleton	Brisson Jean-Serge	LTN	23	
	Dickson Mark	NA	166	166
	Ghamari Golsa	PCP	108 737	43 545
	Harris Kevin	CAP		
	Kubanek Gordon	GPO		
	Nightingale Evan	NAP		
	Potter Courtney	NDP	4 532	3 432
	Qadri Theresa	LIB	42 846	16 638
	Tysick Jason	ONP		
	AUCUN CANDIDAT	CCP		
018 Chatham-Kent—Leamington	McGrail Jordan	NDP	39 210	12 846
	Nicholls Frederick	PCP	105 440	62 636
	Schleier Stahl Margaret	LIB	20 997	4 797
	Simpson Drew	IND	85	85
	Vercouteren Mark	GPO	200	200
	AUCUN CANDIDAT	NAP		
019 Davenport	Cauchi Franz	FRE		
	Kalevar Chaitanya	NA	1 463	1 463
	Martins Cristina	LIB	54 556	20 271
	Mckee David	COM	374	
	Sanchez Federico	PCP	28 912	15 467
	Snider Kirsten	GPO	8 069	3 030
	Stiles Marit	NDP	164 485	51 622
	Venuto Nunzio	LTN		
	Young Troy	PEO	2 200	2 200
	AUCUN CANDIDAT	NAP		

Dépenses incluant les transferts	Dépenses hors transferts	Dépenses assujetties au plafond	Plafond des dépenses	Subvention versée au candidat ou à la candidate	Subvention versée à l'auditeur ou à l'auditrice
			130 592		2 091
56 220	40 150	31 057	130 592	6 211	2 166
2 089	2 089	1 971	130 592	394	2 166
93	93	93	130 592	19	1 354
261 119	127 115	119 456	130 592	23 891	2 181
150 361	92 159	58 232	130 592	11 646	2 166
			130 592		277
97 960	61 960	59 446	110 557	11 889	2 166
29 510	13 836	10 481	110 557	2 096	2 205
			110 557		
			110 557		2 181
20 082	7 260	5 749	110 557	1 150	2 166
17 658	17 658		110 557		2 166
23	23		106 471		1 354
153	153	3	106 471	1	1 354
140 059	71 115	50 735	106 471	10 147	2 166
			106 471		
81	81		106 471		2 166
			106 471		2 091
3 007	2 899	2 216	106 471	443	2 166
73 226	48 795	43 620	106 471	8 724	2 166
			106 471		
			106 471		
56 913	34 118	25 131	107 639	5 026	2 205
118 597	75 793	65 340	107 639	13 068	2 166
35 375	35 375	19 223	107 639	3 845	2 145
85	85		107 639		1 354
91	91		107 639		2 166
			107 639		
			107 801		277
1 446	1 446		107 801		1 187
97 413	63 128	57 470	107 801	11 494	2 205
374	374	374	107 801	75	1 354
29 336	15 891	14 223	107 801	2 845	2 166
9 009	3 970		107 801		2 166
234 208	127 442	89 362	107 801	17 872	2 166
			107 801		1 354
2 200	2 200		107 801		1 354
			107 801		

Circonscription électorale	Nom du candidat ou de la candidate	Parti	Recettes incluant les transferts	Recettes hors transferts
020 Don Valley-Est	Ahmed Khalid	NDP	31 575	11 275
	Coteau Michael	LIB	126 177	50 257
	Minnan-Wong Denzil	PCP	122 914	45 127
	Robinson Justin	LTN		
	Simmons Wayne	FRE		
	Wong Yik-Chee	GPO	625	625
	AUCUN CANDIDAT	NAP		
021 Don Valley-Nord	Carroll Shelley	LIB	86 656	40 971
	Ke Wenbin	PCP	168 673	67 029
	Matthews Sarah	LTN		
	Sadikali Akil	NDP	14 422	7 022
	Verstraten Alexander	NAP		
	Yanishewski Janelle	GPO	2 025	2 025
022 Don Valley-Ouest	Bailey Morgan	GPO		
	Kieran Jon	PCP	121 285	40 314
	Kittredge John	LTN		
	Knight Patrick	CEP		
	Possian Amara	NDP	23 070	13 234
	Wynne Kathleen	LIB	225 612	185 824
	AUCUN CANDIDAT	NAP		
023 Dufferin—Caledon	Campbell Laura	GPO	3 586	2 795
	Gordanier Robert	LIB	66 063	19 944
	Harris Jeff	LTN	1 548	1 524
	Jones Sylvia	PCP	182 035	100 325
	McKendrick Stephen	CNS		
	Mullarkey Andrea	NDP	5 027	3 250
	Nowell Charles	TRI	2 044	2 044
	AUCUN CANDIDAT	NAP		
024 Durham	Anderson Granville	LIB	67 482	23 013
	Corbett Michelle	GPO		
	Park Lindsey	PCP	100 669	49 981
	Robinson Ryan	LTN		
	Usher Joel	NDP	62 173	15 717
	AUCUN CANDIDAT	NAP		
025 Eglinton—Lawrence	Colle Michael	LIB	98 789	33 343
	DeBoer Reuben	GPO	250	250
	Martin Robin	PCP	137 968	34 404
	Poizner Lionel	TRI		
	Staffieri Michael	LTN	533	278
	Vilde Robyn	NDP	15 160	3 993
	AUCUN CANDIDAT	NAP		
	AUCUN CANDIDAT	PSN		

Dépenses incluant les transferts	Dépenses hors transferts	Dépenses assujetties au plafond	Plafond des dépenses	Subvention versée au candidat ou à la candidate	Subvention versée à l'auditeur ou à l'auditrice
50 291	31 626	23 623	86 050	4 725	2 205
161 786	84 774	71 163	86 050	14 233	2 166
138 713	74 861	57 251	86 050	11 450	2 166
			86 050		1 354
			86 050		277
706	706		86 050		2 166
			86 050		
126 769	82 285	79 695	99 074	15 939	2 166
219 934	119 252	94 506	99 074	18 901	2 166
			99 074		1 354
21 993	13 991	11 371	99 074	2 274	2 205
			99 074		2 091
2 106	1 891	1 568	99 074	(1 568)	2 166
81	81		98 008		2 166
186 158	104 187	90 976	98 008	18 195	2 166
			98 008		1 354
			98 008		565
26 215	17 433	13 333	98 008	2 667	2 166
168 517	90 778	75 784	98 008	15 157	2 166
			98 008		
13 775	13 471	12 296	129 887	2 459	2 166
91 734	45 615	41 634	129 887	8 327	2 166
1 548	1 548	1 548	129 887	310	1 354
144 125	62 416	52 751	129 887	10 550	2 166
			129 887		
6 169	4 276	3 385	129 887	677	2 205
1 611	1 611		129 887		1 354
			129 887		
115 920	71 451	69 752	133 212	13 950	2 205
81	81		133 212		2 166
121 302	73 994	49 053	133 212	9 811	2 166
			133 212		1 354
89 338	56 669	44 945	133 212	8 989	2 166
			133 212		
165 383	99 507	83 231	108 163	16 646	2 166
31	31		108 163		2 166
201 643	104 483	88 890	108 163	17 778	2 166
			108 163		2 166
533	533	312	108 163	62	1 354
25 940	14 677	11 338	108 163	2 268	2 166
			108 163		
			108 163		

Circonscription électorale	Nom du candidat ou de la candidate	Parti	Recettes incluant les transferts	Recettes hors transferts
026 Elgin—Middlesex—London	Barrette Henri	POB		
	Forsythe Carlie	LIB	8 404	2 300
	Matthews Derrick	IND		
	Morgan Bronagh	GPO	1 675	1 275
	Plumb David	FRE	686	686
	Stratton Amanda	NDP	24 791	15 806
	Styve Richard	LTN		
	Yurek Jeffrey	PCP	165 552	72 526
	AUCUN CANDIDAT	NAP		
027 Essex	Festeryga Katherine	LIB	20 886	10 886
	Lewis Christopher	PCP	104 920	64 489
	Natyshak Taras	NDP	107 142	57 713
	Pancheshan Nancy	GPO	1 957	1 957
	AUCUN CANDIDAT	NAP		
028 Etobicoke-Centre	Baker Yvan	LIB	127 226	46 671
	Fromm Frederick	CCP		
	Kelly Erica	NDP	12 163	7 083
	Mummery Basil	LTN		
	Richards David	IND		
	Rizvi Shawn	GPO		
	Surma Kinga	PCP	173 731	70 132
	AUCUN CANDIDAT	NAP		
029 Etobicoke—Lakeshore	Caldwell Christopher	GPO	886	886
	Hogarth Christine	PCP	173 816	54 851
	Lytvyn Ian	MOD		
	Milczyn Peter	LIB	114 110	24 820
	Trotter Philip	NDP	43 629	24 813
	Wrzesniewski Mark	LTN		
	AUCUN CANDIDAT	NAP		
030 Etobicoke-Nord	Amin Mahamud	NDP	17 057	3 676
	Ford Douglas	PCP	323 061	216 730
	Ghuman Nancy	GPO	5 680	5 680
	Lefebvre Brianne	LTN		
	Qadri Shafiq	LIB	42 080	33 977
	AUCUN CANDIDAT	NAP		
031 Flamborough—Glanbrook	Errygers Janet	GPO	1 590	1 590
	Langton Glenn	LTN		
	McGlashan Melissa	NDP	6 990	5 090
	Miller Rudy	NAP		
	Partridge Judi	LIB	70 151	24 074
	Sarachman Roman	TRI	1 122	678
	Skelly Donna	PCP	86 201	35 004

Dépenses incluant les transferts	Dépenses hors transferts	Dépenses assujetties au plafond	Plafond des dépenses	Subvention versée au candidat ou à la candidate	Subvention versée à l'auditeur ou à l'auditrice
			116 527		1 354
25 068	18 965	13 426	116 527	2 846	2 166
			116 527		
1 756	1 524	311	116 527	62	2 166
686	686		116 527		672
37 123	33 466	26 887	116 527	5 377	2 205
			116 527		1 354
217 259	110 358	60 376	116 527	12 075	2 166
			116 527		
35 367	27 367	23 978	127 105	4 796	2 166
133 648	113 660	80 185	127 105	16 037	2 166
150 770	99 112	75 781	127 105	15 156	2 166
2 038	2 038	1 951	127 105	390	2 181
			127 105		
213 510	132 955	104 521	120 530	20 904	2 166
			120 530		1 354
18 548	12 860	9 854	120 530	1 971	2 166
			120 530		1 354
			120 530		1 354
81	81		120 530		2 166
233 180	140 624	110 281	120 530	22 056	2 166
			120 530		
638	561	313	132 088	63	2 166
231 349	122 376	111 086	132 088	22 217	2 166
			132 088		1 354
186 583	97 293	88 481	132 088	17 696	2 166
62 251	41 276	32 394	132 088	6 479	2 166
			132 088		1 354
			132 088		
29 675	15 994	11 295	94 354	2 259	2 190
146 230	71 111	42 975	94 354	8 595	2 166
5 849	5 659		94 354		2 166
			94 354		
49 022	40 919	39 285	94 354	7 857	2 166
			94 354		
1 512	1 512		111 835		2 166
			111 835		1 354
6 144	5 482	4 012	111 835	802	2 166
			111 835		2 091
108 305	62 228	37 881	111 835	8 876	2 166
1 122	1 122		111 835		2 166
95 777	62 684	54 248	111 835	10 850	2 153

Circonscription électorale	Nom du candidat ou de la candidate	Parti	Recettes incluant les transferts	Recettes hors transferts
032 Glengarry—Prescott—Russell	Charbonneau Joël	ONP	1 681	1 681
	Donnelly Darcy	LTN		
	Jean-Louis Bonnie	NDP	7 830	2 844
	Leroux Pierre	LIB	90 572	47 533
	Reid Daniel	GPO		
	Simard-Laroche Amanda	PCP	84 365	20 827
	AUCUN CANDIDAT	NAP		
	AUCUN CANDIDAT	OAL		
033 Guelph	Burnett Juanita	COM	367	
	Castaldi Silvana	LIB	80 621	30 677
	Ferraro Ray	PCP	34 359	31 484
	Mlynarz Agnieszka	NDP	68 085	27 514
	Mooney Thomas	ONP	2 296	2 296
	Riehl Michael	LTN		
	Schreiner Michael	GPO	165 772	64 582
	Taylor Paul	NAP		
034 Haldimand—Norfolk	Barrett Toby	PCP	56 079	25 168
	Du Sablon Danielle	NDP	11 129	4 570
	Faulkner Anne	GPO		
	Luczkiw Wasyl	MUL		
	Matten Detlef	LIB	32 300	8 813
	Preston Daniel	NAP	2 085	1 407
	Ritchie Carolyn	PAU		
	Ross Thecla	FRE		
	Rosser Christopher	LTN		
	AUCUN CANDIDAT	CCP		
035 Haliburton—Kawartha Lakes—Brock	Balfour Gene	LTN	23	
	Cramp-Waldinsperger Brooklynne	LIB	23 215	3 515
	MacMillan Charles	CNS	1 360	1 360
	Miller Zachary	NDP	31 192	15 617
	Rhyno Thomas	NAP		
	Scott Laurie	PCP	123 798	59 779
	Therien Lynn	GPO		
036 Hamilton-Centre	Anastasiou Maria	IND	1 430	1 430
	Campbell Mary	COM	367	
	Duncan Dionne	PCP	23 017	8 803
	Horwath Andrea	NDP	145 657	83 293
	Lemma Carmine	NAP	424	
	Lopez Oscar	GPO	3 904	676
	Pike Deirdre	LIB	51 231	26 894
	Young Robert	LTN		

Dépenses incluant les transferts	Dépenses hors transferts	Dépenses assujetties au plafond	Plafond des dépenses	Subvention versée au candidat ou à la candidate	Subvention versée à l'auditeur ou à l'auditrice
1 681	1 681		115 746		1 356
			115 746		1 354
9 200	5 788	3 687	115 746	737	2 166
82 940	39 901	38 100	115 746	7 620	2 166
4	4		115 746		2 166
120 345	80 433	67 802	115 746	13 560	2 166
			115 746		
			115 746		
367	367		138 425		1 354
133 593	84 850	77 664	138 425	14 953	2 166
45 108	42 483	40 642	138 425	8 128	2 150
87 981	61 115	43 803	138 425	8 761	2 190
2 296	2 296		138 425		848
			138 425		1 354
161 315	127 789	123 169	138 425	24 634	2 166
					2 091
95 440	57 230	49 706	112 245	9 941	2 166
17 344	10 333	6 749	112 245	1 350	2 181
81	81		112 245		1 914
			112 245		565
58 375	34 888	34 172	112 245	6 834	2 166
2 085	2 085	2 085	112 245	417	2 091
			112 245		565
			112 245		554
			112 245		1 354
			112 245		
23	23	23	125 882	5	1 354
45 236	26 736	18 598	125 882	3 720	2 166
1 415	1 415		125 882		1 354
35 731	20 026	15 541	125 882	3 108	2 190
			125 882		2 091
180 640	106 932	78 910	125 882	15 782	2 166
87	87		125 882		2 166
1 430	1 430		98 374		678
367	367		98 374		1 354
47 890	33 676	29 467	98 374	5 893	2 181
155 534	86 242	68 310	98 374	13 662	2 166
424	424		98 374		2 091
7 737	4 508	4 187	98 374	841	2 166
76 232	51 895	48 278	98 374	9 656	2 166
			98 374		1 354

Circonscription électorale	Nom du candidat ou de la candidate	Parti	Recettes incluant les transferts	Recettes hors transferts
037 Hamilton-Est—Stoney Creek	Chenoweth Linda	NAP	854	
	DeRoo Allan	LTN		
	Grewal Akash	PCP	54 611	25 874
	Miller Paul	NDP	111 843	29 505
	Monroy Lucina	NPC		
	Munroe Brian	GPO		
	Stebbing Jennifer	LIB	21 087	3 050
038 Hamilton Mountain	Maves Kristofer	LTN		
	Miller Scott	NAP		
	Pauls Esther	PCP	42 219	22 006
	Starr Damin	LIB	42 066	300
	Taylor Monique	NDP	116 898	42 175
	Urquhart David	GPO	500	500
039 Hamilton-Ouest—Ancaster—Dundas	Davies Stephanie	NAP	112	112
	Dushko Nicholas	LTN		
	Enos James	IND		
	Levitt Benjamin	PCP	162 374	80 179
	McMeekin William	LIB	116 522	33 388
	Ormond Peter	GPO	7 676	7 676
	Shaw Sandra	NDP	89 105	41 546
	AUCUN CANDIDAT	FRE		
	AUCUN CANDIDAT	SNS		
040 Hastings—Lennox and Addington	Herrington Lonnie	TRI	1 554	1 554
	Kramp Daryl	PCP	81 892	30 260
	Rigby Timothy	LIB	21 988	2 864
	Scholfield Gregory	LTN		
	Smelle Nathan	NDP	29 607	15 536
	Watson Sari	GPO	2 117	2 117
	AUCUN CANDIDAT	NAP		
041 Humber River—Black Creek	Aitchison Scott	CNS		
	Bennett Kirsten	GPO		
	Guerrero Lucia	TRI		
	Musarat Cyma	PCP	48 853	18 893
	Ochoa Jennifer	LTN		
	Rakocevic Tom	NDP	120 014	53 561
	Sgro Deanna	LIB	94 619	15 732
	AUCUN CANDIDAT	CCP		
	AUCUN CANDIDAT	NAP		
AUCUN CANDIDAT	PEO			

Dépenses incluant les transferts	Dépenses hors transferts	Dépenses assujetties au plafond	Plafond des dépenses	Subvention versée au candidat ou à la candidate	Subvention versée à l'auditeur ou à l'auditrice
854	854		109 314		2 091
			109 314		1 354
91 315	78 381	71 218	109 314	14 244	2 153
156 163	73 478	52 124	109 314	10 425	2 166
			109 314		1 378
81	81		109 314		2 166
34 174	20 637	20 010	109 314	4 002	2 181
			104 751		1 354
			104 751		2 091
67 923	47 710	40 654	104 751	8 131	2 166
60 393	25 628	21 048	104 751	4 210	2 166
151 446	75 537	58 847	104 751	11 769	2 166
1 469	1 469	1 412	104 751	282	2 166
112	112	112	116 718	22	2 091
			116 717		1 354
			116 717		751
179 711	131 231	115 186	116 717	23 037	2 205
185 030	101 896	75 230	116 717	15 046	2 166
7 483	7 483	7 401	116 717	1 480	2 166
125 069	85 037	66 431	116 717	13 286	2 166
			116 717		
			116 717		
1 745	1 745	1 554	98 940	311	2 166
133 090	81 457	56 085	98 940	11 217	2 166
59 951	40 826	37 081	98 940	7 416	2 205
			98 940		1 354
43 096	28 129	21 566	98 940	4 313	2 166
1 801	1 801		98 940		2 166
			98 940		
			86 176		1 130
			86 176		1 354
			86 176		
84 401	54 441	47 422	86 176	9 484	2 205
			86 176		1 354
168 830	100 915	69 336	86 176	13 867	2 166
217 771	132 084	83 049	86 176	16 610	2 166
			86 176		
			86 176		
			86 176		

Circonscription électorale	Nom du candidat ou de la candidate	Parti	Recettes incluant les transferts	Recettes hors transferts
042 Huron—Bruce	Huenemoerder Gerrie	OAL		
	Johnstone Alexandria	NDP	65 057	45 504
	Matheson Donald	LIB	43 179	10 243
	Stephens Ronald	LTN		
	Thompson Lisa	PCP	93 818	42 501
	Wendler Nicholas	GPO		
	AUCUN CANDIDAT	NAP		
043 Kanata—Carleton	d'Entremont Peter	LTN	669	405
	Fullerton Merrilee	PCP	109 636	24 497
	Hansen John	NDP	30 011	15 211
	LeBrun Robert	NAP		
	MacLaren Jack	TRI	30 776	17 275
	Maghnam Stephanie	LIB	66 723	42 534
	West Andrew	GPO	9 278	1 060
	AUCUN CANDIDAT	CCP		
044 Kenora—Rainy River	Archer Glen	NDP	43 414	15 881
	Kejick Karen	LIB	39 377	16 677
	McKillop Ember	GPO	74	74
	Rickford David	PCP	81 102	37 217
	AUCUN CANDIDAT	NAP		
	AUCUN CANDIDAT	NRT		
045 King—Vaughan	Babitch Tatiana	MOD		
	Beal Andrea	NDP	8 423	4 774
	Evtukh Roman	TRI	6 459	500
	Iafrate Marilyn	LIB	92 938	28 104
	Lecce Stephen	PCP	268 935	72 568
	Locke Gregory	GPO	8 275	8 275
	Simkin Yan	LTN	1 015	200
	AUCUN CANDIDAT	NAP		
046 Kingston et les Îles	Arthur Ian	NDP	92 384	50 938
	Bennett Gary	PCP	137 462	71 010
	Cunningham Heather	LTN		
	Imbeault Andre	TRI	1 282	977
	Kiley Robert	GPO	35 037	20 559
	Kiwala Sophie	LIB	132 133	51 484
	AUCUN CANDIDAT	NAP		
	AUCUN CANDIDAT	NAP		
047 Kitchener-Centre	Carr Christopher	NAP		
	Danckert Stacey	GPO	5 470	2 559
	Erb Jason	LTN		
	Henein Thorn Mary	PCP	97 906	10 275
	Lindo Laura Mae	NDP	74 182	26 837
	Suter Martin	COM	367	
	Vernile Daiene	LIB	61 860	31 797

Dépenses incluant les transferts	Dépenses hors transferts	Dépenses assujetties au plafond	Plafond des dépenses	Subvention versée au candidat ou à la candidate	Subvention versée à l'auditeur ou à l'auditrice
			109 404		1 354
81 690	60 028	43 787	109 404	8 757	2 166
97 902	64 966	55 226	109 404	11 045	1 895
			109 404		
124 349	74 582	57 712	109 404	11 542	1 895
81	81		109 404		2 166
			109 404		
669	669		112 384		1 354
184 614	99 475	92 671	112 384	18 534	2 166
31 938	15 910	12 398	112 384	2 480	2 190
			112 384		2 091
35 197	30 298	28 855	112 384	5 771	2 166
68 634	44 445	36 737	112 384	7 347	2 205
18 448	11 123	11 026	112 384	2 205	2 166
			112 384		
88 835	54 480	32 969	58 153	16 072	2 205
47 355	25 855	23 154	58 153	14 109	2 166
155	155		58 153		2 190
124 270	67 653	52 133	58 153	19 905	2 181
			58 153		
			58 153		
			121 554		1 354
6 030	3 299	2 447	121 554	489	2 181
11 944	5 985		121 554		2 166
154 274	89 440	79 730	121 554	15 946	2 166
344 599	156 659	117 512	121 554	23 502	2 205
9 143	9 143	8 391	121 554	1 678	2 166
1 015	1 015		121 554		1 354
			121 554		
158 739	120 088	84 593	127 426	16 919	2 166
154 692	104 847	93 669	127 426	18 734	2 166
			127 426		1 354
1 282	1 282		127 426		1 354
48 007	35 467	33 122	127 426	6 624	2 205
194 143	113 494	76 413	127 426	15 283	2 166
			127 426		
					2 091
8 332	7 581	7 343	107 179	1 469	2 166
			107 179		1 354
127 505	87 852	61 944	107 179	12 389	2 162
110 883	73 774	56 274	107 179	11 255	2 166
367	367		107 179		1 354
84 181	54 118	51 197	107 179	10 239	2 166

Circonscription électorale	Nom du candidat ou de la candidate	Parti	Recettes incluant les transferts	Recettes hors transferts
048 Kitchener—Conestoga	Benoy Daniel	LTN		
	Dick Kelly	NDP	24 734	4 396
	Gowing Joseph	LIB	20 345	2 810
	Harris Michael	PCP	251 034	180 101
	Holt Dan	CNS		
	Jonkman Wubbo	GPO	928	618
	AUCUN CANDIDAT	NAP		
049 Kitchener-Sud—Hespeler	Fee Amy	PCP	112 471	24 338
	Lajeunesse Nathan	LTN		
	Shenoy Surekha	LIB	77 245	26 330
	Sookram Narine	IND	5 000	5 000
	Vanderpool Fitzroy	NDP	16 961	4 871
	Weber David	GPO	3 333	3 333
	AUCUN CANDIDAT	NAP		
050 Lambton—Kent—Middlesex	Case William	NDP	46 040	18 357
	Everaert Brian	TRI	2 517	2 517
	Greulich Brad	LTN		
	Li Anthony	GPO	50	50
	McNaughton Monte	PCP	86 876	51 380
	Radan Michael	LIB	14 511	5 848
	AUCUN CANDIDAT	NAP		
051 Lanark—Frontenac—Kingston	Gebhardt Steve	LTN		
	Hart Ramsey	NDP	74 062	21 832
	Hillier Randy	PCP	106 402	40 402
	McEwen John	IND	732	732
	Payne Anita	GPO	10 785	330
	Pulker Amanda	LIB	46 328	14 075
	AUCUN CANDIDAT	NAP		
052 Leeds—Grenville—Thousand Islands et Rideau Lakes	Buckley Charles	LTN		
	Clark Stephen	PCP	104 010	77 210
	Henderson David	LIB	37 255	22 315
	Morley Derek	GPO	1 589	1 589
	Taylor Michelle	NDP	5 611	5 128
	AUCUN CANDIDAT	NAP		
053 London—Fanshawe	Armstrong Teresa	NDP	77 006	30 536
	Campbell Stephen	NAP		
	Carriere Lisa	GPO	1 174	640
	Hadisi Lawvin	LIB	79 451	19 352
	Small William	FRE		
	Szymczyszyn Henryk	LTN	37	
	Weniger Eric	PCP	80 189	32 349

Dépenses incluant les transferts	Dépenses hors transferts	Dépenses assujetties au plafond	Plafond des dépenses	Subvention versée au candidat ou à la candidate	Subvention versée à l'auditeur ou à l'auditrice
			95 024		1 354
45 152	28 437	22 670	95 024	4 534	2 190
47 710	30 487	20 884	95 024	4 177	2 166
239 214	130 516	91 109	95 024	18 222	2 205
			95 024		277
3 053	2 743	2 124	95 024	425	2 166
			95 024		
146 407	83 613	72 165	100 485	14 433	2 166
			100 485		1 354
130 280	80 565	68 943	100 485	13 694	2 166
5 717	5 717		100 485		1 378
25 785	14 358	9 988	100 485	1 998	2 205
3 233	3 233	3 020	100 485	604	2 166
			100 485		
64 101	40 730	30 081	109 191	6 016	2 166
2 517	2 517		109 191		1 354
			109 191		1 354
297	297	11	109 191	2	2 166
203 994	140 794	90 151	109 191	18 030	2 166
16 160	7 987	7 173	109 191	1 435	2 166
			109 191		
			106 503		1 354
109 268	55 976	35 454	106 503	7 091	2 205
136 753	68 442	50 370	106 503	10 074	2 158
732	732		106 503		961
14 867	3 945	3 646	106 503		2 166
75 370	43 117	39 504	106 503	7 901	2 166
			106 503		
			107 264		
98 486	71 686	59 242	107 264	11 848	2 158
51 880	36 940	31 815	107 264	6 363	2 205
1 555	1 555		107 264		2 190
7 629	7 380	5 166	107 264	1 033	1 354
			107 264		
112 722	65 404	52 293	120 156	10 459	2 166
			120 156		2 091
1 217	399	141	120 156	28	2 166
119 155	65 255	52 261	120 156	10 452	2 166
			120 156		554
37	37	37	120 156	7	1 354
113 396	69 460	49 431	120 156	9 886	2 166

Circonscription électorale	Nom du candidat ou de la candidate	Parti	Recettes incluant les transferts	Recettes hors transferts
054 London-Centre-Nord	Dyck Carol	GPO	2 301	1 869
	Graham Kathryn	LIB	144 168	79 825
	Kernaghan Terence	NDP	119 870	59 425
	McKay Calvin	LTN		
	McKeever Paul	FRE		
	Sorrenti Clara	COM	527	
	Truppe Susan	PCP	169 972	56 376
	AUCUN CANDIDAT	NAP		
	AUCUN CANDIDAT	PAU		
055 London-Ouest	Boudreau Jacques	LTN		
	Harness Bradley	CNS	5 819	5 819
	Hughes Jonathan	LIB	25 980	4 688
	Lawton Andrew	PCP	146 549	52 884
	Lewis Michael	COM	367	
	Pringle Tracey	FRE	1 068	1 068
	Reid Pamela	GPO	582	140
	Sattler Peggy	NDP	152 243	59 261
	AUCUN CANDIDAT	NAP		
056 Markham—Stouffville	Balfour Paul	LTN		
	Calandra Paul	PCP	100 339	48 675
	Dubois Yuri	MOD		
	Etcheverry Jose	GPO	11 496	10 482
	Jaczek Krystina	LIB	72 856	33 505
	Kwok Kingsley	NDP	7 358	4 058
	AUCUN CANDIDAT	NAP		
	AUCUN CANDIDAT	SNS		
057 Markham—Thornhill	Bergmann Caryn	GPO	2 347	1 747
	Hackelberg Cindy	NDP	5 980	944
	Kanapathi Logan	PCP	100 854	43 805
	Kathirgamanathan Juanita	LIB	69 001	46 472
	Kuah Jeff	IND	19	19
	Nadler David	LTN		
	AUCUN CANDIDAT	NAP		
058 Markham—Unionville	Afonina Anastasia	MOD		
	Collucci Amanda	LIB	95 922	50 833
	David Sylvie	NDP	2 686	1 621
	Moolman Deborah	GPO	915	
	Pang Kam	PCP	123 293	81 022
	Small Allen	LTN		
	AUCUN CANDIDAT	NAP		

Dépenses incluant les transferts	Dépenses hors transferts	Dépenses assujetties au plafond	Plafond des dépenses	Subvention versée au candidat ou à la candidate	Subvention versée à l'auditeur ou à l'auditrice
5 031	3 354				2 166
185 227	122 084	92 547	129 334	18 509	2 166
150 030	90 054	69 192	129 334	13 838	2 166
			129 344		1 354
8	8		129 334		729
527	527		129 344		1 354
212 441	122 972	94 312	129 334	18 862	2 166
			129 334		
			129 334		
			128 374		1 354
6 277	6 272		128 374		1 354
44 465	24 613	18 046	128 374	3 609	2 166
193 660	119 929	90 811	128 374	18 162	2 166
367	367		128 374		1 354
756	756		128 374		1 075
662	655		128 374		2 166
211 081	114 134	91 512	128 374	18 302	2 166
			128 374		
			120 175		1 354
135 324	94 763	80 538	120 175	16 107	2 166
			120 175		1 354
11 266	10 252	6 356	120 175		2 166
123 211	83 860	76 524	120 175	15 078	2 166
8 246	4 813	3 790	120 175	758	2 205
			120 175		
			120 175		
2 426	2 165	1 964	94 358	393	2 166
7 041	6 651	5 192	94 358	1 038	2 166
163 244	109 141	82 074	94 358	16 415	2 166
91 627	70 298	63 177	94 358	12 635	2 205
19	19		94 358		678
			94 358		1 354
			94 358		
			112 672		1 354
141 077	97 187	86 064	112 672	17 213	2 166
6 878	6 813	5 574	112 672	1 115	2 166
609	9		112 672		2 166
131 165	89 554	67 459	112 672	13 492	2 166
			112 672		1 354
			112 672		

Circonscription électorale	Nom du candidat ou de la candidate	Parti	Recettes incluant les transferts	Recettes hors transferts
059 Milton	Ahmed Enam	SRP		
	Cunningham Benjamin	LTN		
	Gill Paramjit	PCP	89 766	20 660
	Hayward Eleanor	GPO	3 110	2 987
	Naidoo-Harris Indira	LIB	56 982	28 871
	Smyth Brendan	NDP	13 054	11 653
	AUCUN CANDIDAT	NAP		
060 Mississauga-Centre	Chornopyskyy Viktor	MOD		
	Daid Bobbie	LIB	94 236	62 827
	Giga Farouk	LTN		
	Gould Noah	GPO		
	Kaminker Laura	NDP	7 658	3 854
	Kusendova Natalia	PCP	83 020	27 761
	Pacis Alex	SNS		
AUCUN CANDIDAT	NAP			
061 Mississauga-Est—Cooksville	Damerla Dipika	LIB	135 703	32 886
	Donaldson Mark	LTN		
	Krzyzanowski Basia	GPO		
	Little Leonard	NAP		
	Pomomarenko Mykola	MOD		
	Rasheed Kaleed	PCP	111 013	53 774
	Takacs Thomas	NDP	8 940	2 640
062 Mississauga—Erin Mills	El-Sabawy Sheref	PCP	109 711	42 815
	Hassan Farina	NDP	3 570	570
	Liem Pieter	LTN	959	936
	Mian Imran	LIB	72 368	55 797
	Nowacki Grzegorz	NAP	322	322
	Skura Benjamin	FRE		
	Yuill Margery	GPO	6	6
AUCUN CANDIDAT	NAP			
063 Mississauga—Lakeshore	Cuzzetto Rudolph	PCP	129 379	22 374
	Jones Lloyd	GPO		
	Robinson Kenneth	NAP		
	Rosolak Boris	NDP	12 536	8 442
	Sousa Charles	LIB	241 433	196 433
	Trigiani Felicia	VEP		
	Ward Jay	LTN		

Dépenses incluant les transferts	Dépenses hors transferts	Dépenses assujetties au plafond	Plafond des dépenses	Subvention versée au candidat ou à la candidate	Subvention versée à l'auditeur ou à l'auditrice
			102 393		565
			102 393		1 354
135 309	79 886	71 219	102 393	14 244	2 166
3 634	3 634	3 531	102 393	706	2 166
90 720	64 109	58 883	102 393	11 777	2 166
9 205	6 975	5 504	102 393	1 101	2 166
			102 393		
			115 391		1 354
129 316	99 106	75 807	115 391	15 161	2 166
			115 391		1 354
81	81		115 391		2 166
12 967	11 282	8 344	115 391	1 669	2 181
101 245	70 696	64 419	115 391	12 884	2 166
			115 391		1 354
			115 391		
222 924	120 107	110 043	110 747	22 009	2 166
			110 747		1 354
81	81		110 747		2 166
			110 747		2 091
			110 747		1 354
146 755	110 702	98 091	110 747	19 618	2 166
11 347	4 991	4 036	110 747	807	2 181
156 608	96 329	89 195	112 217	17 839	2 181
10 185	7 163	4 718	112 217	944	2 166
959	959		112 217		1 354
94 609	78 559	75 869	112 217	15 174	2 166
322	322	322	112 217	64	2 091
			112 217		277
416	416		112 217		2 166
			112 217		
202 010	104 494	89 349	117 610	17 870	2 166
81	81		117 610		2 190
			117 610		2 091
15 804	11 460	8 175	117 610	1 635	2 205
201 797	156 797	104 327	117 610	20 865	2 166
			117 610		452
					1 354

Circonscription électorale	Nom du candidat ou de la candidate	Parti	Recettes incluant les transferts	Recettes hors transferts
064 Mississauga—Malton	Anand Deepak	PCP	63 602	3 475
	Ciupka Michelle	LTN		
	Clarke Nikki	NDP	12 814	1 821
	Mangat Amrit	LIB	130 435	23 905
	Roach Caroline Benedicta	IND	15 275	15 275
	Sylvester Eryn	GPO		
	Vezina Alexander	NAP		
065 Mississauga—Streetsville	Delaney Robert	LIB	66 722	38 359
	Gujarati Mary	NDP	8 652	4 752
	Levesque Richard	LTN		
	Manay Abhijeet	GPO	2 661	2 661
	Tangri Nina	PCP	130 067	17 317
	Vezina Gregory	NAP	1 200	1 200
	AUCUN CANDIDAT	OAL		
066 Nepean	Ansari Zaffarulla	NDP	16 661	6 478
	Louis Raphael	NAP	435	435
	MacLeod Lisa	PCP	129 754	92 691
	Matthews Derrick	POB		
	O'Grady James	GPO	12 205	2 595
	Snow Mark	LTN	2 072	2 072
	Srivastava Lovina	LIB	57 944	13 023
067 Newmarket—Aurora	Ballard Chris	LIB	41 987	20 128
	Baxter Dorian	IND	4 820	4 820
	Bourdeau Michelle	GPO	1 474	500
	Elliott Christine	PCP	176 741	119 293
	Gorlynskiy Denis	MOD		
	Robbins Lori	LTN		
	Van Decker Denis	NAP		
	Williams Melissa	NDP	30 275	9 199
	Yaciuk Robert	TRI	11 090	3 600
068 Niagara-Centre	Burch Jeff	NDP	106 950	40 343
	Crawford Joseph	NAP		
	Dias Joe	GPO		
	Jeffs April	PCP	74 318	24 824
	Mercier Benoit	LIB	13 501	12 635
	Pietruszko Patrick	LTN		
	Smagata-Bryan Dario	PEO		
	Soos Steven	IND		
	AUCUN CANDIDAT	OAL		

Dépenses incluant les transferts	Dépenses hors transferts	Dépenses assujetties au plafond	Plafond des dépenses	Subvention versée au candidat ou à la candidate	Subvention versée à l'auditeur ou à l'auditrice
190 022	88 941	66 990	101 912	13 398	2 205
			101 912		1 354
25 508	14 347	10 971	101 912	2 194	2 190
213 198	106 668	98 332	101 912	19 666	2 166
15 563	15 563	14 797	101 912	2 959	1 354
81	81		101 912		2 166
					2 091
104 691	76 328	55 041	113 393	11 008	2 166
13 034	8 756	6 944	113 393	1 389	2 181
			113 393		1 354
1 582	1 582		113 393		2 166
208 118	115 209	91 143	113 393	18 229	2 205
1 200			113 393		2 091
			113 393		
31 008	20 207	14 136	118 283	2 827	2 205
435	435	435	118 283	87	2 091
118 723	81 660	62 287	118 283	12 457	2 205
			118 283		
26 364	16 754	15 755	118 283	3 151	2 166
2 072	2 072		118 283		1 354
98 412	54 689	49 335	118 283	9 867	2 166
93 035	63 176	38 811	115 799	7 762	2 166
4 588	4 588	3 074	115 799	615	1 354
1 554	1 490	1 375	115 799	275	2 166
136 955	123 483	86 332	115 799	17 266	2 166
			115 799		1 354
			115 799		
			115 799		2 091
44 878	23 551	17 799	115 799	3 560	2 166
12 138	10 950		115 799		2 166
151 328	100 925	77 172	114 773	15 434	2 166
			114 773		2 091
0	0		114 773		2 166
84 921	80 320	71 978	114 773	14 396	2 205
24 643	23 776	20 560	114 773	4 112	2 205
			114 773		1 354
			114 773		1 354
			114 773		1 130
			114 773		

Circonscription électorale	Nom du candidat ou de la candidate	Parti	Recettes incluant les transferts	Recettes hors transferts
069 Niagara Falls	Demizio Dean	LIB	29 983	10 505
	Fraser Karen	GPO	325	325
	Gates Wayne	NDP	124 979	16 163
	McShane Carmine	PCP	191 191	114 792
	Somers Shaun	LTN	197	174
	Zubic Goran	MOD		
	AUCUN CANDIDAT	NAP		
070 Niagara-Ouest	Barton Geoffrey	MUL		
	Fric Curtis	NDP	20 043	7 370
	Kanee Joseph	LIB	10 864	1 728
	Karatopis Stefanos	LTN	153	153
	Oosterhoff Samuel	PCP	93 735	51 402
	Tillmanns Jessica	GPO	1 850	350
	AUCUN CANDIDAT	FRE		
	AUCUN CANDIDAT	NAP		
071 Nickel Belt	Brault Kevin	CNS	760	760
	Burch-Belanger Bailey	NAP		
	Butt Tay	LIB	19 942	11 604
	Cardinal Jo-Ann	PCP	16 625	3 157
	Chretien James	LTN		
	Crumplin Bill	GPO	3 283	1 400
	Del Papa Matthew	NRT		
	Gélinas France	NDP	108 878	44 953
072 Nipissing	Fedeli Victor	PCP	156 435	93 048
	Giroux Henri	NDP	45 016	21 092
	Glass Stephen	LIB	45 537	12 719
	Holliday Trevor	NRT	4 532	2 081
	Keevil Harold	LTN	207	184
	Rivard Kristopher	GPO	1 225	1 225
	AUCUN CANDIDAT	NAP		
073 Northumberland—Peterborough-Sud	Cragg Paul	SCC		
	O'Keefe John	LTN		
	Papuckoski Jana	NDP	37 302	21 724
	Piccini David	PCP	164 806	79 295
	Rinaldi Lou	LIB	83 983	26 475
	Sharp Derek	TRI	854	518
	Wheeldon Jeffrey	GPO	4 284	3 373
	AUCUN CANDIDAT	NAP		

Dépenses incluant les transferts	Dépenses hors transferts	Dépenses assujetties au plafond	Plafond des dépenses	Subvention versée au candidat ou à la candidate	Subvention versée à l'auditeur ou à l'auditrice
52 046	32 568	28 995	143 046	5 799	2 166
10	10		143 046		2 205
248 293	139 488	105 700	143 046	21 140	2 166
165 745	108 722	101 547	143 046	20 309	2 166
197	197		143 046		1 354
			143 046		1 354
			143 046		
			96 087		565
29 536	16 576	11 363	96 087	2 273	2 166
26 312	17 176	9 698	96 087	1 940	2 166
153	153		96 087		1 354
112 002	69 669	49 317	96 087	9 863	2 166
4 385	1 385	908	96 087	182	2 166
			96 087		
			96 087		
760	730		95 901		904
			95 901		2 091
32 099	23 761	20 672	95 901	13 612	2 166
42 133	28 665	27 683	95 901	15 015	2 166
			95 901		1 354
5 155	3 273		95 901		2 181
			95 901		848
124 607	57 152	35 666	95 901	16 611	2 166
158 724	104 656	74 573	79 689	15 293	2 166
62 776	38 571	29 961	79 689	5 992	2 166
76 634	43 816	41 172	79 689	8 234	2 166
4 182	4 182		79 689		1 921
207	207		79 689		1 354
1 292	1 292	770	79 689	154	2 166
			79 689		
			122 855		1 354
			122 855		1 354
38 362	20 102	15 745	122 855	3 149	2 166
189 759	112 596	95 600	122 855	19 120	2 166
138 137	74 623	60 010	122 855	12 002	2 166
1 203	867		122 855		2 166
5 658	4 123	1 102	122 855	220	1 624
			122 855		

Circonscription électorale	Nom du candidat ou de la candidate	Parti	Recettes incluant les transferts	Recettes hors transferts
074 Oakville	Crawford Stephen	PCP	93 476	44 982
	De Sousa Emily	GPO		
	Flynn Kevin	LIB	151 566	52 211
	Oklobdzija Spencer	LTN		
	Sprague Lesley	NDP	8 963	4 587
	AUCUN CANDIDAT	NAP		
075 Oakville-Nord—Burlington	Deluca Frank	TRI	1 336	1 336
	Tedjo Alvin	LIB	49 059	18 047
	Triantafilopoulos Effie	PCP	146 879	54 485
	Workman Marianne	GPO	100	100
	Zach Charles	LTN		
	Zaidi Saima	NDP	12 152	7 682
	AUCUN CANDIDAT	NAP		
	AUCUN CANDIDAT	OAL		
076 Orléans	Bourdeau Gerald	LTN		
	Lalonde Marie-France	LIB	142 962	55 273
	Lapierre Nicholas	GPO		
	Montgomery Cameron	PCP	95 431	33 606
	Schwisberg Samuel	IND	716	716
	Zarboni Barbara	NDP	15 097	11 962
	AUCUN CANDIDAT	NAP		
077 Oshawa	Chapman Robert	PCP	129 367	50 274
	Ellis Deborah	GPO		
	French Jennifer	NDP	100 069	43 477
	Gory Jeannette	LTN		
	Kelly Cheryl	NAP		
	Smith Makini	LIB	16 723	5 962
	Van Ginkel Brett	LTN		
	AUCUN CANDIDAT	FRE		
078 Ottawa-Centre	Adornato Marc	NAP		
	Faulkner Bruce	LTN		
	Harden Joel	NDP	185 741	84 991
	McCleery Colleen	PCP	60 631	20 316
	Naqvi Yasir	LIB	265 304	144 408
	Ryan Stuart	COM	443	
	Sears James	CCP		
	Wong Cherie	GPO	11 318	1 286

Dépenses incluant les transferts	Dépenses hors transferts	Dépenses assujetties au plafond	Plafond des dépenses	Subvention versée au candidat ou à la candidate	Subvention versée à l'auditeur ou à l'auditrice
127 890	81 648	74 880	120 253	14 976	2 166
81	81		120 253		2 166
203 555	104 200	96 847	120 253	19 369	2 166
			120 253		1 354
11 220	6 630	5 239	120 253	1 048	2 166
			120 253		
1 336	1 336		120 266		1 354
79 858	50 358	46 039	120 266	9 208	2 181
176 029	94 751	78 952	120 266	15 790	2 181
176	176		120 266		2 166
			120 266		1 354
16 172	11 347	9 027	120 266	1 805	2 166
			120 266		
			120 266		
					1 354
138 132	97 968	93 242	133 667	18 648	2 166
81	81		133 667		2 166
141 469	91 543	58 789	133 667	11 758	2 166
716	716		133 667		1 354
18 937	15 176	10 980	133 667	2 196	2 166
			133 667		
99 332	99 332	88 006	130 330	17 601	2 166
81	81		130 330		2 166
158 879	101 070	79 901	130 330	15 980	2 166
			130 330		1 354
			130 330		2 091
33 776	24 215	21 623	130 330	4 325	2 205
			130 330		1 354
			130 330		
			138 070		2 091
			138 070		1 354
218 229	111 925	83 803	138 070	16 761	2 166
86 257	45 942	41 706	138 070	8 341	2 166
256 352	135 074	124 904	138 070	24 981	2 166
443	443		138 070		1 354
			138 070		2 166
17 360	7 328		138 070		2 166

Circonscription électorale	Nom du candidat ou de la candidate	Parti	Recettes incluant les transferts	Recettes hors transferts
079 Ottawa-Sud	Daigneault Robert	LTN	23	
	Fast Eleanor	NDP	32 594	21 614
	Fraser John	LIB	164 008	77 779
	Howard Karin	PCP	130 521	35 274
	Schram Leslie	GPO	5 536	870
	Wasslen Larry	COM	570	
	AUCUN CANDIDAT	NAP		
080 Ottawa—Vanier	Bennett Keegan	NAP		
	Des Rosiers Nathalie	LIB	118 650	36 279
	Evans Lyra Titania	NDP	39 665	16 896
	Lewis Kenneth	LTN		
	McGruer David	FRE		
	McLean Sheilagh	GPO	6 756	1 275
	Nemr Fadi	PCP	73 686	16 599
081 Ottawa-Ouest—Nepean	Chiarelli Robert	LIB	118 083	84 196
	Freel Patrick	GPO	9 599	1 606
	Paliga Nicholas	LTN		
	Pasma Chandra	NDP	77 925	36 737
	Pritchard Colin	NAP		
	Roberts Jeremy	PCP	118 486	37 841
	AUCUN CANDIDAT	CCP		
	AUCUN CANDIDAT	OAL		
	AUCUN CANDIDAT	SNS		
082 Oxford	DeJong Albert	GPO		
	Hamilton-King Tara-Marie	NDP	31 909	10 911
	Hardeman Ernie	PCP	73 920	17 785
	Hodges Tim	FRE		
	Howard James	LIB	17 895	3 895
	Sikal David	IND	1 425	1 425
	Swift Chris	LTN	351	333
	Van Ryswyck Robert	ONP	1 394	1 394
	Walsh Noah	OAL		
	AUCUN CANDIDAT	NAP		
083 Parkdale—High Park	Guerrera Nadia	LIB	121 756	68 848
	Karpoche Bhutila	NDP	210 357	95 201
	Nunno Matthias	LTN		
	Pham Adam	PCP	59 908	14 306
	Watts Jay	COM	367	
	Zalucky Halyna	GPO	10 042	4 644
	AUCUN CANDIDAT	NAP		

Dépenses incluant les transferts	Dépenses hors transferts	Dépenses assujetties au plafond	Plafond des dépenses	Subvention versée au candidat ou à la candidate	Subvention versée à l'auditeur ou à l'auditrice
23	23		121 117		1 354
49 799	37 465	29 321	121 117	5 864	2 205
215 242	143 685	106 057	121 117	21 211	2 166
195 842	116 398	102 655	121 117	20 531	2 166
7 634	3 538		121 117		2 166
570	570		121 117		1 354
			121 117		
			122 587		2 091
182 286	99 915	89 538	122 587	17 908	2 166
50 411	27 337	21 202	122 587	4 240	2 190
			122 587		1 354
			122 587		277
7 745	2 264		122 587		2 166
108 336	51 249	46 459	122 587	9 292	2 205
162 006	105 619	92 694	116 448	18 539	2 166
16 046	8 053		116 448		2 166
			116 448		1 354
89 232	45 475	36 739	116 448	7 348	2 166
			116 448		2 091
163 871	87 057	74 761	116 448	14 952	2 166
			116 448		
			116 448		
			116 448		
81	81		116 476		2 166
51 541	35 162	27 882	116 476	5 576	2 205
121 399	65 264	57 870	116 476	11 574	2 166
			116 476		277
37 307	23 307	20 964	116 476	4 193	1 717
1 405	1 405		116 476		1 200
351	351		116 476		1 354
1 499	1 499		116 476		1 378
			116 476		1 490
			116 476		
115 518	62 710	56 677	114 570	11 335	2 166
257 380	132 995	99 303	114 570	19 861	2 166
			114 570		2 166
116 103	70 501	63 529	114 570	12 706	2 166
367	367		114 570		1 354
13 397	6 778		114 570		2 166
			114 570		

Circonscription électorale	Nom du candidat ou de la candidate	Parti	Recettes incluant les transferts	Recettes hors transferts
084 Parry Sound—Muskoka	Horvath Erin	NDP	12 990	7 373
	MacDonald Joshua	NAP		
	Miller Norman	PCP	78 625	48 317
	Mole James	IND	2 086	2 086
	Packer Christopher	LTN		
	Rhodes Brenda	LIB	24 165	11 027
	Richter Matthew	GPO	31 797	9 988
085 Perth—Wellington	Knight Brendan	LIB	33 953	15 953
	Marshall Scott	LTN	44	
	McKendrick Paul	CNS		
	O'Brien Michael	NDP	37 743	16 801
	Olsen Lisa	GPO	915	915
	Pettapiece Randy	PCP	99 464	51 437
	Smeenk Robert	FRE		
	Stanton Andrew	OAL		
	AUCUN CANDIDAT	NAP		
086 Peterborough—Kawartha	Broughton Gay	GPO	5 170	3 478
	Conway Sean	NDP	72 026	36 814
	Currier Jacob	LTN		
	Leal John	LIB	123 918	55 087
	Ranney Ernest	SCC		
	Roddick Robert	TRI		
	Smith David	PCP	226 294	75 743
	AUCUN CANDIDAT	NAP		
	AUCUN CANDIDAT	PAU		
087 Pickering—Uxbridge	Bethlenfalvy Peter	PCP	164 484	72 804
	Carino Nerissa	NDP	7 048	1 713
	Daniyal Ibrahim	LIB	63 573	46 368
	Duboisky Netalia	MOD		
	Francis Michelle	NA		
	Myers William	IND		
	Narraway Adam	GPO		
	Reilly Brendan	LTN		
	Sivadas Eric	IND		
	AUCUN CANDIDAT	NAP		
088 Renfrew—Nipissing—Pembroke	Agnew Jackie	LIB	33 387	5 907
	Dolan Anna	GPO		
	LaValley Ethel	NDP	28 475	12 837
	Reid Murray	COR	1 727	1 000
	Wood Jesse	LTN		
	Yakabuski John	PCP	117 477	57 361
	AUCUN CANDIDAT	NAP		

Dépenses incluant les transferts	Dépenses hors transferts	Dépenses assujetties au plafond	Plafond des dépenses	Subvention versée au candidat ou à la candidate	Subvention versée à l'auditeur ou à l'auditrice
18 584	12 778	9 041	104 234	1 808	2 205
			104 234		2 091
124 615	76 868	51 882	104 234	10 376	2 166
3 264	3 264		104 234		565
			104 234		1 354
40 798	27 660	26 547	104 234	5 309	2 166
54 261	32 452	23 865	104 234	4 773	2 190
45 815	27 815	25 469	102 359	5 094	2 205
44	44		102 359		1 354
			102 359		
43 002	20 455	14 785	102 359	2 957	2 166
916	890	57	102 359	11	2 190
120 203	72 176	59 997	102 359	11 999	2 166
			102 359		277
			102 359		1 354
			102 359		
5 748	4 056		127 491		2 166
99 718	67 582	52 505	127 491	10 501	2 166
			127 491		1 354
170 888	102 057	97 256	127 491	19 451	2 166
		277	127 491	55	1 354
			127 491		1 354
233 760	102 958	90 682	127 491	18 136	2 166
			127 491		
			127 491		
184 968	101 428	89 630	118 500	17 926	2 166
9 593	5 158	3 892	118 500	778	2 166
83 147	65 942	54 481	118 500	10 896	2 205
			118 500		1 354
			118 500		1 378
			118 500		1 354
81	81		118 500		2 166
			118 500		1 354
6 215	6 215	6 215	118 500		593
			118 500		
45 824	27 044	25 643	106 015	5 129	2 166
81	81		106 015		2 166
38 052	22 072	17 262	106 015	3 452	2 166
1 727	1 727		106 015		1 921
			106 015		1 354
109 096	68 896	47 889	106 015	9 478	2 166
			106 015		

Circonscription électorale	Nom du candidat ou de la candidate	Parti	Recettes incluant les transferts	Recettes hors transferts
089 Richmond Hill	Bauer Walter	GPO		
	Bily Igor	LTN		
	Coletta Marco	NDP	10 759	5 986
	Moridi Reza	LIB	182 082	100 247
	Wai Daisy	PCP	100 995	20 477
	AUCUN CANDIDAT	NAP		
090 St. Catharines	Bellows Sandra	PCP	85 665	14 641
	Bradley James	LIB	108 864	40 154
	Fannon James	NAP	27 700	27 700
	Ryrie Colin	GPO	503	503
	Stevens Jennifer	NDP	20 611	7 256
	Tisi Daniel	LTN		
	Waziruddin Saleh	COM	379	
	Willis Brian	CAP		
091 Sarnia—Lambton	Alexander Kathleen	NDP	61 431	28 952
	Bailey Robert	PCP	98 302	51 076
	Bruziewicz Andy	TRI	570	570
	Kodre Fanina	NA		
	Lozier Jeff	NAP		
	Shaw Kevin	GPO	8 407	6 164
	Wereley Neil	LIB	9 315	5 247
	AUCUN CANDIDAT	FRE		
092 Sault Ste. Marie	Brizard Lance	LTN		
	Flannigan Kara	GPO	7 111	4 420
	Hamel Jaclynne	LIB	16 939	6 392
	Holmberg Sandra	NRT		
	McCleave-Kennedy Michele	NDP	80 877	33 655
	Romano Rosario	PCP	86 587	27 432
	AUCUN CANDIDAT	NAP		
093 Scarborough—Agincourt	Ansary Rubina	MOD		
	Babikian Aris	PCP	91 801	39 221
	Coutinho Jude	IND		
	Lacuna Carlos	TRI		
	Rawdah Badih	PEO	1 200	1 200
	Riaz Tasleem	NDP	6 315	6 115
	Sinclair Mark	LTN		
	West Lydia	GPO		
	Wong Soo	LIB	82 169	26 769
AUCUN CANDIDAT	NAP			

Dépenses incluant les transferts	Dépenses hors transferts	Dépenses assujetties au plafond	Plafond des dépenses	Subvention versée au candidat ou à la candidate	Subvention versée à l'auditeur ou à l'auditrice
0	0		109 157		2 166
			109 157		1 354
12 949	7 965	6 350	109 157	1 270	2 166
208 969	117 134	105 113	109 157	21 023	2 166
149 562	88 150	74 715	109 157	14 943	2 166
			109 157		
125 964	86 686	73 700	116 901	14 740	2 166
153 132	84 422	51 715	116 901	10 343	2 166
27 700	27 700		116 901		2 091
15	15		116 901		2 166
32 266	23 469	15 517	116 901	3 103	2 166
			116 901		1 354
379	379		116 901		1 354
			116 901		
85 731	63 087	48 252	109 585	9 650	2 205
95 155	60 155	51 338	109 585	10 228	2 166
570	570		109 585		1 354
791	791		109 585		791
			109 585		2 091
10 934	8 662		109 585		2 166
17 759	13 691	9 779	109 585		2 181
			109 585		
			77 409		1 354
5 610	2 919		77 409		2 166
40 065	29 518	25 564	77 409	5 113	2 166
			77 409		961
95 876	78 369	63 659	77 409	12 732	2 190
109 395	69 966	64 724	77 409	12 945	2 166
			77 409		
126 438	76 938	64 454	94 325	12 891	1 354
			94 325		2 166
			94 325		751
			94 325		2 166
1 200	1 200		94 325		2 166
9 791	9 126	7 384	94 325	1 477	2 205
			94 325		1 354
81	81		94 325		2 166
151 850	95 108	87 865	94 325	17 573	2 166
			94 325		

Circonscription électorale	Nom du candidat ou de la candidate	Parti	Recettes incluant les transferts	Recettes hors transferts
094 Scarborough-Centre	Bismilla Zeyd	NDP	32 398	20 799
	Dougherty Matthew	LTN		
	Mellor Christopher	TRI	11 059	11 059
	Mitas Christina	PCP	44 443	12 052
	Shafiq Mazhar	LIB	101 275	50 390
	Zeco Sanjin	GPO	99	75
	AUCUN CANDIDAT	NAP		
	AUCUN CANDIDAT	OAL		
095 Scarborough—Guildwood	Dehnad-Tabatabaei Hamid-Reza	LTN		
	Dunbar Heather	PEO		
	Garvida George	TRI		
	Hunter Mitzie	LIB	125 465	59 431
	Mbaegbu Benjamin	NA	10 555	10 555
	Nallaratnam Roshan	PCP	84 161	275
	Packwood Tom	NDP	190	100
	Rice Linda	GPO	775	775
	Ryan Wanda	PSN		
	AUCUN CANDIDAT	NAP		
096 Scarborough-Nord	Cho Raymond	PCP	135 430	17 701
	Lee Chin	LIB	74 003	19 680
	Morgan Dwayne	NDP	25 522	16 648
	Morgan Sean	LTN		
	Peltier Nicole	GPO		
	AUCUN CANDIDAT	NAP		
	AUCUN CANDIDAT	SNS		
097 Scarborough—Rouge Park	Byers Todd	LTN		
	De Silva Priyan	GPO	100	100
	Pitamber Mahendra	TRI	538	538
	Samuel Felicia	NDP	55 688	20 428
	Shanmuganathan Sumithra	LIB	60 090	40 505
	Thanigasalam Vijayadhithyan	PCP	77 664	40 497
	AUCUN CANDIDAT	NAP		
098 Scarborough-Sud-Ouest	Atkinson Allen	NAP		
	Begum Doly	NDP	112 002	49 191
	Berardinetti Lorenzo	LIB	50 251	26 849
	Del Grande David	GPO		
	Ellis Gary	PCP	110 450	15 983
	Little Willie	PSN		
	Speirs James	LTN		
	Turley Robert	TRI		

Dépenses incluant les transferts	Dépenses hors transferts	Dépenses assujetties au plafond	Plafond des dépenses	Subvention versée au candidat ou à la candidate	Subvention versée à l'auditeur ou à l'auditrice
38 667	26 603	19 872	98 141	3 974	2 166
			98 141		1 354
11 065	11 065		98 141		2 166
72 458	67 419	46 052	98 141	9 210	2 181
161 026	115 141	95 391	98 141	19 078	1 829
179	179	92	98 141	(92)	2 166
			98 141		
			98 141		
			89 261		1 354
			89 261		812
			89 261		
161 052	93 518	83 408	89 261	16 682	2 166
10 349	10 349		89 261		1 354
173 626	88 067	78 654	89 261	15 731	2 190
2 406	216		89 261		827
902	902		89 261		2 190
			89 261		791
			89 261		
223 486	127 012	86 379	88 108	17 276	2 166
126 958	72 635	60 268	88 108	12 054	2 166
27 493	22 850	16 680	88 108	3 336	2 166
			88 108		1 354
81	81		88 108		2 166
			88 108		
			99 207		1 354
1 084	1 084		99 207		2 205
538	538		99 207		2 166
64 378	36 478	26 140	99 207	5 228	2 205
72 435	51 550	44 045	99 207	8 809	2 205
119 700	77 903	69 061	99 207	13 812	2 166
			99 207		
			101 828		2 091
180 984	114 267	88 250	101 828	17 650	2 166
69 403	46 001	42 518	101 828	8 504	2 166
81	81		101 828		2 166
156 486	80 857	76 267	101 828	15 253	2 166
			101 828		791
			101 828		
			101 828		1 354

Circonscription électorale	Nom du candidat ou de la candidate	Parti	Recettes incluant les transferts	Recettes hors transferts
099 Simcoe—Grey	Hambly Dan	LIB	34 913	11 334
	Matthews David	NDP	11 249	3 750
	Perry Jesseca	GPO	1 295	963
	Wilson James	PCP	96 502	27 312
	Wright John	LTN		
	AUCUN CANDIDAT	NAP		
	AUCUN CANDIDAT	OAL		
100 Simcoe-Nord	Dunlop Jill	PCP	119 529	53 496
	Marshall Gerry	LIB	64 028	15 230
	Powell Valerie	GPO	14 536	4 776
	Sneath Cynthia	LTN		
	Van Houtte Elizabeth	NDP	45 218	13 987
	AUCUN CANDIDAT	NAP		
101 Spadina—Fort York	Bilerman Rita	GPO	6 781	6 568
	Dong Han	LIB	119 642	33 757
	Glover Chris	NDP	63 809	26 462
	Malmholt Erik	LTN		
	Nobody Adam	NAP		
	Yu Lu	PCP	46 376	32 426
	Yu Queenie	SNS		
102 Stormont—Dundas—South Glengarry	Benoit Marc Edward Gordon	NDP	18 561	2 872
	Kennedy Elaine	GPO		
	McDonell James	PCP	122 010	55 018
	Megill Heather	LIB	25 618	12 748
	Trimm Sabile	LTN	362	339
	AUCUN CANDIDAT	NAP		
103 Sudbury	Chavez Wong Mila	CNS	6 225	6 225
	Crowder Troy	PCP	59 160	39 969
	Popescu John	IND	162	162
	Robinson David	GPO	12 671	2 440
	Sylvestre David	NAP		
	Thibeault Glenn	LIB	172 954	47 326
	Wendler James	LTN		
	West Jamie	NDP	121 337	59 020
104 Thornhill	Ahsan Syed Sabi	LIB	26 555	16 555
	Dokhoian Rachel	GPO	1 222	1 222
	Holmes Michael	LTN	978	
	Martow Gila	PCP	116 514	57 812
	Polyakov Aleksei	MOD		
	Tanen Ezra	NDP	9 882	5 312
	Znoneofthe Above	NAP		

Dépenses incluant les transferts	Dépenses hors transferts	Dépenses assujetties au plafond	Plafond des dépenses	Subvention versée au candidat ou à la candidate	Subvention versée à l'auditeur ou à l'auditrice
67 433	43 854	40 197	140 603	8 039	2 190
18 523	10 798	7 537	140 603	1 507	2 342
10	10		140 603		2 166
143 448	64 428	42 638	140 603	8 528	2 166
			140 603		
			140 603		
			140 603		
152 277	88 052	61 897	120 185	12 379	2 205
116 791	67 993	67 133	120 185	13 427	2 166
19 663	7 738	7 100	120 185	1 400	2 166
			120 185		1 354
71 635	49 714	38 298	120 185	7 660	2 205
			120 185		
7 076	6 825		121 709		2 166
207 830	121 945	109 185	121 709	21 837	2 166
98 211	59 099	43 933	121 709	8 787	2 166
			121 709		1 354
			121 709		2 091
67 106	51 249	48 904	121 709	9 781	2 166
			121 709		1 354
28 812	12 892	9 829	105 745	1 966	2 166
81	81		105 745		2 166
161 528	89 537	94 394	105 745	18 879	2 166
35 769	24 099	22 489	105 745	4 498	2 166
362	362	362	105 745	(362)	1 354
			105 745		
6 229	6 229	6 212	87 633		1 354
98 835	79 644	71 569	87 633	14 314	2 166
162	162		87 633		1 354
18 159	7 918	6 768	87 633	1 354	2 166
			87 633		2 091
211 149	85 521	71 232	87 633	14 246	2 166
			87 633		1 354
121 651	76 599	54 301	87 633	10 860	2 166
44 691	34 691	30 164	110 473	6 033	2 166
1 303	649	554	110 473	111	2 166
978	978		110 473		1 354
150 214	78 128	64 810	110 473	12 962	2 166
			110 473		1 354
14 644	9 978	7 982	110 473	1 596	2 166
					2 091

Circonscription électorale	Nom du candidat ou de la candidate	Parti	Recettes incluant les transferts	Recettes hors transferts
105 Thunder Bay—Atikokan	Bruno David	NRT		
	Mauro William	LIB	89 526	34 766
	Monteith-Farrell Judith	NDP	75 802	18 624
	Northey John	GPO	157	157
	Postuma Brandon	PCP	72 977	25 606
	Snell Dorothy	LTN		
	AUCUN CANDIDAT	NAP		
106 Thunder Bay—Supérieur-Nord	Ewen Rhodella	TRI	6 569	6 569
	Gallo Tony	LTN		
	Gravelle Michael	LIB	68 704	21 704
	Moddejonge Amanda	GPO		
	Parks Derek	PCP	81 480	45 318
	Vaugois Lise	NDP	71 311	26 756
	Wolff Andrew	NRT		
	AUCUN CANDIDAT	NAP		
107 Timiskaming—Cochrane	Johnson Brian	LIB	17 036	7 036
	Lalonde Casey	GPO		
	Poirier Shawn	NRT	2 420	1 540
	Schnarr Lawrence	LTN		
	Vanthof John	NDP	87 573	15 226
	Williams Margaret	PCP	24 899	3 816
	AUCUN CANDIDAT	NAP		
108 Timmins	Auger Mickey	LIB	25 425	9 411
	Bauer Jozef	LTN		
	Bisson Gilles	NDP	70 681	9 573
	Génier Yvan	PCP	29 173	20 556
	Schaap Gary	NRT	3 015	2 744
	Schinbeckler Lucas	GPO		
	AUCUN CANDIDAT	COR		
	AUCUN CANDIDAT	NAP		
109 Toronto-Centre	Cartwright Meredith	PCP	133 382	46 816
	Clarke Kevin	PEO	2 400	2 400
	Falardeau Judi	LTN		
	Fountain Wanda	CEP		
	King Daniel	PSN		
	Morris David	LIB	120 071	79 051
	Morrison Suze	NDP	123 524	51 061
	Robertson Cameron	NPC		
	Snell Theresa	SNS		
	Sommerfeld Adam	GPO	5 524	3 293
	AUCUN CANDIDAT	CCP		
	AUCUN CANDIDAT	NAP		

Dépenses incluant les transferts	Dépenses hors transferts	Dépenses assujetties au plafond	Plafond des dépenses	Subvention versée au candidat ou à la candidate	Subvention versée à l'auditeur ou à l'auditrice
			87 473		961
142 434	90 834	67 244	87 473	22 927	2 166
117 956	83 629	56 036	87 473	20 685	2 166
237	237		87 473		2 166
103 313	70 453	64 887	87 473	22 455	2 166
			87 473		1 354
			87 473		
6 569	6 476		82 638		1 354
			82 638		1 354
122 157	75 157	47 506	82 638	18 979	2 166
81	81		82 638		2 166
91 651	58 225	46 136	82 638	18 705	2 128
123 445	83 892	60 007	82 638	21 479	2 166
			82 638		961
			82 638		
27 928	17 928	13 965	77 497	12 271	2 205
			77 497		2 166
2 645	2 441		77 497		1 526
			77 497		1 354
127 573	52 788	30 496	77 497	15 577	2 166
39 725	18 642	17 563	77 497	12 991	2 166
			77 497		
36 266	20 252	19 484	42 727	3 897	2 190
			42 727		
101 119	39 812	28 983	42 727	5 797	2 166
42 999	29 175	24 633	42 727	4 927	2 166
2 915	2 644	1 390	42 727		1 836
			42 727		1 354
			42 727		
			42 727		
186 256	100 594	93 640	106 657	18 728	2 166
2 400	2 400		106 657		2 166
			106 657		1 354
			106 657		565
			106 657		1 130
96 971	54 951	46 748	106 657	9 350	2 166
135 706	59 760	48 283	106 657	9 657	2 166
			106 657		1 378
			106 657		1 354
7 005	5 405		106 657		2 181
			106 657		
			106 657		

Circonscription électorale	Nom du candidat ou de la candidate	Parti	Recettes incluant les transferts	Recettes hors transferts
110 Toronto—Danforth	Byard Ivan	COM	1 853	1 486
	Fernandez Mark	NA		
	Kalligosfyris Patricia	PCP	28 045	8 962
	Kladitis John	IND	2 000	2 000
	Koo Li	LIB	86 455	26 590
	Layton Joseph	LTN		
	Richardson John	IND		
	Tabuns Peter	NDP	272 313	124 362
	Trotter Andrew	GPO	5 410	4 180
	AUCUN CANDIDAT	CCP		
	AUCUN CANDIDAT	NAP		
	AUCUN CANDIDAT	PSN		
111 Toronto—St. Paul's	Andrew Jillian	NDP	67 670	42 097
	Doshchitsina Marina	MOD		
	Dunavant Jekiah	LTN		
	Kirsch Andrew	PCP	125 328	98 844
	Pun Teresa	GPO	6 031	655
	Spindler Jessica	LIB	134 016	65 386
	AUCUN CANDIDAT	FRE		
	AUCUN CANDIDAT	NAP		
112 University—Rosedale	Bell Jessica	NDP	114 519	65 594
	Christoff Daryl	NPC	5 000	5 000
	Davis Jo-Ann	LIB	89 165	48 496
	Figueiras Paulo	VEP		
	Grant Timothy	GPO	51 671	20 286
	MACLEOD LLOYD	IND	4 902	4 902
	Milan Hilton	PSN		
	Smith Gillian	PCP	147 881	73 773
	Swim Ryan	LTN		
	AUCUN CANDIDAT	NAP		
113 Vaughan—Woodbridge	Del Duca Steven	LIB	172 243	125 429
	DiPasquale Michael	GPO		
	Fabrizio Paolo	LTN	23	
	Lozano Sandra	NDP	9 796	8 032
	Tibollo Michael	PCP	151 856	72 571
	AUCUN CANDIDAT	NAP		
114 Waterloo	Allison Andrew	LTN		
	Fife Catherine	NDP	130 476	53 838
	Gunjevic Zdravko	GPO	4 000	3 950
	McCabe Dorothy	LIB	65 057	29 272
	Weber Daniel	PCP	204 253	78 718
	AUCUN CANDIDAT	NAP		

Dépenses incluant les transferts	Dépenses hors transferts	Dépenses assujetties au plafond	Plafond des dépenses	Subvention versée au candidat ou à la candidate	Subvention versée à l'auditeur ou à l'auditrice
392	392		109 294		2 166
			109 294		1 354
39 135	20 052	18 335	109 294	3 667	2 166
2 000	2 000		109 294		1 354
143 414	80 048	66 103	109 294	13 221	2 205
			109 294		1 017
			109 294		1 354
287 538	131 599	91 997	109 294	18 399	2 166
5 030	4 003	4 003	109 294	801	2 166
			109 294		
			109 294		
			109 294		
89 274	63 576	45 597	113 381	9 119	2 166
			113 381		1 354
			113 381		1 354
137 455	98 286	93 300	113 381	18 660	2 166
6 039	663	14	113 381	3	2 166
164 024	96 594	91 141	113 381	18 228	2 166
			113 381		
			113 381		
172 095	118 059	91 999	114 526	18 400	2 166
21 899	21 899		114 526		1 354
107 709	71 240	68 338	114 526	13 668	2 205
			114 526		452
72 321	41 462	38 366	114 526	7 673	2 166
4 902	4 902		114 526		1 130
			114 526		791
183 973	110 265	83 943	114 526	16 789	2 166
			114 526		1 354
			114 526		
165 783	111 968	93 675	100 654	18 735	2 166
81	81		100 654		2 166
23	23		100 654		1 354
11 774	10 396	7 425	100 654	1 485	2 205
194 595	134 463	92 314	100 654	18 463	2 205
			100 654		
			115 154		1 354
203 741	123 990	94 494	115 154	18 899	2 166
4 824	4 774		115 154		2 166
89 234	54 649	47 584	115 154	9 517	2 166
214 861	122 279	109 024	115 154	21 805	2 152
			115 154		

Circonscription électorale	Nom du candidat ou de la candidate	Parti	Recettes incluant les transferts	Recettes hors transferts
115 Wellington—Halton Hills	Arnott Theodore	PCP	134 159	71 916
	Ballantyne Diane	NDP	11 602	9 797
	Hurst Joseph	LIB	38 689	13 443
	Pfeiffer Jadon	LTN		
	Rodgers David	GPO	3 311	1 450
	AUCUN CANDIDAT	NAP		
116 Whitby	Coe Lorne	PCP	193 796	90 625
	Halabi Ronald	LTN		
	Leadbetter Stacey	GPO	1 113	838
	Lundquist Niki	NDP	65 437	27 366
	Thom Douglas	FRE		
	Washington Leisa	LIB	30 366	5 510
	AUCUN CANDIDAT	NAP		
117 Willowdale	Ahluwalia Birinder	IND	13 324	13 324
	Cho Stanley	PCP	121 463	40 770
	MacDonald-Robertson Catherine	LTN		
	Ramdeen Randi	GPO	5 600	1 200
	Tabasinejad Saman	NDP	36 817	15 244
	Zimmer David	LIB	80 830	31 417
	AUCUN CANDIDAT	NAP		
118 Windsor—Tecumseh	Boulbol Remy	LIB	16 248	1 749
	Chesnik Laura	IND	5 726	5 726
	Hatfield Percy	NDP	78 584	25 196
	Latif Mohammad	PCP	124 890	14 700
	Oulevey Henry	GPO		
	AUCUN CANDIDAT	NAP		
119 Windsor-Ouest	Bortolin Rino	LIB	48 646	25 500
	Durocher Chad	NAP		
	Glovasky-Ridsdale Krysta	GPO	1 547	1 547
	Gretzky Lisa	NDP	69 983	20 167
	Ibrahim Adam	PCP	58 713	13 571
120 York-Centre	Baber Roman	PCP	106 831	30 703
	Day Cherie Ann	NAP		
	Estaris Ramon	LIB	52 677	24 572
	Kamminga Benjamin	LTN		
	Leonov Alexander	MOD		
	Lyon Romana	GPO	2 100	2 100
	Vasquez Andrea	NDP	18 912	8 428

Dépenses incluant les transferts	Dépenses hors transferts	Dépenses assujetties au plafond	Plafond des dépenses	Subvention versée au candidat ou à la candidate	Subvention versée à l'auditeur ou à l'auditrice
131 304	69 061	61 799	125 953	12 360	2 166
10 751	8 591	6 107	125 953	1 221	2 166
66 437	41 191	37 523	125 953	7 505	2 205
			125 953		1 354
3 345	1 954	1 947	125 953	389	2 205
			125 953		
236 117	112 540	104 486	125 943	20 897	2 166
			125 943		2 166
1 356	789	480	125 943	96	2 166
105 310	66 178	52 567	125 943	10 513	2 205
			125 943		554
58 632	34 976	31 591	125 943	6 318	2 166
			125 943		
14 861	14 861		105 707		1 378
155 258	72 934	68 811	105 707	13 762	2 205
			105 707		1 354
8 808	4 405		105 707		2 166
61 980	39 449	30 397	105 707	6 079	2 205
119 439	70 026	62 446	105 707	12 489	2 181
			105 707		
28 350	13 851	13 851	118 650	2 770	2 165
5 688	5 688	4 399	118 650	880	1 354
113 090	59 209	44 942	118 650	8 988	2 166
157 380	47 190	45 151	118 650	9 030	2 166
81	81		118 650		2 190
			118 650		
71 913	50 767	50 704	117 907	10 141	2 165
			117 907		2 091
1 651	1 651		117 907		2 166
122 843	78 918	59 859	117 907	11 972	2 166
117 041	71 899	69 553	117 907	13 911	2 181
164 349	101 678	84 516	91 676	16 903	2 166
			91 676		2 091
80 361	50 744	44 344	91 676	8 869	2 205
			91 676		1 354
			91 676		1 354
2 181	2 181		91 676		2 190
27 853	16 867	12 145	91 676	2 429	2 166

Circonscription électorale	Nom du candidat ou de la candidate	Parti	Recettes incluant les transferts	Recettes hors transferts
121 York—Simcoe	Carruthers Lorelea	LIB	38 000	11 499
	Colavecchia Franco	MOD		
	Druma-Strugariu Ioan	LTN		
	Mulroney Caroline	PCP	79 950	37 075
	Szollosy David	NDP	24 720	20 013
	Zalucky Alexandra	GPO		
	AUCUN CANDIDAT	NAP		
	AUCUN CANDIDAT	TRI		
122 York-Sud—Weston	Albanese Politi Laura	LIB	83 180	18 180
	Demontis Mark	PCP	50 526	16 858
	Hassan Faisal	NDP	86 591	36 735
	Hu Bonnie	LTN		
	Murray Grad	GPO		
	AUCUN CANDIDAT	NAP		
123 Kiiwetinoong	Bull Eugene	PCP	39 603	11 559
	Jones Kenneth	NRT		
	Lawrance Douglas	LIB	64 991	5 491
	Mamakwa Solomon	NDP	57 052	33 341
	Polle Christine	GPO	1 770	500
	AUCUN CANDIDAT	NAP		
124 Mushkegowuk—Baie James	Baillargeon Gaetan	LIB	39 059	19 139
	Bourgouin Guy	NDP	44 273	11 748
	Hutchinson Sarah	GPO		
	Marshall Vanda	LTN		
	Ouellette Jacques	NRT		
	Robichaud André	PCP	54 946	15 960
	Sadiq Fauzia	COR		
	AUCUN CANDIDAT	NAP		

Dépenses incluant les transferts	Dépenses hors transferts	Dépenses assujetties au plafond	Plafond des dépenses	Subvention versée au candidat ou à la candidate	Subvention versée à l'auditeur ou à l'auditrice
76 082	49 581	46 574	108 988	9 315	2 166
			108 988		1 354
			108 988		1 354
204 740	134 935	89 813	108 988	17 963	2 166
42 283	36 897	24 295	108 998	4 859	2 205
81	81		108 998		2 166
			108 998		
			108 998		
131 351	66 351	28 770	99 804	5 754	2 166
67 664	39 483	36 067	99 804	7 213	2 181
113 089	63 378	47 203	99 804	9 441	2 166
			99 804		1 354
81	81		99 804		2 166
			99 804		
69 104	43 568	20 873	28 102	13 653	2 166
			28 102		848
83 966	56 966	27 433	28 102	14 965	2 166
65 941	46 792	20 300	28 102	13 538	2 166
1 802	1 533	1 274	28 102	9 733	2 166
			28 102		
22 412	12 492	7 315	32 144	10 941	2 166
72 006	39 145	19 749	32 144	13 428	2 166
			32 144		1 354
			32 144		1 354
			32 144		565
68 943	30 661	28 718	32 144	15 222	2 166
			32 144		1 582
			32 144		

Annexe I : Rapports sur la publicité faite par des tiers lors de l'élection générale de 2018

	AdvantAge Ontario	Manufacturiers et Exportateurs du Canada (MEC)	Syndicat uni du transport	Un Ontarien outré	Alliance animale du Canada	L'apathie c'est plate	Association des municipalités de l'Ontario	Better Change for Ontario	Conseil canadien des professionnels en sécurité agréés	Campaign for Public Education	Coalition nationale pour la vie	Association canadienne des médecins pour l'environnement	Association des infirmières et infirmiers du Canada
État des recettes et des dépenses	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Recettes													
Contributions nettes		25 500			1 050		10 000			25 000			
Fonds propres des tiers		53 500	113 000	5 000	44 251		103 296	663 978	1 000	38 377		3 450	
Total des recettes	-	79 000	113 000	5 000	45 301	-	113 296	663 978	1 000	63 377	-	3 450	-
Dépenses													
Total des dépenses de publicité politique pendant la période électorale		25 000	113 000	5 000	37 753		47 430	95 805	1 000	10 430		575	
Total des dépenses de publicité politique hors période électorale		54 000			7 548		65 865	568 174		52 947		2 875	
Total des dépenses de publicité politique de tiers	-	79 000	113 000	5 000	45 301	-	113 296	663 978	1 000	63 377	-	3 450	-

	Nurse Practitioners' Association of Ontario	Ontario Clean Air Alliance	Fédération du travail de l'Ontario (FTO)	Ontario Health Coalition	Ontario Home Builders' Association	Ontario Home Care Association	Ontario Kinesiology Association	Ontario Korean Businessmen's Association	Ontario Medical Association	Association des infirmières et infirmiers de l'Ontario	Ontario Proud	Conseil provincial de l'Ontario TUAC Canada	Ontario Proud	Conseil provincial de l'Ontario TUAC Canada
État des recettes et des dépenses	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Income														
Net contributions			4 170		4 550			603 051			512 298		512 298	
Third party's own funds			35 764	14 052	51 400	13 654	1 194		596 653	75 645		7 046		7 046
Total income	-	-	39 934	14 052	55 950	13 654	1 194	603 051	596 653	75 645	512 298	7 046	512 298	7 046
Dépenses														
Total des dépenses de publicité politique pendant la période électorale			22 971	12 909	22 170	12 448	1 194	1 469	84 594	55 064	72 163	3 946	72 163	3 946
Total des dépenses de publicité politique hors période électorale			16 963	1 143	33 780	1 207		363 382	512 059	20 581	375 248	3 100	375 248	3 100
Total des dépenses de publicité politique de tiers	-	-	39 934	14 052	55 950	13 654	1 194	364 851	596 653	75 645	447 411	7 046	447 411	7 046

Syndicat canadien de la fonction publique	Chris MacLeod	Coalition of Concerned Manufacturers and Business of Ontario	Coalition of Ontario Doctors	Dennis Mills	Fédération des enseignantes et des enseignants de l'Ontario	Section locale de la FEEO à Durham	Fight for \$15 and Fairness	GreenPAC	Jim Karahalios	Conseil de district provincial de l'Ontario de l'Union internationale des journalistes d'Amérique du Nord	Leadnow Society	Association nationale des retraités fédéraux	National Citizens Coalition	North99	Not This Time Coalition
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
202 492							80 000		8 075		126 838		57 320	5 532	6 000
	7 590	4 000		14 629	693 686	8 927		70	10 000	15 771		17 638			
202 492	7 590	4 000	-	14 629	693 686	8 927	80 000	70	18 075	15 771	126 838	17 638	57 320	5 532	6 000
48 142	5 700	1 000	659	14 629	95 635	8 927	26 270	40		15 771	12 859	5 045	3 781	2 687	3 750
1 655	1 890	3 000	298	-	598 051	-	45 965	30	16 383		1 476	12 594	7 873	958	
49 796	7 590	4 000	957	14 629	693 686	8 927	72 235	70	16 383	15 771	14 336	17 638	11 653	3 645	3 750

Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario	Ontario Real Estate Association	Ontario Retirement Communities Association	Fédération des enseignantes-enseignants des écoles secondaires de l'Ontario	Ontario Undergraduate Student Alliance	Police Association of Ontario	Alliance de la Fonction publique du Canada	Association des infirmières et infirmiers autorisés de l'Ontario	Save Ajax Downs	Take Back Your Power Ontario	Enseignantes et enseignants retraités de l'Ontario	Timothy Bruce McDonald	TTCriders	Unifor	Campus de soins de santé de Vaughan	Wellington Water Watchers	Working Families	Working Ontario Women
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
					99 574			4 250							4 344	1 017 919	712 600
	202 228			1 598	49 787	525	30 308			20 242	868	4 155	211 645	7 672			
-	202 228	-	-	1 598	149 361	525	30 308	4 250	-	20 242	868	4 155	211 645	7 672	4 344	1 017 919	712 600
97 217				120	38 194	525	10 335	4 096		12 559	868	4 155	59 031	5 922		20 000	90 632
105 011				1 478	111 167		19 973			7 683			152 613		2 705	262 500	580 650
-	202 228	-	-	1 598	149 361	525	30 308	4 096	-	20 242	868	4 155	211 645	5 922	2 705	282 500	671 282

Annexe J : États financiers annuels des partis politiques pour 2018

	Parti Économique Canadien	Le Parti du choix des Canadiens et Canadiennes	Parti communiste du Canada (Ontario)	Consensus Ontario	Cultural Action Party of Ontario	Equal Parenting Party	Parti de la Liberté - Ontario	Go Vegan	Parti Vert de l'Ontario	Parti Multiculturel de l'Ontario	Nouveau parti démocratique de l'Ontario	Aucune de ces Réponses Démocratie Directe Parti	Nord de l'Ontario Parti
A. État des recettes et des dépenses	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Recettes													
Contributions nettes	80	500	27 119			450	10 899		762 550	20	2 583 185	13 102	875
Transferts		24	3 000						46 501		1 280 300	3 900	
Autres recettes		0							662 513		4 236 392		3 995
Total des recettes	80	525	30 119			450	10 899		1 471 565	20	8 099 877	17 002	4 870
Dépenses													
Transferts									8 790		1 092 725		
Autres dépenses	56	355	32 186	484		172	5 881		1 301 622		4 612 048	15 682	412
Total des dépenses	56	355	32 186	484		172	5 881		1 310 413		5 704 773	15 682	412
Excédent des recettes sur les dépenses	24	169	(2 067)	(484)		278	5 018		161 152	20	2 395 103	1 320	4 458
Excédent (déficit) de la période de campagne électorale			2 108	3			(6 151)		(89 729)		(5 471 541)	(19 747)	(2)
Excédent (déficit) ajusté de la période précédente		130	2 880			(259)	7 767	1 624	305 839		(916 191)	893	160
Excédent (déficit) en fin d'exercice	24	299	2 921	(480)		19	6 634	1 624	377 262	20	(3 992 629)	(17 534)	4 615
Provenance des contributions													
Particuliers	80	500	27 119				10 899		762 550	20	2 472 918	13 102	653
Total	80	500	27 119				10 899		762 550	20	2 472 918	13 102	653
Contribution moyenne													
Particuliers	80	250	280				198		141	20	174	485	38
B. État de l'actif et du passif	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Actif													
Total	24	604	2 921			19	6 634	1 624	432 126	20	679 722	1 271	4 615
Passif et excédent													
Passif		305		480					54 864		4 672 352	18 805	
Excédent (déficit)	24	299	2 921	(480)		19	6 634	1 624	377 262	20	(3 992 629)	(17 534)	4 615
Total	24	604	2 921			19	6 634	1 624	432 126	20	679 722	1 271	4 615

Alliance de l'Ontario	Parti libéral de l'Ontario	Parti libertarien de l'Ontario	Ontario Moderate Party	Parti Ontario	Ontario Provincial Confederation of Regions Party	Partie de la réforme Social de l'Ontario	Parti pour les gens qui ont des besoins spéciaux	Partie de la Vérité Objective	Parti Pauvre de l'Ontario	Parti progressiste-conservateur de l'Ontario	Arrêtons le Changement Climatique	Stop the New Sex-Ed Agenda	The New People's Choice Party of Ontario	Le Parti Politique du Peuple	Parti Trillium de l'Ontario
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
8 818	1 750 694	23 252					37 320			3 186 026		69 252		7 009	5 571
	552 135	171								1 282 365					
2 975	4 889 838	1 179	588				190			6 628 018	0				
11 793	7 192 667	24 602	588				37 510			11 096 410	0	69 252		7 009	5 571
73	73 345									372 645					7 072
20 874	4 087 882	32 909	588	10	16		34 854			14 555 743	396	16 041		6 300	4 587
20 947	4 161 227	32 909	588	10	16		34 854			14 928 387	396	16 041		6 300	11 659
(9 154)	3 031 440	(8 306)		(10)	(16)		2 656			(3 831 978)	(396)	53 211		709	(6 088)
(13 148)	(6 973 931)	(10 794)		40	(734)					(5 366 377)	642	(50 450)		(632)	3 414
11 938	(262 720)	39 992			1 321		13 693			11 580		75 207		746	11 805
(10 364)	(4 205 211)	20 891		30	571		16 348			(9 186 775)	246	77 968		823	9 131
8 818	1 750 374	23 252					37 320			3 186 026		69 252		7 009	5 511
8 818	1 750 374	23 252					37 320			3 186 026		69 252		7 009	5 511
519	127	79					622			87		187		467	212
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
425	5 515 849	20 891		1 612	571		17 293			2 467 326	281	83 493		1 001	9 131
10 789	9 721 060			1 582			944			11 654 101	35	5 525		178	
(10 364)	(4 205 211)	20 891		30	571		16 348			(9 186 775)	246	77 968		823	9 131
425	5 515 849	20 891		1 612	571		17 293			2 467 326	281	83 493		1 001	9 131

Annexe K : États financiers annuels des associations de circonscription pour 2018

	Le Parti du choix des Canadiens et Canadiennes	Parti communiste du Canada (Ontario)	Ontario Provincial Confederation of Regions Party	Parti de la Liberté - Ontario	Parti Vert de l'Ontario	Parti libéral de l'Ontario	Parti libertarien de l'Ontario
A. État des recettes et des dépenses	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Recettes							
Contributions nettes		495		3 367	172 935	2 224 083	
Transferts					14 297	100 411	
Autres recettes				500	285 867	1 326 493	
Total des recettes		495		3 867	473 099	3 650 987	
Dépenses							
Transferts	24	3 000			53 746	612 410	
Autres dépenses	94	69		46	187 443	1 691 739	30
Total des dépenses	118	3 069		46	241 189	2 304 150	30
Excédent des recettes sur les dépenses	118	2 574		3 821	231 910	1 346 838	30
Excédent (déficit) de la période de campagne électorale		1 461		304	210 575	3 794 559	
Excédent (déficit) ajusté de la période précédente	118	1 520		2 068	320 835	4 957 060	492
Excédent (déficit) en fin d'exercice		407		6 193	342 171	2 509 339	462
B. État de l'actif et du passif	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Actif							
Total		407		6 193	363 488	3 687 157	462
Passif et excédent							
Passif					21 318	1 177 819	
Excédent (déficit)		407		6 193	342 171	2 509 339	462
Total		407		6 193	363 488	3 687 157	462

Aucune de ces Réponses Démocratie Directe Parti	Nouveau parti démocratique de l'Ontario	Nord de l'Ontario Parti	Alliance de l'Ontario	Parti Pauvre de l'Ontario	Parti progressiste- conservateur de l'Ontario	Le Parti Politique du Peuple	Parti pour les gens qui ont des besoins spéciaux	Stop the New Sex-Ed Agenda	Parti Trillium de l'Ontario
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
3 900	1 121 231	2 571			3 564 670		10 600		25 928
	1 026 616		48		403 636				
	677 563	3 907	160		3 960 850		0		71
3 900	2 825 410	6 478	208		7 929 156		10 600		25 999
3 900	1 222 450	2 451			560 165				210
	797 277	3 374	208		4 549 657		9 194		12 997
3 900	2 019 728	5 824	208		5 109 822		9 194		13 207
	805 682	654			2 819 334		1 406		12 792
	1 664 866	205			4 939 625				11 471
	2 299 161	2 397			7 462 803		7 818		3 154
	1 439 977	2 845			5 342 511		9 224		4 475
	1 730 668	3 648			6 631 961		9 224		5 175
	290 691	802			1 285 604				700
	1 439 977	2 845			5 342 511		9 224		4 475
	1 730 668	3 648			6 628 115		9 224		5 175

Annexe L : Entités ayant effectué un dépôt tardif ou n'ayant pas effectué de dépôt en 2018-2019

Rapports relatifs à la période de campagne de l'élection générale de 2018 – Tiers annonceurs

Échéance : 7 décembre 2018

Nombre de tiers annonceurs devant déposer des rapports : 59 | Dépôt tardif : 12 | Aucun dépôt : 0

Tiers	Date de réception
Better Change for Ontario	14 janv. 2019
Chris MacLeod	18 janv. 2019
Coalition of Concerned Manufacturers and Businesses of Ontario	11 déc. 2018
Fédération des enseignantes et des enseignants de l'élémentaire de l'Ontario	10 déc. 2018
Conseil de district provincial de l'Ontario de l'Union internationale des journalistes d'Amérique du Nord (UIJAN)	10 déc. 2018
Ontario Health Coalition	11 janv. 2019
Ontario Korean Businessmen's Association	21 déc. 2018
Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario	15 janv. 2019
Fédération des enseignantes-enseignants des écoles secondaires de l'Ontario	21 déc. 2018
Police Association of Ontario	11 déc. 2018
Timothy Bruce McDonald	14 déc. 2018
Working Ontario Women	11 déc. 2018

États financiers relatifs à la période de campagne de l'élection générale de 2018 – Partis politiques

Échéance : 7 décembre 2018

Nombre de partis politiques devant déposer des états financiers : 28 | Dépôt tardif : 11 | Aucun dépôt : 2

Parti politique	Date de réception
Parti communiste du Canada (Ontario)	15 janv. 2019
Consensus Ontario	26 mars 2019
Cultural Action Party of Ontario	Aucun dépôt
Parti Vert de l'Ontario	16 déc. 2018
Nord de l'Ontario Parti	16 janv. 2019
Parti libertarien de l'Ontario	23 janv. 2019
Partie de la réforme Social de l'Ontario	28 déc. 2018
Partie de la Vérité Objective	Aucun dépôt
Arrêtons le Changement Climatique	12 févr. 2019
Stop the New Sex-Ed Agenda	8 déc. 2018
The New People's Choice Party of Ontario	25 mars 2019
Le Parti Politique du Peuple	23 déc. 2018
Parti Trillium de l'Ontario	21 déc. 2018

États financiers annuels de 2018 – Partis politiques

Échéance : 31 mai 2019

Nombre de partis politiques devant déposer des états financiers : 29 | Dépôt tardif : 8 | Aucun dépôt : 2

Parti politique	Date de réception
Cultural Action Party of Ontario	Aucun dépôt
Parti libertarien de l'Ontario	17 juin 2019
Nord de l'Ontario Parti	3 juill. 2019
Parti Pauvre de l'Ontario	3 juin 2019
Le Parti Politique du Peuple	2 juill. 2019
Partie de la Vérité Objective	Aucun dépôt
Parti pour les gens qui ont des besoins spéciaux	19 juin 2019
Arrêtons le Changement Climatique	7 août 2019
Parti Trillium de l'Ontario	3 sept. 2019
Go Vegan	3 juin 2019

États financiers relatifs à la période de campagne de l'élection générale de 2018 – Associations de circonscription

Échéance : 7 décembre 2018

Nombre d'associations de circonscription devant déposer des états financiers : 694

Dépôt tardif : 200 | Aucun dépôt : 3

Parti politique	Code de circonscription électorale	Circonscription électorale	Date de réception
Cultural Action Party of Ontario	090	St. Catharines	Aucun dépôt
Parti communiste du Canada (Ontario)	110	Toronto—Danforth	2 janv. 2019
Parti Vert de l'Ontario	004	Barrie—Innisfil	24 déc. 2018
	005	Barrie—Springwater—Oro-Medonte	19 déc. 2018
	013	Brantford—Brant	23 déc. 2018
	014	Bruce—Grey—Owen Sound	7 mars 2019
	027	Essex	17 janv. 2019
	039	Hamilton-Ouest—Ancaster—Dundas	28 déc. 2018
	043	Kanata—Carleton	11 déc. 2018
	046	Kingston et les Îles	11 févr. 2019
	048	Kitchener—Conestoga	19 déc. 2018
	069	Niagara Falls	17 janv. 2019

Parti politique	Code de circonscription électorale	Circonscription électorale	Date de réception
Parti Vert de l'Ontario	071	Nickel Belt	17 janv. 2019
	081	Ottawa-Ouest—Nepean	19 déc. 2018
	084	Parry Sound—Muskoka	31 déc. 2018
	097	Scarborough—Rouge Park	24 févr. 2019
	099	Simcoe—Grey	10 janv. 2019
	109	Toronto-Centre	16 janv. 2019
	114	Waterloo	13 déc. 2018
	115	Wellington—Halton Hills	10 janv. 2019
Parti libéral de l'Ontario	002	Algoma—Manitoulin	18 déc. 2018
	003	Aurora—Oak Ridges—Richmond Hill	14 déc. 2018
	007	Beaches—East York	16 janv. 2019
	008	Brampton-Centre	18 déc. 2018
	009	Brampton-Est	16 janv. 2019
	011	Brampton-Sud	18 déc. 2018
	012	Brampton-Ouest	21 déc. 2018
	014	Bruce—Grey—Owen Sound	18 déc. 2018
	019	Davenport	29 mars 2019
	020	Don Valley-Est	21 déc. 2018
	021	Don Valley-Nord	18 déc. 2018
	024	Durham	16 janv. 2019
	027	Essex	18 déc. 2018
	028	Etobicoke-Centre	18 déc. 2018
	036	Hamilton-Centre	21 déc. 2018
	037	Hamilton-Est—Stoney Creek	16 janv. 2019
	038	Hamilton Mountain	10 déc. 2018
	040	Hastings—Lennox and Addington	16 janv. 2019
	042	Huron—Bruce	12 janv. 2019
	043	Kanata—Carleton	22 févr. 2019
	044	Kenora—Rainy River	21 déc. 2018
	046	Kingston et les Îles	11 déc. 2018
	047	Kitchener-Centre	28 déc. 2018
	052	Leeds—Grenville—Thousand Islands et Rideau Lakes	16 janv. 2019

Parti politique	Code de circonscription électorale	Circonscription électorale	Date de réception
Parti libéral de l'Ontario	057	Markham—Thornhill	25 févr. 2019
	060	Mississauga-Centre	14 déc. 2018
	061	Mississauga-Est—Cooksville	31 déc. 2018
	062	Mississauga—Erin Mills	14 déc. 2018
	067	Newmarket—Aurora	13 déc. 2018
	068	Niagara-Centre	9 janv. 2019
	069	Niagara Falls	18 déc. 2018
	074	Oakville	28 déc. 2018
	075	Oakville-Nord—Burlington	22 févr. 2019
	077	Oshawa	16 janv. 2019
	083	Parkdale—High Park	20 déc. 2018
	085	Perth—Wellington	9 janv. 2019
	087	Pickering—Uxbridge	16 janv. 2019
	089	Richmond Hill	17 déc. 2018
	091	Sarnia—Lambton	28 déc. 2018
	092	Sault Ste. Marie	21 déc. 2018
	096	Scarborough-Nord	21 déc. 2018
	097	Scarborough—Rouge Park	25 févr. 2019
	098	Scarborough-Sud-Ouest	21 déc. 2018
	102	Stormont—Dundas—South Glengarry	18 déc. 2018
	107	Timiskaming—Cochrane	18 janv. 2019
	108	Timmins	4 janv. 2019
	109	Toronto-Centre	31 déc. 2018
110	Toronto—Danforth	16 janv. 2019	
112	University—Rosedale	16 janv. 2019	
117	Willowdale	22 févr. 2019	
120	York-Centre	6 mars 2019	
123	Kiiwetinoong	21 déc. 2018	
Parti libertarien de l'Ontario	004	Barrie—Innisfil	26 juin 2019
	083	Parkdale—High Park	9 janv. 2019

Parti politique	Code de circonscription électorale	Circonscription électorale	Date de réception
Nouveau parti démocratique de l'Ontario	004	Barrie—Innisfil	19 févr. 2019
	009	Brampton-Est	16 janv. 2019
	011	Brampton-Sud	25 févr. 2019
	012	Brampton-Ouest	25 janv. 2019
	013	Brantford—Brant	16 mai 2019
	014	Bruce—Grey—Owen Sound	19 févr. 2019
	016	Cambridge	15 févr. 2019
	018	Chatham-Kent—Leamington	14 janv. 2019
	020	Don Valley-Est	14 janv. 2019
	021	Don Valley-Nord	17 janv. 2019
	023	Dufferin—Caledon	17 janv. 2019
	025	Eglinton—Lawrence	11 déc. 2018
	026	Elgin—Middlesex—London	17 janv. 2019
	028	Etobicoke-Centre	28 déc. 2018
	030	Etobicoke-Nord	19 déc. 2018
	033	Guelph	19 déc. 2018
	034	Haldimand—Norfolk	14 janv. 2019
	035	Haliburton—Kawartha Lakes—Brock	19 déc. 2018
	042	Huron—Bruce	19 déc. 2018
	043	Kanata—Carleton	21 déc. 2018
	044	Kenora—Rainy River	19 févr. 2019
	045	King—Vaughan	17 janv. 2019
	048	Kitchener—Conestoga	21 déc. 2018
	049	Kitchener-Sud—Hespeler	20 févr. 2019
	050	Lambton—Kent—Middlesex	19 déc. 2018
	051	Lanark—Frontenac—Kingston	6 mai 2019
	056	Markham—Stouffville	28 févr. 2019
	057	Markham—Thornhill	28 déc. 2018
	058	Markham—Unionville	19 déc. 2018
	060	Mississauga-Centre	10 janv. 2019
	061	Mississauga-Est—Cooksville	10 janv. 2019
	062	Mississauga—Erin Mills	20 déc. 2018

Parti politique	Code de circonscription électorale	Circonscription électorale	Date de réception
Nouveau parti démocratique de l'Ontario	063	Mississauga—Lakeshore	25 févr. 2019
	064	Mississauga—Malton	20 déc. 2018
	065	Mississauga—Streetsville	14 janv. 2019
	066	Nepean	15 janv. 2019
	072	Nipissing	21 déc. 2018
	073	Northumberland—Peterborough-Sud	28 déc. 2018
	074	Oakville	20 déc. 2018
	075	Oakville-Nord—Burlington	20 déc. 2018
	076	Orléans	20 déc. 2018
	079	Ottawa-Sud	15 janv. 2019
	082	Oxford	19 févr. 2019
	084	Parry Sound—Muskoka	22 févr. 2019
	086	Peterborough—Kawartha	21 déc. 2018
	087	Pickering—Uxbridge	31 déc. 2018
	091	Sarnia—Lambton	15 janv. 2019
	092	Sault Ste. Marie	31 déc. 2018
	093	Scarborough—Agincourt	25 févr. 2019
	095	Scarborough—Guildwood	27 févr. 2019
	097	Scarborough—Rouge Park	25 janv. 2019
	100	Simcoe-Nord	10 févr. 2019
	102	Stormont—Dundas—South Glengarry	10 déc. 2018
	104	Thornhill	31 déc. 2018
	106	Thunder Bay—Supérieur-Nord	31 déc. 2018
113	Vaughan—Woodbridge	10 févr. 2019	
116	Whitby	20 févr. 2019	
117	Willowdale	15 févr. 2019	
120	York-Centre	31 déc. 2018	
121	York—Simcoe	23 janv. 2019	

Parti politique	Code de circonscription électorale	Circonscription électorale	Date de réception
Nord de l'Ontario Parti	002	Algoma—Manitoulin	28 déc. 2018
	044	Kenora—Rainy River	16 janv. 2019
	108	Timmins	10 déc. 2018
	123	Kiiwetinoong	4 févr. 2019
Alliance de l'Ontario	094	Scarborough-Centre	22 févr. 2019
Parti Pauvre de l'Ontario	054	London-Centre-Nord	Aucun dépôt
Parti progressiste-conservateur de l'Ontario	007	Beaches—East York	13 févr. 2019
	008	Brampton-Centre	19 déc. 2018
	009	Brampton-Est	16 févr. 2019
	010	Brampton-Nord	20 déc. 2018
	012	Brampton-Ouest	19 déc. 2018
	014	Bruce—Grey—Owen Sound	10 déc. 2018
	015	Burlington	21 déc. 2018
	020	Don Valley-Est	19 déc. 2018
	029	Etobicoke—Lakeshore	1 janv. 2019
	033	Guelph	9 déc. 2018
	036	Hamilton-Centre	31 déc. 2018
	037	Hamilton-Est—Stoney Creek	2 févr. 2019
	039	Hamilton-Ouest—Ancaster—Dundas	25 févr. 2019
	041	Humber River—Black Creek	21 févr. 2019
	044	Kenora—Rainy River	23 févr. 2019
	045	King—Vaughan	31 janv. 2019
	047	Kitchener-Centre	9 janv. 2019
	048	Kitchener—Conestoga	17 janv. 2019
	049	Kitchener-Sud—Hespeler	14 déc. 2018
	050	Lambton—Kent—Middlesex	20 déc. 2018
	059	Milton	19 déc. 2018
	060	Mississauga-Centre	18 déc. 2018
	061	Mississauga-Est—Cooksville	17 déc. 2018
	062	Mississauga—Erin Mills	2 janv. 2019
	063	Mississauga—Lakeshore	31 déc. 2018

Parti politique	Code de circonscription électorale	Circonscription électorale	Date de réception
Parti progressiste-conservateur de l'Ontario	064	Mississauga—Malton	9 janv. 2019
	065	Mississauga—Streetsville	14 févr. 2019
	066	Nepean	13 janv. 2019
	068	Niagara-Centre	25 févr. 2019
	071	Nickel Belt	28 déc. 2018
	074	Oakville	14 déc. 2018
	075	Oakville-Nord—Burlington	2 janv. 2019
	080	Ottawa—Vanier	23 févr. 2019
	083	Parkdale—High Park	13 déc. 2018
	084	Parry Sound—Muskoka	12 déc. 2018
	094	Scarborough-Centre	14 janv. 2019
	097	Scarborough—Rouge Park	23 déc. 2018
	100	Simcoe-Nord	17 janv. 2019
	101	Spadina—Fort York	23 déc. 2018
	103	Sudbury	19 déc. 2018
	104	Thornhill	31 déc. 2018
	112	University—Rosedale	28 déc. 2018
	113	Vaughan—Woodbridge	14 janv. 2019
	114	Waterloo	10 janv. 2019
	117	Willowdale	9 janv. 2019
119	Windsor-Ouest	2 janv. 2019	
120	York-Centre	31 déc. 2018	
122	York-Sud—Weston	24 déc. 2018	
123	Kiiwetinoong	20 déc. 2018	
Stop the New Sex-Ed Agenda	039	Hamilton-Ouest—Ancaster—Dundas	19 déc. 2018
	056	Markham—Stouffville	19 déc. 2018
	081	Ottawa-Ouest—Nepean	19 déc. 2018
	096	Scarborough-Nord	19 déc. 2018

Parti politique	Code de circonscription électorale	Circonscription électorale	Date de réception
Parti Trillium de l'Ontario	008	Brampton-Centre	25 févr. 2019
	025	Eglinton—Lawrence	10 déc. 2018
	040	Hastings—Lennox and Addington	2 janv. 2019
	043	Kanata—Carleton	28 févr. 2019
	045	King—Vaughan	23 janv. 2019
	067	Newmarket—Aurora	18 janv. 2019
	073	Northumberland—Peterborough-Sud	21 déc. 2018
	093	Scarborough—Agincourt	12 févr. 2019
	097	Scarborough—Rouge Park	25 févr. 2019
	121	York—Simcoe	Aucun dépôt

États financiers annuels de 2018 - Associations de circonscription

Échéance : 31 mai 2019

Nombre d'associations de circonscription devant déposer des états financiers : 696

Dépôt tardif : 215 | Aucun dépôt : 2

Parti politique	Code de circonscription électorale	Circonscription électorale	Date de réception
Parti communiste du Canada (Ontario)	110	Toronto—Danforth	9 juin 2019
Ontario Provincial Confederation of Regions Party	108	Timmins	28 juin 2019
Parti Vert de l'Ontario	005	Barrie—Springwater—Oro-Medonte	4 juin 2019
	007	Beaches—East York	2 juin 2019
	010	Brampton-Nord	3 juill. 2019
	013	Brantford—Brant	16 juill. 2019
	016	Cambridge	19 juin 2019
	025	Eglinton—Lawrence	4 juin 2019
	029	Etobicoke—Lakeshore	30 juin 2019
	032	Glengarry—Prescott—Russell	24 juin 2019
	033	Guelph	28 juin 2019
	036	Hamilton-Centre	8 juill. 2019
	038	Hamilton Mountain	3 juin 2019
	043	Kanata—Carleton	30 juin 2019

Parti politique	Code de circonscription électorale	Circonscription électorale	Date de réception
Parti Vert de l'Ontario	046	Kingston et les Îles	11 juill. 2019
	048	Kitchener—Conestoga	26 août 2019
	049	Kitchener-Sud—Hespeler	3 juin 2019
	054	London-Centre-Nord	17 juin 2019
	055	London-Ouest	8 juill. 2019
	060	Mississauga-Centre	17 juin 2019
	065	Mississauga—Streetsville	1 juill. 2019
	066	Nepean	1 juill. 2019
	068	Niagara-Centre	28 juin 2019
	069	Niagara Falls	11 juill. 2019
	072	Nipissing	4 juill. 2019
	079	Ottawa-Sud	11 juill. 2019
	080	Ottawa—Vanier	29 juin 2019
	083	Parkdale—High Park	30 juin 2019
	086	Peterborough—Kawartha	28 juin 2019
	090	St. Catharines	3 juin 2019
	092	Sault Ste. Marie	10 juill. 2019
	097	Scarborough—Rouge Park	12 juill. 2019
	107	Timiskaming—Cochrane	4 juill. 2019
	109	Toronto-Centre	12 juill. 2019
110	Toronto—Danforth	4 juill. 2019	
114	Waterloo	15 août 2019	
115	Wellington—Halton Hills	12 juill. 2019	
116	Whitby	12 juill. 2019	
Parti libéral de l'Ontario	013	Brantford—Brant	13 juin 2019
	019	Davenport	16 juin 2019
	020	Don Valley-Est	21 juin 2019
	024	Durham	20 juin 2019
	025	Eglinton—Lawrence	15 juin 2019
	037	Hamilton-Est—Stoney Creek	8 juin 2019
	041	Humber River—Black Creek	28 juin 2019
	045	King—Vaughan	7 juin 2019
	052	Leeds—Grenville—Thousand Islands et Rideau Lakes	20 juill. 2019

Parti politique	Code de circonscription électorale	Circonscription électorale	Date de réception
Parti libéral de l'Ontario	058	Markham—Unionville	12 juill. 2019
	061	Mississauga-Est—Cooksville	1 juin 2019
	069	Niagara Falls	16 juin 2019
	070	Niagara-Ouest	8 juill. 2019
	071	Nickel Belt	17 juin 2019
	077	Oshawa	15 juin 2019
	082	Oxford	12 juill. 2019
	087	Pickering—Uxbridge	26 juin 2019
	096	Scarborough-Nord	8 juin 2019
	097	Scarborough—Rouge Park	28 juin 2019
	098	Scarborough-Sud-Ouest	15 juin 2019
	099	Simcoe—Grey	17 sept. 2019
	102	Stormont—Dundas—South Glengarry	8 juin 2019
	105	Thunder Bay—Atikokan	10 juill. 2019
	108	Timmins	24 juin 2019
	110	Toronto—Danforth	28 juin 2019
	111	Toronto—St. Paul's	8 juin 2019
118	Windsor—Tecumseh	11 juill. 2019	
120	York-Centre	15 juin 2019	
Parti libertarien de l'Ontario	004	Barrie—Innisfil	23 août 2019
	094	Scarborough-Centre	26 juin 2019
	116	Whitby	13 juin 2019
Nouveau parti démocratique de l'Ontario	003	Aurora—Oak Ridges—Richmond Hill	30 juin 2019
	004	Barrie—Innisfil	30 juin 2019
	006	Baie de Quinte	20 juin 2019
	008	Brampton-Centre	7 juin 2019
	009	Brampton-Est	7 juin 2019
	010	Brampton-Nord	7 juin 2019
	012	Brampton-Ouest	2 juill. 2019
	013	Brantford—Brant	22 août 2019
	014	Bruce—Grey—Owen Sound	12 juill. 2019
	016	Cambridge	14 juin 2019
	017	Carleton	2 juill. 2019

Parti politique	Code de circonscription électorale	Circonscription électorale	Date de réception
Nouveau parti démocratique de l'Ontario	018	Chatham-Kent—Leamington	8 juill. 2019
	019	Davenport	6 juin 2019
	020	Don Valley-Est	9 juill. 2019
	021	Don Valley-Nord	9 juill. 2019
	022	Don Valley-Ouest	19 juin 2019
	023	Dufferin—Caledon	11 juill. 2019
	024	Durham	18 juin 2019
	025	Eglinton—Lawrence	10 juin 2019
	026	Elgin—Middlesex—London	9 juill. 2019
	028	Etobicoke-Centre	9 juill. 2019
	029	Etobicoke—Lakeshore	10 juin 2019
	031	Flamborough—Glanbrook	11 juill. 2019
	032	Glengarry—Prescott—Russell	30 juin 2019
	033	Guelph	9 juill. 2019
	034	Haldimand—Norfolk	12 juill. 2019
	035	Haliburton—Kawartha Lakes—Brock	15 juill. 2019
	037	Hamilton-Est—Stoney Creek	2 juill. 2019
	039	Hamilton-Ouest—Ancaster—Dundas	10 juill. 2019
	040	Hastings—Lennox and Addington	30 juin 2019
	042	Huron—Bruce	5 juill. 2019
	043	Kanata—Carleton	2 juill. 2019
	044	Kenora—Rainy River	16 sept. 2019
	045	King—Vaughan	2 juill. 2019
	047	Kitchener-Centre	13 juin 2019
	049	Kitchener-Sud—Hespeler	13 juin 2019
	050	Lambton—Kent—Middlesex	30 juin 2019
	051	Lanark—Frontenac—Kingston	23 juill. 2019
	053	London—Fanshawe	3 juin 2019
	054	London-Centre-Nord	4 juin 2019
	055	London-Ouest	14 juin 2019
	056	Markham—Stouffville	30 juin 2019
	057	Markham—Thornhill	4 juin 2019
058	Markham—Unionville	3 juin 2019	

Parti politique	Code de circonscription électorale	Circonscription électorale	Date de réception
Nouveau parti démocratique de l'Ontario	059	Milton	8 juill. 2019
	060	Mississauga-Centre	9 août 2019
	061	Mississauga-Est—Cooksville	7 juill. 2019
	062	Mississauga—Erin Mills	24 juill. 2019
	063	Mississauga—Lakeshore	2 juill. 2019
	064	Mississauga—Malton	29 juill. 2019
	065	Mississauga—Streetsville	17 juill. 2019
	066	Nepean	9 juill. 2019
	067	Newmarket—Aurora	2 juill. 2019
	068	Niagara-Centre	3 juin 2019
	069	Niagara Falls	3 juin 2019
	070	Niagara-Ouest	5 juill. 2019
	072	Nipissing	5 juill. 2019
	073	Northumberland—Peterborough-Sud	11 juill. 2019
	074	Oakville	5 juill. 2019
	075	Oakville-Nord—Burlington	2 juill. 2019
	076	Orléans	2 juill. 2019
	078	Ottawa-Centre	5 juill. 2019
	079	Ottawa-Sud	2 juill. 2019
	080	Ottawa—Vanier	11 juin 2019
	081	Ottawa-Ouest—Nepean	2 juill. 2019
	082	Oxford	12 juill. 2019
	084	Parry Sound—Muskoka	12 juill. 2019
	085	Perth—Wellington	30 juin 2019
	086	Peterborough—Kawartha	5 juill. 2019
	087	Pickering—Uxbridge	5 juill. 2019
	089	Richmond Hill	5 juill. 2019
	090	St. Catharines	17 juill. 2019
	091	Sarnia—Lambton	10 juill. 2019
	092	Sault Ste. Marie	2 juill. 2019
	093	Scarborough—Agincourt	5 juill. 2019
	094	Scarborough-Centre	5 juill. 2019
095	Scarborough—Guildwood	22 juill. 2019	

Parti politique	Code de circonscription électorale	Circonscription électorale	Date de réception
Nouveau parti démocratique de l'Ontario	096	Scarborough-Nord	10 juill. 2019
	099	Simcoe—Grey	30 juin 2019
	100	Simcoe-Nord	9 juill. 2019
	101	Spadina—Fort York	18 juin 2019
	102	Stormont—Dundas—South Glengarry	30 juin 2019
	103	Sudbury	17 juill. 2019
	104	Thornhill	30 juin 2019
	105	Thunder Bay—Atikokan	10 juill. 2019
	106	Thunder Bay—Supérieur-Nord	10 juill. 2019
	107	Timiskaming—Cochrane	18 juin 2019
	111	Toronto—St. Paul's	10 juin 2019
	112	University—Rosedale	7 juin 2019
	113	Vaughan—Woodbridge	30 juin 2019
	114	Waterloo	6 juin 2019
	115	Wellington—Halton Hills	13 août 2019
	116	Whitby	12 juill. 2019
	117	Willowdale	14 août 2019
	119	Windsor-Ouest	7 juin 2019
	120	York-Centre	30 juin 2019
	121	York—Simcoe	12 juill. 2019
123	Kiiwetinoong	12 juin 2019	
Nord de l'Ontario Parti	002	Algoma—Manitoulin	4 juin 2019
	044	Kenora—Rainy River	4 juin 2019
	072	Nipissing	3 juill. 2019
	092	Sault Ste. Marie	4 juin 2019
	105	Thunder Bay—Atikokan	4 juin 2019
	106	Thunder Bay—Supérieur-Nord	4 juin 2019
	107	Timiskaming—Cochrane	17 juin 2019
	108	Timmins	24 juin 2019
	123	Kiiwetinoong	4 juin 2019
	Alliance de l'Ontario	082	Oxford
Parti Pauvre de l'Ontario	013	Brantford—Brant	3 juin 2019
	086	Peterborough—Kawartha	3 juin 2019

Parti politique	Code de circonscription électorale	Circonscription électorale	Date de réception
Parti progressiste-conservateur de l'Ontario	005	Barrie—Springwater—Oro-Medonte	4 juin 2019
	009	Brampton-Est	24 juin 2019
	015	Burlington	27 juin 2019
	016	Cambridge	21 juin 2019
	018	Chatham-Kent—Leamington	6 juin 2019
	027	Essex	9 juin 2019
	031	Flamborough—Glanbrook	10 juin 2019
	036	Hamilton-Centre	6 juin 2019
	037	Hamilton-Est—Stoney Creek	6 juin 2019
	039	Hamilton-Ouest—Ancaster—Dundas	10 juin 2019
	040	Hastings—Lennox and Addington	27 juin 2019
	041	Humber River—Black Creek	27 juin 2019
	042	Huron—Bruce	28 juin 2019
	045	King—Vaughan	20 juin 2019
	047	Kitchener-Centre	2 août 2019
	053	London—Fanshawe	3 juin 2019
	061	Mississauga-Est—Cooksville	8 juin 2019
	063	Mississauga—Lakeshore	27 juin 2019
	066	Nepean	7 juin 2019
	068	Niagara-Centre	4 juin 2019
075	Oakville-Nord—Burlington	27 juin 2019	
099	Simcoe—Grey	5 juin 2019	
101	Spadina—Fort York	21 juin 2019	
112	University—Rosedale	16 juin 2019	
113	Vaughan—Woodbridge	20 juin 2019	

Parti politique	Code de circonscription électorale	Circonscription électorale	Date de réception
Parti pour les gens qui ont des besoins spéciaux	025	Eglinton—Lawrence	12 juin 2019
	109	Toronto-Centre	10 juin 2019
	110	Toronto—Danforth	12 juin 2019
Parti Trillium de l'Ontario	008	Brampton-Centre	13 sept. 2019
	014	Bruce—Grey—Owen Sound	24 juill. 2019
	025	Eglinton—Lawrence	13 sept. 2019
	031	Flamborough—Glanbrook	10 juin 2019
	043	Kanata—Carleton	Aucun dépôt
	073	Northumberland—Peterborough-Sud	20 nov. 2019
	093	Scarborough—Agincourt	30 sept. 2019
	094	Scarborough-Centre	5 juin 2019
	097	Scarborough—Rouge Park	12 juill. 2019
	121	York—Simcoe	Aucun dépôt

États financiers relatifs à la période de campagne de l'élection générale de 2018 - Candidats

Échéance : 7 décembre 2018

Nombre de candidats devant déposer des états financiers : 830 | Dépôt tardif : 291 | Aucun dépôt : 18

Parti politique	Code de circonscription électorale	Circonscription électorale	Nom du candidat ou de la candidate	Date de réception
Cultural Action Party of Ontario	007	Beaches—East York	Eric Brazau	Aucun dépôt
	017	Carleton	Kevin Harris	Aucun dépôt
	090	St. Catharines	Brian Willis	Aucun dépôt
Le Parti du choix des Canadiens et Canadiennes	004	Barrie—Innisfil	Jake Tucker	Aucun dépôt
Parti Économique Canadien	022	Don Valley-Ouest	Patrick Knight	18 févr. 2019
	109	Toronto-Centre	Wanda Fountain	18 févr. 2019
Consensus Ontario	014	Bruce—Grey—Owen Sound	Janice Kaikkonen	Aucun dépôt
	015	Burlington	Peter Rusin	22 févr. 2019
	023	Dufferin—Caledon	Stephen McKendrick	Aucun dépôt
	035	Haliburton—Kawartha Lakes—Brock	Charles MacMillan	6 juin 2019
	041	Humber River—Black Creek	Scott Aitchison	7 févr. 2019
	048	Kitchener—Conestoga	Dan Holt	25 févr. 2019
	055	London-Ouest	Bradley Harness	14 mai 2019
	071	Nickel Belt	Kevin Brault	13 mai 2019
	085	Perth—Wellington	Paul McKendrick	Aucun dépôt
	103	Sudbury	Mila Chavez Wong	21 mai 2019
Parti communiste du Canada (Ontario)	012	Brampton-Ouest	Surjit Sahota	18 déc. 2018
	033	Guelph	Juanita Burnett	17 déc. 2018
	036	Hamilton-Centre	Mary Campbell	21 déc. 2018
	047	Kitchener-Centre	Martin Suter	18 déc. 2018
	054	London-Centre-Nord	Clara Sorrenti	18 déc. 2018
	055	London-Ouest	Michael Lewis	4 janv. 2019
	078	Ottawa-Centre	Stuart Ryan	18 déc. 2018
	079	Ottawa-Sud	Larry Wasslen	18 déc. 2018
	083	Parkdale—High Park	Jay Watts	18 déc. 2018
	110	Toronto—Danforth	Ivan Byard	17 déc. 2018
Parti de la Liberté - Ontario	116	Whitby	Douglas Thom	13 déc. 2018

Parti politique	Code de circonscription électorale	Circonscription électorale	Nom du candidat ou de la candidate	Date de réception
Parti Vert de l'Ontario	004	Barrie—Innisfil	Bonnie North	22 déc. 2018
	005	Barrie—Springwater—Oro-Medonte	Keenan Aylwin	19 déc. 2018
	007	Beaches—East York	Debra Scott	11 déc. 2018
	009	Brampton-Est	Raquel Fronte	22 janv. 2019
	013	Brantford—Brant	Ken Burns	23 déc. 2018
	020	Don Valley-Est	Yik-Chee Wong	24 déc. 2018
	030	Etobicoke-Nord	Nancy Ghuman	28 déc. 2018
	044	Kenora—Rainy River	Ember McKillop	17 janv. 2019
	046	Kingston et les Îles	Robert Kiley	23 févr. 2019
	052	Leeds—Grenville—Thousand Islands et Rideau Lakes	Derek Morley	10 janv. 2019
	063	Mississauga—Lakeshore	Lloyd Jones	31 janv. 2019
	069	Niagara Falls	Karen Fraser	13 janv. 2019
	084	Parry Sound—Muskoka	Matthew Richter	17 janv. 2019
	085	Perth—Wellington	Lisa Olsen	13 janv. 2019
	095	Scarborough—Guildwood	Linda Rice	9 janv. 2019
	097	Scarborough—Rouge Park	Priyan De Silva	23 févr. 2019
	098	Scarborough-Sud-Ouest	David Del Grande	21 déc. 2018
	113	Vaughan—Woodbridge	Michael DiPasquale	28 déc. 2018
	114	Waterloo	Zdravko Gunjevic	15 déc. 2018
	115	Wellington—Halton Hills	David Rodgers	23 janv. 2019
118	Windsor—Tecumseh	Henry Oulevey	28 févr. 2019	
120	York-Centre	Romana Lyon	3 mars 2019	
Candidats indépendants	001	Ajax	Kevin Brackley	28 févr. 2019
	005	Barrie—Springwater—Oro-Medonte	Ramharrack Faerber	18 janv. 2019
	007	Beaches—East York	Andrew Balodis	11 juin 2019
	017	Carleton	Mark Dickson	27 févr. 2019
	049	Kitchener-Sud—Hespeler	Narine Sookram	7 févr. 2019
	068	Niagara-Centre	Steven Soos	15 janv. 2019
	082	Oxford	David Sikal	28 févr. 2019
	084	Parry Sound—Muskoka	James Mole	4 juin 2019

Parti politique	Code de circonscription électorale	Circonscription électorale	Nom du candidat ou de la candidate	Date de réception
Candidats indépendants	087	Pickering—Uxbridge	Eric Sivadas	29 août 2019
	087	Pickering—Uxbridge	William Myers	11 déc. 2018
	095	Scarborough—Guildwood	Benjamin Mbaegbu	24 déc. 2018
	112	University—Rosedale	Lloyd MacLeod	4 mars 2019
	117	Willowdale	Birinder Ahluwalia	22 févr. 2019
Parti libéral de l'Ontario	002	Algoma—Manitoulin	Charles Fox	2 janv. 2019
	003	Aurora—Oak Ridges—Richmond Hill	Naheed Yaqubian	14 déc. 2018
	004	Barrie—Innisfil	Elizabeth Hoggarth	20 déc. 2018
	007	Beaches—East York	Arthur Potts	16 janv. 2019
	008	Brampton-Centre	Safdar Hussain	18 déc. 2018
	009	Brampton-Est	Parminder Singh	16 janv. 2019
	011	Brampton-Sud	Sukhwant Thethi	2 janv. 2019
	012	Brampton-Ouest	Sukhjit Dhillon	21 déc. 2018
	014	Bruce—Grey—Owen Sound	Francesca Dobbyn	10 déc. 2018
	019	Davenport	Cristina Martins	29 mars 2019
	020	Don Valley-Est	Michael Coteau	21 déc. 2018
	021	Don Valley-Nord	Shelley Carroll	31 déc. 2018
	024	Durham	Granville Anderson	29 mars 2019
	027	Essex	Katherine Festeryga	18 déc. 2018
	028	Etobicoke-Centre	Yvan Baker	18 déc. 2018
	036	Hamilton-Centre	Deirdre Pike	21 déc. 2018
	038	Hamilton Mountain	Damin Starr	10 déc. 2018
	040	Hastings—Lennox and Addington	Timothy Rigby	17 janv. 2019
	042	Huron—Bruce	Donald Matheson	22 janv. 2019
	043	Kanata—Carleton	Stephanie Maghnam	22 févr. 2019
	044	Kenora—Rainy River	Karen Kejick	31 déc. 2018
	046	Kingston et les Îles	Sophie Kiwala	11 déc. 2018
	047	Kitchener-Centre	Daiene Vernile	28 déc. 2018
052	Leeds—Grenville—Thousand Islands et Rideau Lakes	David Henderson	16 janv. 2019	

Parti politique	Code de circonscription électorale	Circonscription électorale	Nom du candidat ou de la candidate	Date de réception
Parti libéral de l'Ontario	057	Markham—Thornhill	Juanita Kathirgamanathan	25 févr. 2019
	059	Milton	Indira Naidoo-Harris	18 déc. 2018
	060	Mississauga-Centre	Bobbie Daid	10 déc. 2018
	061	Mississauga-Est—Cooksville	Dipika Damerla	31 déc. 2018
	062	Mississauga—Erin Mills	Imran Mian	11 déc. 2018
	066	Nepean	Lovina Srivastava	21 déc. 2018
	067	Newmarket—Aurora	Chris Ballard	13 déc. 2018
	068	Niagara-Centre	Benoit Mercier	9 janv. 2019
	069	Niagara Falls	Dean Demizio	21 déc. 2018
	074	Oakville	Kevin Flynn	28 déc. 2018
	075	Oakville-Nord—Burlington	Alvin Tedjo	28 déc. 2018
	077	Oshawa	Makini Smith	25 févr. 2019
	080	Ottawa—Vanier	Nathalie Des Rosiers	8 déc. 2018
	082	Oxford	James Howard	31 déc. 2018
	083	Parkdale—High Park	Nadia Guerrera	20 déc. 2018
	084	Parry Sound—Muskoka	Brenda Rhodes	12 déc. 2018
	085	Perth—Wellington	Brendan Knight	9 janv. 2019
	087	Pickering—Uxbridge	Ibrahim Daniyal	15 mai 2019
	089	Richmond Hill	Reza Moridi	17 déc. 2018
	091	Sarnia—Lambton	Neil Wereley	2 janv. 2019
	092	Sault Ste. Marie	Jaclynne Hamel	2 janv. 2019
	096	Scarborough-Nord	Chin Lee	31 déc. 2018
	097	Scarborough—Rouge Park	Sumithra Shanmuganathan	25 févr. 2019
	098	Scarborough-Sud-Ouest	Lorenzo Berardinetti	21 déc. 2018
	099	Simcoe—Grey	Dan Hambly	25 avr. 2019
	102	Stormont—Dundas—South Glengarry	Heather Megill	14 déc. 2018
	107	Timiskaming—Cochrane	Brian Johnson	25 janv. 2019
	108	Timmins	Mickey Auger	16 janv. 2019
	109	Toronto-Centre	David Morris	31 déc. 2018

Parti politique	Code de circonscription électorale	Circonscription électorale	Nom du candidat ou de la candidate	Date de réception
Parti libéral de l'Ontario	110	Toronto—Danforth	Li Koo	30 mai 2019
	112	University—Rosedale	Jo-Ann Davis	16 janv. 2019
	115	Wellington—Halton Hills	Joseph Hurst	25 févr. 2019
	117	Willowdale	David Zimmer	14 déc. 2018
	120	York-Centre	Ramon Esraris	6 mars 2019
	123	Kiikwetinoong	Douglas Lawrance	21 déc. 2018
Parti libéral de l'Ontario	001	Ajax	Marsha Haynes	23 janv. 2019
	003	Aurora—Oak Ridges—Richmond Hill	Sergei Korovitsyn	30 janv. 2019
	004	Barrie—Innisfil	Brett Dorion	10 déc. 2018
	015	Burlington	James Gilchrist	13 déc. 2018
	021	Don Valley-Nord	Sarah Matthews	6 févr. 2019
	023	Dufferin—Caledon	Jeff Harris	21 déc. 2018
	028	Etobicoke-Centre	Basil Mummery	14 avr. 2019
	029	Etobicoke—Lakeshore	Mark Wrzesniewski	17 janv. 2019
	030	Etobicoke-Nord	Brianne Lefebvre	Aucun dépôt
	031	Flamborough—Glanbrook	Glenn Langton	21 févr. 2019
	033	Guelph	Michael Riehl	18 janv. 2019
	035	Haliburton—Kawartha Lakes—Brock	Gene Balfour	13 déc. 2018
	038	Hamilton Mountain	Kristofer Maves	13 déc. 2018
	042	Huron—Bruce	Ronald Stephens	Aucun dépôt
	043	Kanata—Carleton	Peter d'Entremont	28 janv. 2019
	051	Lanark—Frontenac—Kingston	Steve Gebhardt	1 avr. 2019
	052	Leeds—Grenville—Thousand Islands et Rideau Lakes	Charles Buckley	Aucun dépôt
	056	Markham—Stouffville	Paul Balfour	27 févr. 2019
	058	Markham—Unionville	Allen Small	10 janv. 2019
	060	Mississauga-Centre	Farouk Giga	13 déc. 2018
	062	Mississauga—Erin Mills	Pieter Liem	8 janv. 2019
	066	Nepean	Mark Snow	23 janv. 2019
067	Newmarket—Aurora	Lori Robbins	Aucun dépôt	
069	Niagara Falls	Shaun Somers	21 déc. 2018	
072	Nipissing	Harold Keevil	21 déc. 2018	

Parti politique	Code de circonscription électorale	Circonscription électorale	Nom du candidat ou de la candidate	Date de réception
Parti libertarien de l'Ontario	082	Oxford	Chris Swift	21 déc. 2018
	085	Perth—Wellington	Scott Marshall	21 janv. 2019
	093	Scarborough—Agincourt	Mark Sinclair	2 janv. 2019
	098	Scarborough-Sud-Ouest	James Speirs	Aucun dépôt
	099	Simcoe—Grey	John Wright	Aucun dépôt
	100	Simcoe-Nord	Cynthia Sneath	13 déc. 2018
	102	Stormont—Dundas—South Glengarry	Sabile Trimm	7 janv. 2019
	104	Thornhill	Michael Holmes	10 janv. 2019
	105	Thunder Bay—Atikokan	Dorothy Snell	13 déc. 2018
	108	Timmins	Jozef Bauer	Aucun dépôt
	110	Toronto—Danforth	Joseph Layton	31 oct. 2019
	113	Vaughan—Woodbridge	Paolo Fabrizio	18 déc. 2018
	115	Wellington—Halton Hills	Jadon Pfeiffer	31 mai 2019
	Nouveau parti démocratique de l'Ontario	004	Barrie—Innisfil	Pekka Reinio
011		Brampton-Sud	Paramjit Gill	15 mars 2019
012		Brampton-Ouest	Jagroop Pangli	11 mars 2019
013		Brantford—Brant	Alexandra Felsky	15 mai 2019
014		Bruce—Grey—Owen Sound	Karen Gventer	15 mai 2019
016		Cambridge	Marjorie Knight	12 mars 2019
017		Carleton	Courtney Potter	19 déc. 2018
018		Chatham-Kent—Leamington	Jordan McGrail	16 janv. 2019
020		Don Valley-Est	Khalid Ahmed	23 janv. 2019
021		Don Valley-Nord	Akil Sadikali	9 mars 2019
023		Dufferin—Caledon	Andrea Mullarkey	6 mai 2019
025		Eglinton—Lawrence	Robyn Vilde	28 déc. 2018
026		Elgin—Middlesex—London	Amanda Stratton	16 mai 2019
028		Etobicoke-Centre	Erica Kelly	28 déc. 2018
030		Etobicoke-Nord	Mahamud Amin	14 janv. 2019
031		Flamborough—Glanbrook	Melissa McGlashan	16 janv. 2019
033		Guelph	Agnieszka Mlynarz	10 janv. 2019
034		Haldimand—Norfolk	Danielle Du Sablon	19 févr. 2019

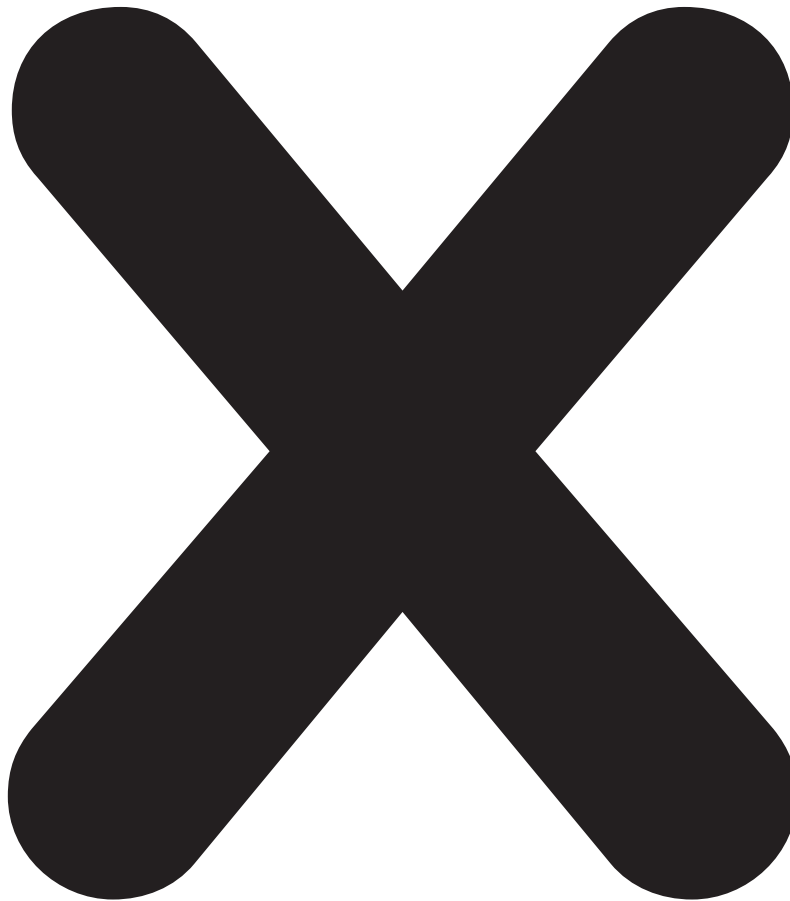
Parti politique	Code de circonscription électorale	Circonscription électorale	Nom du candidat ou de la candidate	Date de réception
Nouveau parti démocratique de l'Ontario	035	Haliburton—Kawartha Lakes—Brock	Zachary Miller	7 janv. 2019
	042	Huron—Bruce	Alexandria Johnstone	20 déc. 2018
	043	Kanata—Carleton	John Hansen	21 déc. 2018
	044	Kenora—Rainy River	Glen Archer	16 sept. 2019
	045	King—Vaughan	Andrea Beal	10 févr. 2019
	048	Kitchener—Conestoga	Kelly Dick	12 avr. 2019
	049	Kitchener-Sud—Hespeler	Fitzroy Vanderpool	9 avr. 2019
	050	Lambton—Kent—Middlesex	William Case	28 déc. 2018
	051	Lanark—Frontenac—Kingston	Ramsey Hart	9 mai 2019
	052	Leeds—Grenville—Thousand Islands et Rideau Lakes	Michelle Taylor	4 janv. 2019
	056	Markham—Stouffville	Kingsley Kwok	18 avr. 2019
	057	Markham—Thornhill	Cindy Hackelberg	14 janv. 2019
	058	Markham—Unionville	Sylvie David	5 févr. 2019
	060	Mississauga-Centre	Laura Kaminker	15 janv. 2019
	061	Mississauga-Est—Cooksville	Thomas Takacs	15 janv. 2019
	062	Mississauga—Erin Mills	Farina Hassan	28 déc. 2018
	063	Mississauga—Lakeshore	Boris Rosolak	21 mars 2019
	064	Mississauga—Malton	Nikki Clarke	5 févr. 2019
	065	Mississauga—Streetsville	Mary Gujarati	16 janv. 2019
	066	Nepean	Zaffarulla Ansari	15 janv. 2019
	072	Nipissing	Henri Giroux	19 déc. 2018
	073	Northumberland—Peterborough-Sud	Jana Papuckoski	28 déc. 2018
	074	Oakville	Lesley Sprague	20 déc. 2018
	075	Oakville-Nord—Burlington	Saima Zaidi	28 déc. 2018
	076	Orléans	Barbara Zarboni	20 déc. 2018
	079	Ottawa-Sud	Eleanor Fast	16 janv. 2019
	080	Ottawa—Vanier	Lyra Titania Evans	23 janv. 2019
	082	Oxford	Tara-Marie Hamilton-King	19 mars 2019
	084	Parry Sound—Muskoka	Erin Horvath	19 avr. 2019
	086	Peterborough—Kawartha	Sean Conway	21 déc. 2018

Parti politique	Code de circonscription électorale	Circonscription électorale	Nom du candidat ou de la candidate	Date de réception
Nouveau parti démocratique de l'Ontario	087	Pickering—Uxbridge	Nerissa Carino	8 janv. 2019
	091	Sarnia—Lambton	Kathleen Alexander	16 janv. 2019
	092	Sault Ste. Marie	Michele McCleave-Kennedy	7 janv. 2019
	093	Scarborough—Agincourt	Tasleem Riaz	18 avr. 2019
	094	Scarborough-Centre	Zeyd Bismilla	19 déc. 2018
	095	Scarborough—Guildwood	Tom Packwood	Aucun dépôt
	097	Scarborough—Rouge Park	Felicia Samuel	5 févr. 2019
	100	Simcoe-Nord	Elizabeth Van Houtte	10 févr. 2019
	102	Stormont—Dundas—South Glengarry	Marc Edward Gordon Benoit	10 déc. 2018
	104	Thornhill	Ezra Tanen	31 déc. 2018
	106	Thunder Bay—Supérieur-Nord	Lise Vaugeois	31 déc. 2018
	113	Vaughan—Woodbridge	Sandra Lozano	12 mars 2019
	116	Whitby	Niki Lundquist	20 févr. 2019
	117	Willowdale	Saman Tabasinejad	7 mai 2019
	Nord de l'Ontario Parti	120	York-Centre	Andrea Vasquez
121		York—Simcoe	David Szollosy	23 janv. 2019
002		Algoma—Manitoulin	Thomas Lee	11 févr. 2019
071		Nickel Belt	Matthew Del Papa	16 janv. 2019
The New People's Choice Party of Ontario	108	Timmins	Gary Schaap	10 déc. 2018
	123	Kiiwetinoong	Kenneth Jones	4 févr. 2019
	037	Hamilton-Est—Stoney Creek	Lucina Monroy	11 nov. 2019
Parti Ontario	109	Toronto-Centre	Cameron Robertson	21 nov. 2019
	112	University—Rosedale	Daryl Christoff	27 mars 2019
	013	Brantford—Brant	John-David Wrobel	Aucun dépôt
	017	Carleton	Jason Tysick	Aucun dépôt
	032	Glengarry—Prescott—Russell	Joël Charbonneau	27 juin 2019
	033	Guelph	Thomas Mooney	15 févr. 2019
	082	Oxford	Robert Van Ryswyck	22 févr. 2019

Parti politique	Code de circonscription électorale	Circonscription électorale	Nom du candidat ou de la candidate	Date de réception
Parti progressiste-conservateur de l'Ontario	007	Beaches—East York	Sarah Mallo	9 janv. 2019
	008	Brampton-Centre	Harjit Jaswal	24 déc. 2018
	009	Brampton-Est	Sudeepkumar Verma	25 févr. 2019
	009	Brampton-Est	Simmer Sandhu (retrait)	24 févr. 2019
	012	Brampton-Ouest	Amarjot Sandhu	19 déc. 2018
	014	Bruce—Grey—Owen Sound	William Walker	10 déc. 2018
	015	Burlington	Jane McKenna	21 déc. 2018
	020	Don Valley-Est	Denzil Minnan-Wong	20 déc. 2018
	027	Essex	Christopher Lewis	18 déc. 2018
	029	Etobicoke—Lakeshore	Christine Hogarth	2 janv. 2019
	036	Hamilton-Centre	Dionne Duncan	2 mars 2019
	037	Hamilton-Est—Stoney Creek	Akash Grewal	7 mars 2019
	039	Hamilton-Ouest—Ancaster—Dundas	Benjamin Levitt	27 févr. 2019
	040	Hastings—Lennox and Addington	Daryl Kramp	21 déc. 2018
	041	Humber River—Black Creek	Cyma Musarat	21 févr. 2019
	045	King—Vaughan	Stephen Lecce	25 févr. 2019
	048	Kitchener—Conestoga	Michael Harris	17 janv. 2019
	049	Kitchener-Sud—Hespeler	Amy Fee	14 déc. 2018
	050	Lambton—Kent—Middlesex	Monte McNaughton	20 déc. 2018
	060	Mississauga-Centre	Natalia Kusendova	23 déc. 2018
	061	Mississauga-Est—Cooksville	Kaleed Rasheed	17 déc. 2018
	062	Mississauga—Erin Mills	Sheref El-Sabawy	2 janv. 2019
	063	Mississauga—Lakeshore	Rudolph Cuzzetto	10 déc. 2018
	064	Mississauga—Malton	Deepak Anand	18 janv. 2019
	065	Mississauga—Streetsville	Nina Tangri	14 févr. 2019
	066	Nepean	Lisa MacLeod	16 janv. 2019
	068	Niagara-Centre	April Jeffs	19 janv. 2019
	071	Nickel Belt	Jo-Ann Cardinal	27 déc. 2018
074	Oakville	Stephen Crawford	14 déc. 2018	

Parti politique	Code de circonscription électorale	Circonscription électorale	Nom du candidat ou de la candidate	Date de réception
Parti progressiste-conservateur de l'Ontario	075	Oakville-Nord—Burlington	Effie Triantafilopoulos	2 janv. 2019
	078	Ottawa-Centre	Colleen McCleery	11 déc. 2018
	079	Ottawa-Sud	Karin Howard	28 déc. 2018
	080	Ottawa—Vanier	Fadi Nemr	27 févr. 2019
	083	Parkdale—High Park	Adam Pham	14 déc. 2018
	084	Parry Sound—Muskoka	Norman Miller	12 déc. 2018
	093	Scarborough—Agincourt	Aris Babikian	13 déc. 2018
	095	Scarborough—Guildwood	Roshan Nallarattnam	26 févr. 2019
	097	Scarborough—Rouge Park	Vijayadhithyan Thanigasalam	23 déc. 2018
	098	Scarborough-Sud-Ouest	Gary Ellis	10 déc. 2018
	100	Simcoe-Nord	Jill Dunlop	17 janv. 2019
	101	Spadina—Fort York	Lu Yu	24 déc. 2018
	103	Sudbury	Troy Crowder	24 déc. 2018
	104	Thornhill	Gila Martow	1 janv. 2019
	112	University—Rosedale	Gillian Smith	28 déc. 2018
	113	Vaughan—Woodbridge	Michael Tibollo	15 janv. 2019
	117	Willowdale	Stanley Cho	9 janv. 2019
	119	Windsor-Ouest	Adam Ibrahim	2 janv. 2019
	120	York-Centre	Roman Baber	31 déc. 2018
122	York-Sud—Weston	Mark Demontis	24 déc. 2018	
123	Kiiwetinoong	Eugene Bull	20 déc. 2018	
Partie de la Vérité Objective	026	Elgin—Middlesex—London	Henri Barrette	24 juill. 2019
	066	Nepean	Derrick Matthews	Aucun dépôt
Parti pour les gens qui ont des besoins spéciaux	007	Beaches—East York	Regina Mundrugo-Itudria	11 févr. 2019
	095	Scarborough—Guildwood	Wanda Ryan	11 févr. 2019
	098	Scarborough-Sud-Ouest	Willie Little	11 févr. 2019
	112	University—Rosedale	Hilton Milan	11 févr. 2019
Partie de la réforme Social de l'Ontario	003	Aurora—Oak Ridges—Richmond Hill	Abu Alam	28 déc. 2018
	059	Milton	Enam Ahmed	31 déc. 2018

Parti politique	Code de circonscription électorale	Circonscription électorale	Nom du candidat ou de la candidate	Date de réception
Parti Trillium de l'Ontario	008	Brampton-Centre	William Oprel	25 févr. 2019
	009	Brampton-Est	Gurdeep Dhothar	25 févr. 2019
	011	Brampton-Sud	John Grant	4 janv. 2019
	023	Dufferin—Caledon	Charles Nowell	8 janv. 2019
	025	Eglinton—Lawrence	Lionel Poizner	2 janv. 2019
	031	Flamborough—Glanbrook	Roman Sarachman	9 juin 2019
	043	Kanata—Carleton	Jack MacLaren	24 mars 2019
	046	Kingston et les Îles	Andre Imbeault	10 janv. 2019
	050	Lambton—Kent—Middlesex	Brian Everaert	3 mai 2019
	067	Newmarket—Aurora	Robert Yaciuk	21 déc. 2018
	073	Northumberland—Peterborough-Sud	Derek Sharp	21 déc. 2018
	075	Oakville-Nord—Burlington	Frank Deluca	21 déc. 2018
	091	Sarnia—Lambton	Andy Bruziewicz	2 janv. 2019
	093	Scarborough—Agincourt	Carlos Lacuna	12 févr. 2019
	097	Scarborough—Rouge Park	Mahendra Pitamber	14 janv. 2019
	098	Scarborough-Sud-Ouest	Robert Turley	9 juin 2019



51 Rolark Drive
Toronto (Ontario) M1R 3B1

1 888 668-8683
1 888 292-2312 (ATS)
info@elections.on.ca

elections.on.ca

Disponible dans des formats accessibles sur demande
Also available in English